

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RÉPRESSION ET RÉSISTANCE DES MOUVEMENTS SOCIAUX :  
REGARDS SUR  
LE MOUVEMENT ÉTUDIANT COLOMBIEN

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR  
JACQUES-ANDRÉ DUBOIS

MARS 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [a] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je souhaite en tout premier lieu remercier mon ami Mauro, sans lequel je n'aurais jamais connu la Colombie comme je la connais aujourd'hui, et grâce à qui j'ai pu prétendre m'essayer à déchiffrer des bribes de sa complexité. Merci d'avoir été une telle étincelle dans ma vie.

Merci également à David et à toutes les amiEs en Colombie qui m'ont accueilli et accompagné sur place, sans votre aide et l'inspiration que votre courage m'a inspiré, ce mémoire n'aurait jamais vu le jour.

Je tiens également à remercier mon directeur de mémoire pour la confiance qu'il m'a accordée et qui m'a permis de cheminer dans ma démarche en suivant mon rythme et mes intuitions.

Je dois également remercier le CRSH pour le soutien financier qu'il m'a accordé et sans lequel ce mémoire aurait été plus ardu à produire.

Évidemment, je souhaite souligner l'appui et l'amitié que m'ont apportés mes nombreux colocos durant ces années d'étude et de rédaction. Je les remercie pour cette vie partagée, ses défis intenses et ses joies extrêmes qui m'ont notamment évité l'enfermement dans le monde académique.

Et puis finalement, premièrement, mille mercis à mes amours. Gabou, tu m'as si bien accompagné dans ces années de vie et encore aujourd'hui, et puis (re)dirigé dans la réflexion qui a été la mienne durant la rédaction de ce mémoire. Sans toi je n'y serais certainement pas parvenu aussi bien. Mon ptit Manou, depuis ton apparition tout est plus merveilleux, même si bien des choses sont un peu plus difficiles... merci d'avoir mis du piquant dans cette fin de rédaction. Merci à vous deux, surtout, pour faire de mon avenir une promesse si emballante.

J'espère que vous apprécierez tous et toutes ce mémoire.

## TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ .....	v
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I	
CADRE THÉORIQUE ET APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE .....	6
1.1 Cadre théorique .....	7
1.1.1 L'importance du contexte: un apport de l'approche structuraliste .....	7
L'importance de considérer l'État .....	8
La Structure d'Opportunités Politique et le Processus politique .....	12
1.1.2 Identité collective et émotions: quelques concepts de l'approche culturelle ...	17
L'identité collective comme frontière .....	19
L'acteur rationnel et la vision instrumentale de la culture .....	20
Identité collective: définition .....	23
Identité collective et solidarité .....	25
(Dé)mobilisation : émotions et participation .....	27
1.2 Démarche méthodologique .....	31
1.2.1 Positionnements .....	31
L'étude des mouvements sociaux dans le contexte colombien:	
situation hors norme? .....	34
La position du chercheur face à l'objet dans ce contexte .....	36
1.2.2 La cueillette des données .....	39
CHAPITRE II	
LA CRIMINALISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX COLOMBIENS .....	42
2.1 Conflit social et armé: acteurs et facteurs à l'œuvre .....	43
2.1.1 Petit historique du conflit et des forces insurgées .....	43
2.1.2 Le paramilitarisme colombien et ses phases de développement .....	45
La DSN et son application en Colombie .....	46
Naissance et développement du paramilitarisme .....	50



Les schémas d'interprétation du lien entre paramilitarisme et État .....	56
2.2 Paramilitarisme, politiques et scandales sécuritaires dans la Colombie d'Álvaro Uribe ..	61
2.2.1 « Démobilisation » des groupes paramilitaires et <i>Parapolitica</i> .....	61
2.2.2 Sécurité Démocratique: l'implication des civils dans le conflit .....	69
2.2.3 Scandales sécuritaires .....	74
DAS, paramilitarisme et pratiques illégales .....	75
Les <i>chuzadas</i> .....	77
<i>Falsos positivos</i> : Pratique systématique et impunité .....	79
Corruption et violences « sécuritaires » .....	81
2.3 La Colombie: contexte dangereux pour les mouvements de revendication .....	83
 CHAPITRE III	
REGARD SUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT COLOMBIEN: RÉPRESSION ET RÉSISTANCE .....	87
3.1 Le mouvement étudiant : acteurs et mobilisations .....	88
3.1.1 La fourmilière étudiante colombienne .....	88
3.1.2 Les mobilisations de la dernière décennie .....	92
Autonomie universitaire .....	93
Éducation publique (financée par l'État) et de qualité .....	94
Une Université critique et engagée .....	95
3.2 La crise des droits humains dans les universités colombiennes .....	97
3.2.1 Portrait de la situation dans les universités colombiennes .....	99
3.2.2 Les conséquences de la violence sur le mouvement étudiant .....	107
3.3 Culture des droits humains .....	111
3.3.1 Les dénonciations légales : levier de pression .....	112
3.3.2 L'identité collective du mouvement étudiant colombien .....	115
3.4 Conclusion .....	123
 CONCLUSION .....	 126
 ANNEXE A .....	 130

ANNEXE B .....135

ANNEXE C .....138

BIBLIOGRAPHIE .....152

## RÉSUMÉ

Ce mémoire vise tout d'abord à mieux comprendre les dynamiques à l'origine de la violence à laquelle font face les mouvements sociaux colombiens, en nous penchant particulièrement sur le rôle de l'État. En nous concentrant sur le mouvement étudiant colombien comme cas de figure, nous abordons également la résistance de ce mouvement social à la terreur. Cela nous permet de comprendre en partie comment un mouvement social peut persister dans le temps et dans ses luttes malgré un contexte aussi difficile.

En partant de réflexions portées par des auteurs structuralistes de la sociologie américaine traitant des mouvements sociaux et de l'action collective, nous considérons en premier lieu l'importance de prendre en compte l'État dans la naissance, le développement et le devenir d'un mouvement social. Nous nous penchons ensuite sur des apports des auteurs de l'approche culturelle des mouvements sociaux, en abordant des éléments centraux dans la mobilisation et la démobilitation des participants des mouvements sociaux, soit l'identité collective et les émotions. Dans le second chapitre, nous visons à expliquer le développement historique du paramilitarisme en Colombie ainsi que l'implication de l'État colombien dans l'apparition et le déploiement de celui-ci. Partant de là, nous décrivons le contexte « sécuritaire » sous le gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez avec lequel les mouvements sociaux colombiens ont du composer durant la décennie passée. Le troisième chapitre représente notre étude de cas du mouvement étudiant colombien. Nous y abordons son organisation, ses luttes de la dernière décennie ainsi que sa répression par les forces de sécurité de l'État et par les organisations paramilitaires, avant de nous pencher sur ses luttes concernant la question des droits humains ainsi que son identité collective et les émotions que celle-ci soulève. Ces derniers éléments nous permettent d'expliquer, en partie, la résistance et la persistance du mouvement étudiant colombien dans un contexte de violence qui nous apparaît extrême.

Mots clés : Répression, État, paramilitarisme, politiques sécuritaires, mouvements sociaux, mouvement étudiant colombien, identité collective.

## INTRODUCTION

La production de ce mémoire est l'une des conséquences directes d'une rencontre effectuée il y a de cela plus de huit ans, alors que nous participions à un groupe de solidarité internationale au sein duquel nous avons eu la chance de nous lier d'amitié avec un Colombien réfugié politique au Canada. Exilé de son pays pour avoir pris trop souvent la parole, avec sa voix forte et ses talents d'orateur manifestes, dans le cadre des mobilisations étudiantes à Neiva, sa ville natale, Mauricio nous a notamment transmis son amour pour la Colombie. C'est grâce à ses contacts et ses amitiés dans le mouvement étudiant colombien que nous avons pu séjourner par trois fois dans ce pays, accompagnant l'une des plus importantes associations étudiantes universitaires, nous liant d'amitié avec plusieurs de ses membres et en apprenant chaque fois un peu plus sur le difficile contexte que constitue, pour les militants colombiens, le conflit social et armé qui fait rage dans ce pays depuis près de cinquante ans.

Ce mémoire est d'abord le fruit d'un sentiment, ainsi que d'une réflexion qui l'a accompagné, né du fait d'avoir côtoyé des militants étudiants colombiens. Écouter leurs histoires, connaître leur courage face aux menaces de mort, assassinats, déplacements et montages judiciaires, nous a profondément bouleversé. Comment rester indifférent lorsque, par exemple, assis tranquillement dans une salle de classe sur leur campus universitaire, des étudiants nous racontent que depuis une semaine ils s'attendent tous les jours à être la cible d'un tueur à la solde des paramilitaires – un *sicario* –, les dernières menaces de mort reçues leur intimant de quitter la ville au plus tard une semaine plus tôt? Moments intenses pour les jeunes militants étudiants canadiens que nous étions alors que d'écouter ces histoires avec un sentiment d'impuissance, mais moments intenses surtout pour ces jeunes militants étudiants

colombiens qui décident de rester et de ne pas reculer devant la terreur. Et le soir, malgré tout cela, nous buvions du rhum et dansions la salsa... Si la violence qui se déploie en Colombie apparaît extrême à nos yeux, elle fait en quelque sorte partie du cadre « normal » des choses pour les militants colombiens. Habitude devant tant de violence générée par des dizaines d'années de conflit? Il y a là plutôt, selon nous, énormément de courage, de fierté, de dignité, qui expliquent beaucoup mieux ce qui, autrement, pourrait sembler n'être que folie.

Les militants du mouvement étudiant ne sont pas les seuls à subir cette violence et à continuer de lutter malgré celle-ci : les membres du mouvement syndical qui défendent leur droit d'association et cherchent à améliorer leurs conditions de travail et de vie; les autochtones qui revendiquent le respect de leurs territoires et de leur autonomie; les afro-descendants et les paysans qui, chassés de leurs terres, cherchent à y revenir; les défenseurs de droits humains et les partis politiques d'opposition qui dénoncent les violences et militent pour une Colombie différente – tous font également partie du nombre important de victimes de la violence générée par les groupes paramilitaires et les forces de sécurité de l'État colombien. C'est cette répression déployée contre les mouvements sociaux qui constitue le cœur de notre mémoire. Nous souhaitons, avant toute chose, tenter de mieux comprendre cette répression violente, cette « criminalisation » de la contestation avec laquelle les mouvements sociaux colombiens doivent composer, notamment en posant l'hypothèse qu'elle tire en bonne partie ses origines de stratégies et politiques de lutte aux groupes insurgés déployées par l'État colombien, et que celui-ci en porte la responsabilité.

Notre premier chapitre nous permettra d'abord de poser les bases théoriques qui accompagnent ce mémoire, ainsi que de présenter notre méthodologie et les réflexions qui l'ont accompagnée. L'importance de considérer l'État, en tant que contexte dans lequel s'inscrivent les mouvements sociaux, a particulièrement été

réfléchi par les auteurs structuralistes de la sociologie américaine. Leur réflexion a permis de mettre en lumière le rôle de l'État dans le développement des activités des mouvements sociaux, notamment en élaborant des outils/concepts comme la Structure des Opportunités Politiques. Ce paradigme – longtemps dominant dans la sociologie des mouvements sociaux – a cependant été fortement critiqué par les tenants d'une approche des mouvements sociaux qui renvoient plutôt à leurs aspects culturels. L'identité collective des mouvements sociaux, ainsi que les sentiments et émotions qui la constituent et qu'elle nourrit, nous sont ainsi apparus particulièrement intéressants à visiter pour comprendre la résistance des mouvements à la violence. Cette approche culturelle permet, de plus, d'entrer dans le monde du sensible, souvent délaissé en sociologie – et particulièrement par les tenants de l'approche structurelle – au profit d'une vision de l'acteur comme un être purement rationnel. Quant à l'aspect méthodologique, il nous a semblé important de questionner la position du chercheur face à son objet de recherche, plus spécifiquement celle du « chercheur-militant », et de réfléchir la possibilité de porter une réflexion utile et valable dans ce contexte. Le caractère « hors norme » de notre objet de recherche, de par la violence à laquelle font face les sujets de notre étude, est également abordé, de même que nos choix techniques et méthodologiques dans le cadre de celle-ci.

Dans le second chapitre, nous entrons dans le cœur de notre objet, en cherchant à démêler et mettre en lumière les facteurs qui ont participé et qui participent à l'existence d'un contexte d'intense violence contre les mouvements sociaux colombiens, ce que nous reconnaissons comme une forme de « criminalisation » de la contestation, compte tenu du rôle joué par l'État colombien dans cette situation. Nous présentons tout d'abord le paramilitarisme colombien, à partir d'une reconstitution historique, selon trois grandes phases de son développement. Nous cherchons ainsi à mettre en lumière les aspects politiques, sociaux et économiques qui ont participé à l'existence de ces forces armées para-étatiques, tout en soulignant les liens existant entre celles-ci et l'État colombien, c'est-à-dire la responsabilité de l'État dans leur



naissance et leur développement. Nous abordons également, dans le même sens, les politiques sécuritaires colombiennes, en mettant l'accent sur celles développées sous le gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez (2002-2010) durant la dernière décennie, la période qui constitue le cadre temporel de notre étude. Finalement, nous présentons différents scandales qui ont éclaté durant cette période et qui ont permis de dévoiler les liens étroits unissant la classe politique colombienne et les groupes paramilitaires, de même que les lourdes conséquences des politiques sécuritaires du gouvernement Uribe sur la population civile.

Notre troisième et dernier chapitre consiste en une étude de cas, celle du mouvement étudiant colombien durant les années Uribe, comme exemple de mouvement social victime de la violence déployée par l'État et les groupes paramilitaires. Nous abordons ainsi, en premier lieu, les organisations étudiantes et leurs luttes de la dernière décennie, pour ensuite nous pencher sur les conséquences de la violence sur les membres du mouvement étudiant, de même que sur ses organisations. Nous utilisons notamment, pour ce faire, des entrevues réalisées avec quelques militants du mouvement étudiant, en partant avant toute chose de leurs histoires personnelles. Nous terminons ce chapitre et notre mémoire en ouvrant la réflexion sur les éléments qui permettent aux mouvements sociaux colombiens de « résister » à la violence, et donc de « persister » dans leurs mobilisations malgré celle-ci. Nous nous penchons pour ce faire, dans le cadre de notre étude de cas, sur deux éléments qui nous semblent importants – ils ne sont certes pas les seuls – dans la résistance et la persistance du mouvement étudiant colombien. Il s'agit du travail effectué par les associations étudiantes autour de la question des droits humains, mais surtout de l'identité collective portée et développée par les membres de ce mouvement et qui se développe notamment en faisant appel à la mémoire des étudiants ayant perdu la vie aux mains des forces de sécurité et des groupes paramilitaires. Bien que très partiel, ce plongeon dans la résistance à la terreur par la culture ouvre, nous l'espérons, une

fenêtre intéressante pour de potentielles recherches à venir.



## CHAPITRE I

### CADRES THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE

L'étude des mouvements sociaux dans les sciences sociales, particulièrement la sociologie, s'est renouvelée au cours des quarante dernières années pour devenir un champ d'études des plus importants. Dans la sociologie américaine, des auteurs structuralistes ont participé à la construction de ce domaine au point où leur approche est devenue dominante dans la littérature. Le paradigme structuraliste ne s'est cependant pas imposé sans que ne s'élèvent plusieurs critiques à son égard, et depuis plusieurs années de nombreux efforts ont été faits pour permettre une réconciliation entre le paradigme dominant et des approches différentes, en particulier l'approche culturelle. Ces deux approches, culturelle et structurelle, nous semblent d'égale importance pour l'étude des mouvements sociaux, et toutes deux auront leur pertinence dans le développement du présent mémoire.

Les auteurs du courant structuraliste se sont particulièrement penchés sur la relation entre les mouvements sociaux et l'État, au sens où celui-ci « not only defines the possibilities for groups to affect social change, but [...] also structures the possibilities for different groups to articulate grievances and organize in support of social change goals<sup>1</sup>. » Cette capacité de l'État à limiter ou favoriser l'action des mouvements sociaux, si justement mise de l'avant par nombre d'études « centrées sur l'État » des auteurs structuralistes, constitue le point de départ de notre recherche, nous permettant de comprendre l'État colombien et sa relation avec les mouvements

---

<sup>1</sup> Smith, Jackie et Tina Fetner, 2010, « Structural Approaches in the Sociology of Social Movements », *Handbook of Social Movements Across Disciplines*, New York, Springer, p.15.

sociaux colombiens. Quant aux auteurs du courant culturel, sans rejeter en bloc les apports de l'analyse structurelle, ils ont mis en relief certains éléments ignorés du paradigme dominant qui sont d'une grande importance pour l'étude des mouvements sociaux, notamment le fait que les mouvements sociaux participent eux aussi à construire leurs opportunités, qu'ils sont porteurs et constructeurs de certaines formes particulières de « regard sur le monde », et qu'ils vivent, existent par et traversent les questions d'identité collective et d'émotions. C'est à partir de certains de ces concepts, sur lesquels se sont concentrés des auteurs de l'approche culturelle, que nous souhaitons analyser la mobilisation des étudiants et étudiantes de la Colombie. Selon nous c'est peut-être là, à tout le moins en partie, que se trouve la source de leur résistance et de leur persistance face à une violence extrême qu'ils ont eue, ont et auront à affronter.

Pour pouvoir nous lancer de façon plus éclairée dans l'analyse de notre objet d'étude, nous commencerons donc par mieux définir ces deux approches, certains éléments qu'elles choisissent d'étudier ainsi que certains de leurs concepts et outils d'analyse qui nous semblent pouvoir éclairer notre objet de recherche. Ce faisant, nous présenterons les choix théoriques qui seront les nôtres dans le cadre de cette recherche. Nous aborderons, par la suite, la méthodologie qui a été la nôtre dans la réalisation de ce mémoire, en nous attardant notamment sur la situation « hors-norme » de notre objet de recherche, sur notre position de chercheur face à celui-ci, ainsi que sur le travail de terrain qui a nourri notre étude.

## 1.1 Cadre théorique

### 1.1.1 L'importance du contexte: un apport de l'approche structuraliste

Plusieurs auteurs ont eu une importance particulière dans le développement de l'approche structuraliste aux mouvements sociaux, dont quelques-uns des plus importants sont peut-être Charles Tilly, Sidney Tarrow et Doug McAdam. Ces

auteurs, mais bien d'autres également, ont participé à élaborer un regard particulier sur le contexte dans lequel agissent les mouvements sociaux au sens où celui-ci influence les possibilités d'apparition et de succès de ces derniers. Ils ont notamment, pour ce faire, privilégié l'approche dite du « processus politique », qui consiste à porter une attention particulière à ce qu'ils ont nommé la « Structure d'Opportunités Politiques » (SOP) – ou « contexte politique<sup>2</sup> ». Ces opportunités (et contraintes) seraient, selon eux, grandement influencées par les dynamiques propres à l'État dans lequel les mouvements évoluent. Nous verrons donc un peu plus en détail ce que signifient le processus politique et la SOP, mais nous nous pencherons plus spécifiquement, avant toute chose, sur les raisons qui motivent l'emphase mise par ces auteurs sur le contexte dans lequel agissent les mouvements sociaux, particulièrement sur l'importance de l'État dans ce contexte et dans l'existence d'opportunités et de contraintes pour les mouvements. Il s'agit là, comme nous l'avons déjà mentionné, de l'un des points de départ de la réflexion que nous développerons dans le présent mémoire.

#### *L'importance de considérer l'État*

De nombreux auteurs ont fait de l'État un élément central de leur étude des mouvements sociaux. Ils ont cherché, ce faisant, à souligner « the central importance of social movements as forces for political change in contemporary world and the importance of the state in shaping political change<sup>3</sup>. » Les raisons qui ont poussé ceux-ci à se « centrer sur l'État », et plus largement sur l'environnement dans lequel évoluent les mouvements, peuvent selon nous être regroupées en deux principales catégories: l'État en tant qu'institution et l'État en tant que contexte. En effet, en tant

---

<sup>2</sup> En effet, il n'existe pas que des opportunités politiques, il y a également des contraintes et des obstacles qui ont mené certains auteurs à parler d'un « contexte politique » plutôt que de SOP. Voir *Ibid.*, p.16. Voir également Amenta, Edwin, Neal Caren, Tina Fetner et Michael P. Young, 2002, « Challengers and States: Toward a Political Sociology of Social Movements. », *Research in Political Sociology*, no.10, pp.47–83.

<sup>3</sup> Jenkins, J.Craig, et Bert Klandermans, 1995, « The Politics of Political Change », *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on State and Social Movements*, Londres, UCL Press, p.3.

qu'institution incontournable du monde moderne – qui concentre et redistribue un grand nombre de ressources monétaires et humaines<sup>4</sup> –, l'État constitue l'une des principales cibles des revendications des mouvements, ou à tout le moins le canal par lequel les mouvements sociaux visent bien souvent à demander/forcer un changement. Même dans les cas où certains mouvements ne s'adressent pas directement à l'État, celui-ci reste incontournable lorsque vient le temps d'« institutionnaliser » les changements souhaités. Plus encore, pour J. Craig Jenkins, « social changes without the support of the state will not persist. The state is therefore a target for social movements<sup>5</sup>. » L'État est, pour le dire autrement, celui qui inscrit ces demandes ou critiques mises de l'avant par les mouvements sociaux en des lois ou règlements, définissant de plus quels projets se verront financés par l'État ou recevront sa reconnaissance, et lesquels s'exposeront à différentes formes de répression. Pensons, par exemple, aux relations homosexuelles criminalisées dans certains pays alors qu'elles sont décriminalisées, depuis un certain nombre d'années, dans d'autres, et ce, notamment, suite à l'action de groupes en faveur des droits des gays et lesbiennes. Cette décriminalisation ne pouvait être rendue effective que par l'État qui cessait ainsi de réprimer ces unions, sans parler de l'importance symbolique d'une telle décision et de son impact sur la perception de l'homosexualité par certaines personnes sensibles à cette autorité. En effet, comme l'affirme Daniel Cefaï, l'État devrait également être considéré comme une institution détenant une importante force symbolique:

La puissance symbolique de l'État est d'indiquer où passent les frontières de la *politie*, de reconnaître ou de méconnaître l'existence publique des collectifs, de les convertir en partenaires acceptables et [ou] de leur octroyer une représentativité officielle ou de promouvoir des collectifs concurrents et de leur fournir ressources et accréditations. Elle

---

<sup>4</sup> Tilly, Charles et Sidney Tarrow, 2008, *Politique(s) du conflit: de la grève à la révolution*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, p.22.

<sup>5</sup> Jenkins, J.Craig, 1995, « Social Movements, Political Representation, and the State: An agenda and Comparative Framework », *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on State and Social Movements*, Londres, UCL Press, p.16.

est encore dans la capacité d'entériner ou de récuser la vérité des faits et des analyses qu'ils avancent, de valider la légalité des droits et la justice des demandes qu'ils revendiquent. Les détenteurs du pouvoir politique et administratif acceptent la définition des problèmes publics de leurs challengers comme base de discussion ou la dénoncent comme particulariste, sinon inepte ou illégale.<sup>6</sup>

Quant à considérer l'État comme un « contexte » incontournable, c'est reconnaître son rôle majeur dans la construction de l'environnement dans lequel existent, réfléchissent, se mobilisent et agissent les mouvements sociaux. En d'autres termes, l'État « organizes the political environment within which social movements operate, creating opportunities for action and, alternatively, imposing restrictions on movement activities<sup>7</sup> ». En effet, en tant qu'institution détentrice du « monopole légitime de la violence » sur le territoire national, l'État décide en grande partie des règles régissant l'exercice de la contestation, et ce notamment de deux façons complémentaires. Il est, tout d'abord, l'entité qui définit les lois limitant les possibilités d'action pour les mouvements sociaux, particulièrement quels types de manifestations et de moyens de pression sont permis et lesquels ne le sont pas. Cela peut aller, dans certains cas, jusqu'à reconnaître certaines organisations comme légitimes tandis que d'autres sont plutôt surveillées, criminalisées et/ou réprimées. En d'autres termes, l'État définit les règles du conflit, c'est-à-dire qu'il intervient de façon importante au niveau de « qui a le droit de poser des revendications collectives, de quelle sorte, par quels moyens, et avec quels résultats<sup>8</sup> ». Conséquemment, puisqu'il s'agit de l'institution exerçant légitimement la violence, à travers l'entretien, le contrôle et l'utilisation d'une force militaire, policière et d'un système judiciaire et carcéral, l'État assure l'application de ses décisions d'une façon particulièrement

<sup>6</sup> Cefaï, Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on?: les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, p.275.

<sup>7</sup> Jenkins, J.Craig, *op.cit.*, p.16.

<sup>8</sup> Tilly, Charles et Sidney Tarrow, *op. cit.*, p.22.



efficace, entre autres choses par la répression armée et la judiciarisation des groupes et individus agissant hors des cadres établis. Daniel Cefaï résume ainsi cette situation:

Certains États ripostent aux mouvements de revendication par la répression, font passer leurs mesures en brisant par la menace ou la violence la résistance de la société civile. [...] Le balancement central est entre l'usage de la force, le déni de reconnaissance et le refus de participation *versus* la garantie d'une protection, la mise en place de voies de représentation, de consultation ou d'implication et l'engagement de tractations avec les acteurs sociaux.<sup>9</sup>

Cependant, si les mouvements ne sont pas de simples automates réagissant directement à un contexte – c'est là, grossièrement, l'une des critiques adressées par les tenants d'une approche culturelle aux auteurs structuralistes<sup>10</sup> – ils n'agissent pas non plus, comme nous venons de le voir, de façon complètement libre. En clair, comme l'affirment les auteurs de *Social Movements: Identity, Culture and the State* et paraphrasant en cela une citation célèbre de Marx, « [a]ctivists *can* make history, [...] but not just as they choose<sup>11</sup> ». L'État se retrouve, d'une façon ou d'une autre, impliqué dans cette prétention au changement que représentent l'existence et l'action des mouvements sociaux, que ce soit en tant qu'ennemi, interlocuteur, législateur, force de coercition ou de (dé)légitimation. En résumé,

The centrality of the modern state to shaping the distribution of resources and capacities has led many structural analysts to consider the national state as the primary target or arena against or within which modern social movements operate. The national state not only defines the possibilities for groups to affect social change, but it also structures the possibilities

<sup>9</sup> Cefaï, Daniel, *op. cit.*, p.274.

<sup>10</sup> Voir notamment James M.Jasper, 2010, « Cultural Approaches in the Sociology of Social Movements », *Handbook of Social Movements Across Disciplines*, New York, Springer, p.93.

<sup>11</sup> Meyer, David S., Nancy Whittier et Belinda Robnett (dir.), 2002, « Introduction to part II », *Social Movements: Identity, Culture, and the State*, New York, Oxford University Press, p.25.

for different groups to articulate grievances and organize in support of social change goals.<sup>12</sup>

*La Structure d'Opportunités Politiques et le Processus politique*

Ce que nous retenons de cette approche développée par le courant structuraliste, c'est tout d'abord l'importance de prendre en compte le contexte dans lequel existent et agissent les mouvements sociaux, et en particulier l'importance de l'État en tant qu'institution participant à façonner les conditions qui constituent ce contexte. Ces conditions, leurs transformations, et les conséquences de celles-ci peuvent notamment être relevées à partir de l'observation de certains facteurs constituant la « Structure d'Opportunités Politiques » (SOP), un concept largement utilisé et développé par les auteurs ayant adopté l'approche du processus politique.

En effet, « [t]ypically, authors working within this approach explain a specific aspect of popular contention [...] by a change in the political opportunity structure<sup>13</sup> ». En ce sens, la thèse fondamentale de l'approche de la SOP « est que les mouvements sociaux émergent comme la résultante de l'ouverture et de l'expansion d'opportunités politiques. [Ainsi, l]e clivage fondamental passe entre “membres” et “challengers” du système politique<sup>14</sup> ». Bien que cette expression ne soit pas d'eux, ce sont surtout Charles Tilly, Sidney Tarrow et Douglas McAdam qui ont participé à populariser la SOP dans la littérature et à en faire un concept utile à la sociologie des mouvements sociaux. Cela dit, les facteurs pouvant être pris en compte dans l'analyse de la SOP varient selon les auteurs de l'approche bien que, généralement, « the extent to which the political system is open to public participation, the presence or absence of influential allies, state capacities to repress or respond to movement demands, and

---

<sup>12</sup> Smith, Jackie et Tina Fetner, *op. cit.*, p.15.

<sup>13</sup> Kriesi, Hanspeter, 2004, « Political Context and Opportunity », *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, p.68.

<sup>14</sup> Cefai, Daniel, *op. cit.*, p.273.

divisions among elitists [sont tous considérés comme des facteurs qui] shape the political opportunities and limitations of movements<sup>15</sup> ». Ces opportunités et contraintes constituent « the broad political environment in which the mouvement is embedded [...] affecting the latter's development<sup>16</sup> ». Cependant, si l'État est considéré comme l'un des principaux acteurs influençant ces opportunités et contraintes politiques, ou à tout le moins l'une des principales arènes où celles-ci prennent forme, les mouvements sociaux – à travers leurs mobilisations, leur discours, etc. – peuvent également influencer la forme et l'intensité de ces opportunités et contraintes<sup>17</sup>. Plusieurs critiques ont été apportées à l'approche du processus politique, dont certaines ont été partagées tant par les tenants d'une analyse culturelle des mouvements sociaux que par certains auteurs pourtant liés à l'approche du processus politique. L'une d'entre elles, relevée par Gamson et Meyer<sup>18</sup> au même titre que par Jasper et Goodwin<sup>19</sup>, porte sur l'imprécision entourant le concept de « structure d'opportunités politiques » et qui risque d'en faire « a sponge that soaks up virtually every aspect of the social movement environment [...]»<sup>20</sup>. Par ce « cri d'alarme », Gamson et Meyer visaient tout d'abord à sauver une approche qu'ils considéraient autrement comme pertinente, contrairement à Jasper et Goodwin qui y trouvaient une faille considérable dans une perspective qu'ils cherchaient à critiquer en profondeur.

<sup>15</sup> Smith, Jackie et Tina Fetner, *op. cit.*, p.16.

<sup>16</sup> McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald, 1996, « Introduction », *Comparative Perspectives on Social Movements, Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, p.12.

<sup>17</sup> Notamment Gamson, William A. et David S. Meyer, 1996, « Framing Political Opportunity », *Comparative Perspectives on Social Movements, Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, *op. cit.*, p.276 .

<sup>18</sup> *Ibid.*, p.275.

<sup>19</sup> Avec ce texte, les deux auteurs, très critiques de l'approche structurelle, ont jeté un pavé dans la mare de l'approche qu'ils comprennent comme « dominante », poussant leur critique bien au-delà de celle de Gamson et Meyer. Voir Goodwin, Jeff et James M. Jasper, 2004, « Caught in a Winding, Snarling Vine », *Rethinking Social Movements : Structure, Meaning, and Emotions*, Maryland, Rowman and Littlefield publishers, pp.3-30.

<sup>20</sup> Gamson, William A., et David S. Meyer, *op. cit.*, p.275.



Cette critique a été posée, de façon semblable, par Donatella della Porta dans un chapitre intitulé « Social Movements and the State: Thoughts on the Policing of Protest ». S'interrogeant sur la relation entre les stratégies policières pour contrôler la contestation et celles des manifestants dans le développement de leurs activités, cette auteure y propose cependant une solution plus drastique qu'une simple « mise en garde ». Elle affirme, en effet, qu'il lui semble préférable, dans le cas où l'on souhaite mieux comprendre l'interaction entre un mouvement social et son environnement, de réaliser une analyse en profondeur d'une seule variable plutôt que de tomber dans le piège de la multiplication des variables comme le font plusieurs auteurs utilisant l'approche des SOP. C'est pour cette raison qu'elle concentre son attention dans ce texte sur la gestion policière de la contestation – un élément qui a « a most direct impact on social movements<sup>21</sup> » et que nous élargirons, dans notre cas d'étude, à la stratégie de l'État colombien en ce qui concerne sa réaction face à l'opposition aux politiques gouvernementales. De plus, le fait de se restreindre à une telle variable permet d'éviter, selon cette auteure, un autre écueil de l'analyse des SOP, et qui consiste à ne pas considérer la distance qui existe, bien souvent, entre certaines variables et l'impact concret que ces variables ont sur le développement des mouvements. Ainsi, il y aurait des facteurs qui semblent plus difficiles à saisir pour les participants des mouvements sociaux, alors que d'autres ne peuvent, cependant, être ignorés, comme c'est notamment le cas de la répression organisée par l'État. En ce sens, la gestion policière de la contestation devient, pour Della Porta, une sorte de baromètre des SOP, définissant le degré d'ouverture ou de fermeture d'un État face à un ou des mouvements: « As part of the state response to social movements, it should [...] represent a general expression of the state's degree of openness or receptivity<sup>22</sup> ». Nous nous inspirerons de cette approche en l'élargissant, pour notre part, aux politiques et stratégies de l'État colombien qui influencent, motivent ou impliquent

---

<sup>21</sup> Della Porta, Donatella, 1995, *Social Movements and the State : Thoughts on the Policing of Social Protest*, European University Institute Working Paper, no.95/13, Florence, Robert Shuman Center, p.4.

<sup>22</sup> *Ibid.*

directement, différentes formes de répression des mouvements sociaux, tout en abordant dans le dernier chapitre les stratégies déployées par le mouvement étudiant colombien pour résister à cette répression et aux formes qu'elle prend. Sans prétendre décrire ainsi sous toutes ses facettes la relation qui existe entre les politiques répressives qui affectent le mouvement étudiant et les stratégies de résistance de ce mouvement, nous entrerons tout de même, d'une certaine façon, sur ce terrain. Della Porta souligne également l'importance du discours qui entoure ces stratégies répressives, mettant ainsi en évidence, au même titre que Daniel Cefaï, l'importance du facteur symbolique, notamment lorsque ce discours émane de l'État:

Whether a protest action is defined as a citizen right or a « disturbance of the public » has a vital effect on the legitimation of the different actors. The question of what does and does not constitute a legitimate form of protest in a democracy is a « hot » topic endlessly debated by protestors and police, parties and policy-makers, media and experts.<sup>23</sup>

Considérant la répression des mouvements sociaux, il nous apparaît également intéressant de revenir sur une réflexion soulevée par Hanspeter Kriesi, lequel souligne l'existence, au-delà du côté formel de la structure étatique, d'une structure informelle:

The general approach to the authorities with respect to challengers is constrained not only by the formal institutional structure, but also by informal procedures and strategies typically employed by the authorities with regard to challengers. Organizational sociologists have long been insisting on the difference between the formal and the informal side of structure. Analogously, we should be aware of the distinction between the formal institutional structure and the informal ways it is typically applied.<sup>24</sup>

---

<sup>23</sup> *Ibid.*, p.6.

<sup>24</sup> Kriesi, Hanspeter, 1995, « The Political Opportunity Structure of New Social Movements: Its Impact on Their Mobilization » *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on State and Social Movements*, *op. cit.*, p.173.

Ce que fait Kriesi dans cette citation, c'est notamment reconnaître l'aspect culturel qui existe dans la « structure ». En effet, au-delà, par exemple, des « capacités » de répression (un certain nombre de soldats ou de policiers, leur équipement, etc.) ou des canaux institutionnels de concertation (telle « commission », tel « comité », tel « organisme » chargés d'entendre les points de vue et de faire rapport), existent des stratégies, des idées, des envies qui orientent le déroulement, l'intensité et les résultats de cette force de répression ou de ces canaux de concertation. De même que Della Porta parle d'un « degré d'ouverture ou de réceptivité » de l'État face aux mouvements sociaux, Kriesi partage ceux-ci, en fonction de leur relation à la contestation, en deux catégories particulièrement simples: ils sont soit « ouverts », soit « fermés » devant les mouvements sociaux et leurs demandes<sup>25</sup>. Dans le même sens, cet auteur considère les stratégies informelles comme étant soit « exclusive (repressive, confrontative, polarizing) or integrative (facilitative, cooperative, assimilative). It is important to note that such procedures have a long tradition in a given country. According to Scharpf, they develop a powerful logic of their own.<sup>26</sup> » Malgré la simplicité de ces catégories, Kriesi nous semble mettre en lumière un élément important du « contexte politique », particulièrement intéressant dans le cas de la Colombie, en insistant sur les stratégies informelles, sortes d'« attitudes » face à la contestation qui ne dépendent pas que du cadre formel de l'État de droit. S'appuyant en cela sur Koopmans, il note, de plus, que la répression peut, dans certains cas, avoir pour effet de stimuler l'action collective<sup>27</sup>, même si celle-ci en augmente les risques et les conséquences : elle permettra notamment de renforcer l'identité collective des mouvements ; elle deviendra parfois elle-même un objectif de mobilisation pour un mouvement réprimé ; et elle participera possiblement à porter l'attention des médias sur le mouvement. Cette conception nous semble tout à fait

---

<sup>25</sup> *Ibid.*, p.171.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p.174.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p.177-178.

juste et nous verrons plus en détail dans notre analyse du mouvement étudiant colombien comment ces effets prennent forme.

En résumé, il existe des facteurs « structurels » qui influencent les mouvements sociaux, dont l'État et sa relative ouverture ou fermeture – formelle comme informelle – à la contestation. Cette position de l'État peut, comme on vient de le voir avec Della Porta, être plus facilement étudiée lorsqu'on s'en tient à l'analyse d'une variable principale – dans son cas les stratégies de « policisation » –, qui plus est considérant le fait que les mouvements sont plus directement influencés par certains facteurs que par d'autres. C'est, en partie, de cette perspective que nous partirons pour analyser les politiques sécuritaires du gouvernement colombien, la répression que celles-ci impliquent contre les mouvements sociaux colombiens (le mouvement étudiant plus spécifiquement dans notre cas) et le discours de l'État (sa puissance symbolique) déployé dans ce « contexte sécuritaire » et qui porte des effets très tangibles. Avant tout, cependant, nous aborderons certains concepts développés par des auteurs de l'approche culturelle, soit l'identité collective et les émotions, au sens où ceux-ci représentent également des facteurs importants qui participent à façonner la contestation et ses possibilités d'expression.

#### 1.1.2 Identité collective et émotions: quelques concepts de l'approche culturelle

Lilian Mathieu, dans son ouvrage *Comment lutter? Sociologie des mouvements sociaux*, pose ce qui devrait, selon lui, être l'objectif de la sociologie des mouvements sociaux en ces termes: « [...] il se pourrait bien que, comme le fait remarquer l'historien américain Barrington Moore, la bonne question que la sociologie des mouvements sociaux ait à se poser ne soit pas “pourquoi les hommes se révoltent-ils?”, mais plutôt “pourquoi ne le font-ils pas plus souvent?”<sup>28</sup> ». Ce que Mathieu tente de souligner par cette remarque, c'est l'inadéquation qui existe entre des

---

<sup>28</sup> Mathieu, Lilian, 2004, *Comment lutter. Sociologie et mouvements sociaux*, Coll. Textuel, Paris, La discorde, p.39.

conditions de vie parfois misérables ou des aspirations collectives frustrées par divers facteurs et l'organisation des individus qui vivent ces conditions « révoltantes » ou ces frustrations en mouvements qui contestent ces états de fait. En d'autres termes, les raisons de se révolter sont nombreuses, alors que les révoltes sont loin de l'être, d'autant plus que ce ne sont pas toujours les situations les plus révoltantes qui mènent à des mobilisations. Il s'agit là, en effet, de l'une des réflexions à la base de la sociologie des mouvements sociaux. Se questionner à savoir pourquoi les gens ne se révoltent pas *plus souvent*, c'est poser une autre forme de pourquoi que le « pourquoi » d'une mobilisation, en posant la question sous l'angle inverse: « comment *se fait-il* que des gens se “révoltent” ? » – le « pourquoi » *des* mobilisations. Chercher à répondre à cette question signifie dépasser le recensement des « raisons » de se révolter pour s'interroger sur les facteurs individuels et collectifs à l'oeuvre dans les mobilisations qui visent à contester et revendiquer politiquement. Il s'agit également, nous le verrons, de considérer l'agir collectif prenant la forme des mouvements sociaux comme une réalité qui ne répond pas toujours à des matrices purement rationnelles, et dans lequel interviennent de façon souvent essentielle des éléments qui tiennent plutôt du caractère « sensible » des êtres humains. Cette approche nous semble particulièrement importante lorsque l'on étudie des situations qui nous apparaissent *hors normes*, comme c'est le cas du contexte de violence en Colombie. C'est sur ce terrain que nous nous aventurerons en abordant la résistance du mouvement étudiant colombien à la violence et sa persistance malgré ce contexte difficile, en posant une question qui déplace quelque peu celle de Barrington Moore et de Lilian Mathieu. En effet, s'il existe de nombreux contextes propices à la révolte où celle-ci ne surgit pas, il en existe également certains où les conditions entourant les possibilités de mobilisation y sont carrément défavorables. En d'autres termes, l'une des questions qui nous occupera dans le présent mémoire prendra plutôt la forme suivante: « Pourquoi des gens se révoltent-ils alors que cela met, par exemple, leur vie en danger ? » Pour y répondre, nous aborderons des éléments qui échappent à l'analyse rationnelle des « coûts et bénéfices » de la mobilisation et qui portent ce



faisant un éclairage intéressant sur l'aspect culturel des mobilisations. Dans le cadre de cette approche, nous nous pencherons sur des facteurs tels que l'identité collective et les émotions dans l'existence et la force des mouvements sociaux. Nous verrons, au dernier chapitre, comment la résistance du mouvement étudiant colombien s'articule autour de ces facteurs. Voyons tout d'abord quelques éléments théoriques qui nous permettront de mieux aborder celle-ci.

### *L'identité collective comme frontière*

L'une des caractéristiques les plus essentielles de l'identité collective est le fait qu'elle définit, pour une certaine collectivité, la frontière entre l'intérieur et l'extérieur du groupe ou, en d'autres termes, entre ce qui en constitue le « Nous » et ce qu'elle considère être le « Eux »: « While providing a sense of we-ness and collective agency, collective identities also create a sense of other via boundary identification, construction, and maintenance<sup>29</sup>. » Comme le précisent Bert Klandermans et Marga de Weerd, l'identité collective ne porte pas toujours un sens politique: les individus appartiennent à nombre de groupes aux identités relativement bien définies, alors que ces appartenances ne sont pas toujours volontaires, et plus rarement encore mobilisées pour agir collectivement et politiquement<sup>30</sup>. Cependant, dans le cas des mouvements sociaux, l'identité collective porte ce caractère et ce sens *politique*: cela apparaît évident tant la relation de conflit y est essentielle, une relation souvent incarnée, nous l'avons vu, dans une confrontation avec l'État. D'ailleurs, la distinction opérée à travers l'identité collective d'un mouvement social entre qui en est membre et qui ne l'est pas – voire qui en est l'opposé/l'ennemi – n'est pas sans rappeler la distinction Ami-Ennemi, celle à laquelle tous « les actes et les mobiles politiques »

<sup>29</sup> Hunt, Scott A. et Robert D. Benford, 2004, « Collective Identity, Solidarity, and Commitment », *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, p.450.

<sup>30</sup> Klandermans, Bert et Marga de Weerd, 2000, « Group Identification and Political Protest », *Self, Identity and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, p.71-73.

peuvent, selon Carl Schmitt, être ramenés<sup>31</sup>. Dans ce contexte, les mouvements vont parfois caractériser les acteurs du conflit en des termes qui renvoient à des

traditional literary *character types* of hero, villain, victim [...] To initiate political action, it is often useful to present yourself as a victim who is becoming a hero, to triumph over a villain and his minions. This mini-narrative encourages audiences to take sides, expressing sympathy for the victim, admiration for the hero, and hatred for the villain and his sidekicks.<sup>32</sup>

Cela dit, si l'identité collective peut servir d'« outil stratégique » visant à valoriser les membres du mouvement et à dénigrer l'opposant, on ne peut la réduire à cette dimension. Pour nombre d'auteurs, aborder les éléments culturels des mouvements sociaux comme le résultat d'une vision instrumentale constitue une erreur qui dénature ces questions et en limite l'analyse, une critique que partagent d'ailleurs, comme nous le verrons, Francesca Poletta et James M. Jasper, l'auteur de la citation précédente.

#### *L'acteur rationnel et la vision instrumentale de la culture*

Plusieurs auteurs ont, dans les dernières années, critiqué l'idée selon laquelle les aspects culturels d'un mouvement social – les éléments qui fondent son identité collective, ses valeurs, ses manifestations symboliques, les émotions soulevées à l'intérieur et à l'extérieur de l'organisation par la mobilisation, etc. – apparaissent d'abord comme le résultat d'un calcul visant à maximiser le rendement d'un mouvement. Il s'agit d'une approche, selon ces critiques, notamment portée par les tenants de la perspective des cadres (*framing analysis*) développée à l'intérieur du courant structurel dominant. Ainsi, pour un auteur comme Marc W. Steinberg,

<sup>31</sup> Schmitt, Carl, 1992, *La notion de politique. Théorie du partisan*, trad. Marie-Louise Steinhauser, Paris, Flammarion, p.64.

<sup>32</sup> Jasper, James M., 2006, « Emotions and the Microfoundations of Politics: Rethinking Ends and Means » In Simon Clarke, Paul Hoggett, and Simon Thompson (dir.), *Emotion, Politics and Society*, Londres, Palgrave-Macmillan, p.27.

[...] framing analyses have unduly narrowed our understanding of social movement culture. Most such studies see social movement culture as instrumental, deliberately produced (often by social movement organizations or key activists) to maximize mobilization or influence [... alors que les c]ultural practices do not have the same « thingness » that lends to their acquisition, exclusivity of control and dispersion that material resources have [...].<sup>33</sup>

Traitant de l'identité collective, Jasper et Poletta vont dans le même sens: « [c]ollective identity does not imply the rational calculus for evaluating choices that “interest” does<sup>34</sup>. » Deborah Gould, s'intéressant quant à elle à la question des émotions, ajoute que « [r]ather than ignoring such data altogether [les émotions], political process theorists instead might try to domesticate the emotional components by emphasizing the strategic uses of emotions and thereby incorporating them into a rational actor model<sup>35</sup>. » Le modèle de l'acteur rationnel qui se retrouve à la base d'une telle vision de la culture a d'autres implications, et il représente l'une des causes les plus profondes de la fracture entre les tenants de l'approche culturelle et ceux de l'approche structurelle.

En effet, l'approche structurelle dans l'étude des mouvements sociaux a surtout cherché à répondre à la question « how movements arise and under what conditions they succeed or fail<sup>36</sup> ». Les auteurs de celle-ci se sont ainsi principalement penchés

<sup>33</sup> Steinberg, W. Marc, 2002, « Toward a More Dialogic Analysis of Social Movement Culture », *Social Movements: Identity, Culture, and the State*, op. cit., p.208 et 210.

<sup>34</sup> Poletta Francesca et James M.Jasper, 2001, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, no.27, p.285.

<sup>35</sup> Deborah B. Gould, 2004, « Passionate Political Processes – Bringing Emotions Back into the Study of Social Movements », *Rethinking Social Movements : Structure, Meaning, and Emotions*, op. cit., p.158.

<sup>36</sup> Smith, Jackie et Tina Fetner, op. cit., p.16.

Voir également McAdam, Doug, John D. McCarthy et Mayer N. Zald, 1996, « Introduction », op. cit., p.3 : « Most of the early work by American scholars sought to explain the *emergence* of a particular social movement [...]. More recently, European scholars have sought to account for *cross-national differences in the structure, extent, and success of comparable movements* [...] ». (En italique dans le



sur les conditions devant être réunies pour qu'une mobilisation collective voie le jour, réussisse ou échoue, en considérant notamment, comme nous l'avons vu, les conséquences de l'ouverture ou de la fermeture du contexte politique. Pour Jasper et Poletta, certains éléments de cette approche, notamment l'attention portée sur le « comment » plutôt que le « pourquoi » des mobilisations collectives, ainsi que « their dependence on rationalistic images of individual action », ont fait en sorte que les auteurs de l'approche structurelle ont laissé de côté ou se sont trouvés dans l'incapacité d'étudier des aspects importants des mouvements sociaux<sup>37</sup>. De même, pour Deborah B. Gould, l'approche structurelle s'est notamment trouvée incapable de rendre compte du fait que des mouvements « arise and thrive in the face of tightening political opportunities or decline as political opportunities expand [...ou encore d'analyser d'autres aspects des mouvements sociaux] like movement sustainability, internal conflicts, ideological cleavages, rituals, and so on<sup>38</sup> ».

Mancur Olson a posé, dans les années 1960, les bases d'une vision économiciste et rationnelle de l'action collective. Cette théorie a connu beaucoup de succès et le dilemme qui en est à la base est aujourd'hui canonique dans la littérature sur les mouvements sociaux: celui du « passager clandestin » (*freerider* en anglais). Olson se questionnait à savoir pourquoi un individu se mobilise, et considérait que celui-ci participe à un mouvement lorsque cela est fortement dans son intérêt personnel, faute de quoi il n'aurait qu'à attendre d'en tirer les bénéfices sans pour autant s'y impliquer personnellement. Pour éviter cette posture et s'assurer que suffisamment de gens se mobilisent, les mouvements tendraient à influencer positivement ou négativement l'engagement des individus dans leurs groupes, soit par des incitations à l'engagement militant, soit en dissuadant les membres d'agir en passager clandestin<sup>39</sup>. Il s'agit, évidemment, d'une approche de l'implication individuelle qui prétend que la

---

texte).

<sup>37</sup> Poletta Francesca et James M. Jasper, *op. cit.*, p.283.

<sup>38</sup> Deborah B. Gould, *op. cit.*, p.157.

<sup>39</sup> Mathieu, Lilian, *op. cit.*, pp.45-49.

participation d'un individu à un mouvement social est le résultat d'un calcul personnel de coûts/bénéfices. C'est principalement cette assertion, nous le verrons, que viennent remettre en question les concepts d'identité collective et d'émotion.

*Identité collective: définition*

Pour Jasper et Poletta, l'identité collective est composée de trois dimensions principales, en tant qu'elle représente « an individual's cognitive, moral, and emotional connection with a broader community, category, practice, or institution<sup>40</sup> ». Elle représente donc une conception partagée par des individus d'une situation et de leur position face à celle-ci (l'aspect cognitif), mais implique également des questions de valeurs et d'émotions. Pour Klandermans et de Weerd, « [a] group's collective identity can be studied in its own right by examining such phenomena as the group's symbols, rituals, beliefs, and the values its members share<sup>41</sup> ». Pour Poletta et Jasper également, l'identité collective s'exprime dans des « cultural materials – names, narratives, symbols, verbal styles, rituals, clothing, and so on [...même si] not all cultural materials express collective identities<sup>42</sup> ». Ces éléments internes aux mouvements expriment, façonnent, transmettent une identité collective. Celle-ci est cependant également influencée par des facteurs qui sont extérieurs au groupe. En effet, comme Nancy Whittier l'avance,

*[c]ollective identity emerges from interaction within movement contexts as participants transform their sense of themselves. [...] Collective identity is grounded in the group's social location, that is, its structural position, its common experiences, and dominant definitions of the group. It thus is shaped by forces external to the movement, but it is never a straightforward result of a shared social location. [...] Even movements that organize around collectivities that are recognized and legitimated by the dominant culture [...] must*

<sup>40</sup> Poletta Francesca et James M.Jasper, *op. cit.*, p.285.

<sup>41</sup> Klandermans, Bert et Marga de Weerd, *op. cit.*, p.76.

<sup>42</sup> Poletta Francesca et James M.Jasper, *op. cit.*, p.285.

nevertheless construct collective identity. Collective identity, thus, is an *interpretation* of a group's collective experience: who members of the group are, what they have in common, how they are different from other groups, and what the political significance of all this is.<sup>43</sup>

En d'autres termes, bien que le contexte dans lequel prend forme un mouvement social participe à construire en partie l'identité de celui-ci, cette identité n'est en rien une copie conforme du discours dominant sur la collectivité qui constitue ce mouvement, ni simplement le reflet de sa « position » dans la société. De plus, si un contexte extérieur peut avoir une influence sur l'identité collective d'un groupe, il peut également favoriser son articulation politique dans les cas où il lui reconnaît une certaine indépendance. C'est le cas, notamment, lorsque ce groupe se constitue à partir d'un espace bénéficiant d'une liberté de pensée relativement grande par rapport à la pensée dominante comme ont pu l'être, par exemple, les églises noires pour le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis:

Such institutions supply the solidary incentives that encourage movement participation, but they also represent a "free space" in which people can develop counterhegemonic ideas and oppositional identities. Why do such sites facilitate the development of oppositional identities? Some authors suggest that it is simply their distance from the physical coercion and ideological control of those in power (Hirsch 1990a). Others suggest that it is rather the belief systems that are institutionalized in such sites that are important (Polletta 1999).<sup>44</sup>

Il s'agit là d'une réflexion qui porte quelques éléments intéressants dans le cas du mouvement étudiant colombien, lui qui prend racine dans des universités pour l'autonomie desquelles les étudiants luttent. Pour la suite de notre réflexion, retenons

---

<sup>43</sup> Whittier, Nancy, 2002, « Meaning and Structure in Social Movements », *Social Movements: Identity, Culture, and the State*, *op. cit.*, p.302. (En italique dans le texte).

<sup>44</sup> Poletta Francesca et James M.Jasper, *op. cit.*, p.288.

surtout de ce que nous venons de voir que le contexte dans lequel se déploie un groupe peut avoir un impact sur la nature – notamment leur devenir *politique* ou non – des connexions cognitives, morales et émotionnelles, bref, des identités qui y prennent forme et que ces identités sont particulièrement vécues/exprimées à travers des « cultural materials ». C'est cette identité collective – politique, volontairement mobilisée et qui pose la question de « qui sommes-nous et qui sont-ils » – dont nous parlons dans l'étude de l'identité collective des mouvements sociaux. Celle-ci constitue une identification / un attachement à / une perception partagée par plusieurs individus d'un « shared status or relation, which may be imagined rather than experienced directly<sup>45</sup> ».

#### *Identité collective et solidarité*

Comme on vient de le voir, l'identité collective constitue l'une des bases de l'existence d'un groupe, en tant qu'elle donne une cohésion à celui-ci, lui fournissant le sens de sa propre consistance et définissant ses frontières. Ainsi, contrairement à ce que peut prétendre Olson et d'autres auteurs privilégiant le modèle de l'acteur rationnel, « [a]ctivists are not the isolated, atomistic individuals sociologists once took them for. [...] "Collective identity," for some authors, is shorthand for the affective connections one has to members of a group that oblige one to protest along with or on behalf of them.<sup>46</sup> » En ce sens, l'identité collective se trouve être également une source essentielle de la solidarité généralement nécessaire à la mobilisation. Hunt et Benford abondent dans ce sens lorsqu'ils avancent que, bien que solidarité et identité collective ne soient pas synonymes, la solidarité représente une « identification with a collectivity such that an individual feels as if a common cause and fate are shared<sup>47</sup> », identification qui s'effectue inévitablement à travers les éléments portés et partagés par l'identité collective du groupe et ses « matériaux culturels ». En d'autres termes,

---

<sup>45</sup> *Ibid.*, p.285.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p.289-290.

<sup>47</sup> Hunt, Scott A. et Robert D. Benford, *op. cit.*, p.439.

l'existence d'une identité collective témoigne du fait que les individus partagent des situations et des liens affectifs qui les mènent à se sentir solidaires. C'est sur la base de cette identité collective, porteuse de solidarité, que se construisent des sentiments de loyauté, confiance et affection entre les différents membres d'un mouvement et envers le groupe. Plus encore qu'une démarcation entre qui fait partie du groupe et qui n'en fait pas partie, c'est « a set of positive affects towards other group members on the ground of that common membership » que participe à créer et que traduit l'identité collective<sup>48</sup>. À certains auteurs qui voient dans la mobilisation collective d'individus et leurs élans solidaires l'écho d'une recherche de bénéfice égoïste, Jasper répond ainsi: « We try to become an altruistic person because it is in our interest to seem one, yet it is hard to seem one without actually being one. Why not simply admit the emotional satisfactions of collective identity?<sup>49</sup> » .

On le comprend maintenant, identité collective et émotions sont fortement liées. C'est d'ailleurs peut-être là où réside l'intérêt de s'attarder à ces facettes du mouvement social: « The concept of collective identity [...] became popular in part because it promised to get at the passions behind the culture, but it too was often defined as a cognitive issue of boundary formation with little attention to the strong emotions that protected those boundaries [...]»<sup>50</sup> » En conséquence, les émotions doivent elles aussi être abordées, ne serait-ce que pour l'important rôle qu'elles tiennent dans la construction de l'identité collective d'un mouvement, source de solidarité. De plus, les émotions prennent une importance particulière lorsque l'on reconnaît la violence perpétrée contre les mouvements sociaux colombiens – dont le mouvement étudiant – comme une stratégie cherchant à provoquer des sentiments de peur, ce que certains mouvements sociaux colombiens nomment le « terrorisme d'État ». Chercher à mieux

<sup>48</sup> Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2000, « The Return of the Repressed : the Fall and Rise of Emotions in Social Movement Theory », *Mobilization: An International Journal*, vol.5, no.1, p.73.

<sup>49</sup> Polletta Francesca et James M. Jasper, *op. cit.*, p.290.

<sup>50</sup> Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2004, *The Blackwell Companion to Social Movements*, *op. cit.*, p.416.

comprendre le rôle joué par les émotions dans la mobilisation s'avère donc essentiel si l'on souhaite comprendre leur impact sur la mobilisation et la démobilité des étudiants colombiens.

*(Dé)mobilisation: émotions et participation*

Si on exclut les recherches menées durant les années 1960 dans le cadre du paradigme de la « collective behavior », notamment l'étude des foules<sup>51</sup>, le facteur émotionnel n'a que relativement récemment pris de l'importance dans l'étude des mouvements sociaux. Pourtant, les émotions représentent un élément important de la vie humaine, de la vie en société, et particulièrement des actions collectives à caractère politique. Elles sont ainsi parfois mobilisées ou provoquées stratégiquement par les mouvements pour faire accepter leurs revendications, au même titre que leurs adversaires les mobilisent et les provoquent également dans le but contraire. S'il peut être intéressant de s'attarder à cette forme de « mobilisation stratégique » des émotions par l'État comme nous le ferons dans le second chapitre, les émotions portent elles aussi du sens au-delà de cette facette instrumentale. En effet, comme l'affirme Deborah B.Gould, s'arrêter à leur aspect stratégique laisse souvent dans l'ombre d'autres éléments intéressants:

Strategic mobilizations simply do not exhaust the role played by emotions in social movements. Limiting our analyses to such an instrumentalist rendering reduces the power of emotions to just another tool in the social movement entrepreneur's framing toolkit, and much of what is rich and significant [...] remains unexplored.<sup>52</sup>

Il existe, selon cette auteure, un tout autre aspect des émotions qui, loin de la mobilisation stratégique rationnelle, renvoie plutôt à son essence « sentie »:

---

<sup>51</sup> Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2004, *op. cit.*, p.414.

<sup>52</sup> Gould, Deborah B., 2004, « Passionate Political Processes : Bringing Emotions Back into the Study of Social Movements », *Rethinking Social Movements : Structure, Meaning, and Emotions*, *op.cit.*, p.160.



A view of emotions as strategic deployments would strip them of all their noncognitive, noninstrumental attributes, thereby depleting them of some of their most interesting characteristics and sapping them of a large component of their conceptual force [...]. Grief, anger, joy, pride, love, and other emotions are of import not simply, or even primarily, because of their strategic utility [...].<sup>53</sup>

Jasper, Goodwin et Poletta représentent quelques-uns des auteurs qui ont participé à enrichir et remettre à l'ordre du jour les études sur les émotions dans les mouvements sociaux. Pour ceux-ci également, « [c]ommitment to a group or a cause may be based on instrumental calculations and morality, but it is also based on affection [...]. Ainsi, [w]e do not simply organize to pursue our material interests, but to help those we love and punish those we hate.<sup>54</sup> » Dans différents écrits, Jasper et ses collègues ont divisé les émotions en quelques catégories, dont certaines nous apparaissent pertinentes dans le cas du mouvement étudiant.

Selon les catégories mises de l'avant par Goodwin, Jasper et Poletta, les *liens affectifs* correspondent à des « [...] positive and negative commitments or investments [...] that we have toward people, places, ideas, and things<sup>55</sup>. » Ce sont notamment des émotions que l'on retrouve traduites et renforcées par l'identité collective d'un groupe: « Collective identities, in fact, are nothing more or less than affective loyalties [...] This is more obvious in the fondness we feel for fellow members of our collectivity, but also in our negative feelings for those outside it<sup>56</sup>. » Les *états d'âme (moods)* sont quant à eux des formes d'émotions moins permanentes que les liens affectifs, qui « [...] operate primarily as *filters* for perception, decision, and action – especially by giving

---

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2004, *op. cit.*, p.418.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p.418.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p.418-419.

us more confidence or less<sup>57</sup>. » Cette catégorie est particulièrement pertinente dans le cadre de notre étude, car c'est notamment sur ce « mood » que tendent à avoir un effet les actes de violence à l'encontre des mouvements sociaux. Dans un contexte où la répression est telle, le « mood » peut prendre une forme différente de l'optimisme que l'on croit habituellement être à la source de la mobilisation:

But the mood in some movements, especially those operating in highly repressive situations, is more of grim determination and firm resolve than of optimism or even hope [...]. Participants [des mouvements sociaux] do not necessarily believe that the movement's goals will be realized. Rather, their satisfaction comes in acting *now*, in the face of those who deny their capacities for courage, dignity, and coordination [...]. And it comes from acting on behalf of their children, and their children's children, on the basis of the possibility – not certainty – that they will eventually win [...]<sup>58</sup>

Ce type de « mood » peut être dépendant de la capacité, pour un groupe, à se construire et à faire vivre une culture tournée vers ce genre de résistance « de courage et de dignité »:

Movements differ in their capacities to stimulate those moods, in part because of the cultural materials they have available. Activists with a fund of culturally resonant stories about endurance and struggle may be better able to stimulate feelings of resolve and determination, to create a mood of « keep on keeping on » than those whose culturally dominant stories emphasize brief struggle and uncomplicated triumph (Poletta 1998; Voss 1998). What some scholars call cultures of opposition or cultures of resistance (Foran 1997) are important both because they provide people with models or

<sup>57</sup> Jasper, James M., 2006, « Emotions and the Microfoundations of Politics: Rethinking Ends and Means » In Simon Clarke, Paul Hoggett, and Simon Thompson (dir.), *Emotion, Politics and Society*, Londres, Palgrave-Macmillan, p.17. (En italique dans le texte).

<sup>58</sup> Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2004, *op. cit.*, p.421. (En italique dans le texte).



repertoires of protest and because they stimulate these emotions<sup>59</sup>.

Finalemt, les *émotions morales* « such as compassion, outrage, and many forms of disgust, fear, and anger<sup>60</sup> » sont celles qui font le plus appel à nos valeurs, celles autour desquelles les mobilisations s'orientent, et certainement celles qui sont le plus fortement liées à la culture, « [...] reflecting our comprehension of the world around us and sometimes of our place in it<sup>61</sup>. » Les émotions morales sont souvent la base des revendications, mais elles peuvent même constituer d'une certaine façon une fin en elles-mêmes, au sens où « acting morally carries its own feelings of satisfaction, perhaps a special form of pride and also relief at overcoming temptation<sup>62</sup>. »

Comme on vient de le voir, les émotions doivent être remises à l'ordre du jour, et peut-être de façon plus criante encore dans l'étude des mouvements sociaux. Comme Jasper le résume bien,

Our world is patterned by affect. Our relationships with other humans [...] are charged with emotions. [...] We also have many emotional attachments to places and fight fiercely when we feel certain locales are threatened. [...] We have feelings about our lives, whether boredom or excitement, about politics, no matter how remote it sometimes seems, even about events on the other side of the globe. *There would be no social movements if we did not have emotional responses to developments near and far.*<sup>63</sup>

Ainsi, bien que l'acteur impliqué dans un mouvement social soit un être intelligent et rationnel, sans contredit doué d'une capacité de réflexion et d'analyse, il est également animé par plus que cela:

<sup>59</sup> Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2004, *op. cit.*, p.421.

<sup>60</sup> Jasper, James M., 2006, *op. cit.*, p.17.

<sup>61</sup> Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2004, *op. cit.*, p.422.

<sup>62</sup> Jasper, James M., 2006, *op. cit.*, p.17.

<sup>63</sup> Jasper, James M., 1998, « The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions in and around Social Movements », *Sociological Forum*, Vol. 13, No. 3, p.405. (Nous mettons en italique).

In deciding whether and how to engage in contentious politics, people have to make sense of themselves and their worlds and the relationship between the two. They must evaluate their situations, consider their sometimes ambiguous or contradictory desires, confront their fears, assess their own values [...]. Much more than rational calculation occurs as people engage in this kind of (sometimes conscious, sometimes less-than-fully conscious) interpretive work.<sup>64</sup>

Compte tenu de leur importance, nous l'avons vu, les émotions fournissent un éclairage sur la question de la participation aux mouvements sociaux, révélant l'un des aspects à l'oeuvre « not simply [in] the origin and spread of social movements but also [in] their continuation or decline<sup>65</sup>. » Ainsi, les manifestations culturelles d'un mouvement, que ce soit ses chansons, histoires, images, etc., sont importantes d'abord car elles traduisent une certaine vision du monde, mais également « an equally important emotional side, entailing joy, hope, enthusiasm, pride, and affective attachment to the group<sup>66</sup>. » C'est cette culture étudiante qui se traduit par/et qui traduit une certaine identité collective que nous aborderons en ouverture, dans la dernière partie. Avant toute chose, cela dit, voyons d'abord le cadre méthodologique du présent mémoire, avant de définir le contexte de violence dans lequel les mouvements sociaux ont eu à évoluer durant les années de présidence d'Alvaro Uribe, et chercher à en comprendre la dynamique.

## 1.2 Démarche méthodologique

### 1.2.1 Positionnements

Edgar Morin, dans son ouvrage intitulé *Sociologie*, affirme qu'il existe deux principaux types de sociologie : l'une scientifique et l'autre essayiste. La première

---

<sup>64</sup> Gould, Deborah B., *op.cit.*, p.161.

<sup>65</sup> Jasper, James M., 1998, *op. cit.*, p.416.

<sup>66</sup> *Ibid.*

exclut le contexte dans l'étude de l'objet et tente d'isoler des variables généralisables – elle serait calquée sur la science physique du XIX siècle. La seconde aurait eu du mal à se dégager « de la philosophie, de l'essai littéraire, de la réflexion moraliste<sup>67</sup> ». Si le paradigme se rapportant au modèle des sciences naturelles du XIX siècle – certains fondateurs de la discipline sociologique, comme Durkheim, parlent en effet des objets sociologiques comme de « choses » – peut être considéré avoir dominé à un moment la discipline, certains auteurs rappellent qu'en fait,

toute l'histoire de la sociologie, et plus généralement des sciences humaines, est l'histoire d'une lutte ininterrompue pour la *définition légitime du genre et des sous-genres* : rapport de la sociologie avec les disciplines voisines [...], division de la sociologie en diverses spécialisations, clivage entre la sociologie théorique et la sociologie empirique [...], et, *in fine*, opposition récurrente entre la sociologie « scientifique » et la sociologie « littéraire », « philosophique » ou « essayiste ».<sup>68</sup>

La réflexion sur le caractère scientifique de cette discipline apparaît donc encore aujourd'hui d'actualité, comme le démontrent les écrits de Morin, mais également ceux de Claude Javeau, tous deux publiés dans les deux dernières décennies. Intervenant dans le débat sur l'« objectivité » des sciences sociales, Javeau avance notamment, dans son *Petit manuel d'épistémologie des sciences du social* (2003), que

[l]es sciences du social prétendent parler d'un homme universel [...]. Or, l'homme est un être historique, en devenir constant [...]. La tentative de tenir sur l'homme, ou les hommes, un discours objectif est perturbée par la nécessité de

<sup>67</sup> Morin, Edgar, 1994, *Sociologie*, Paris, Seuil, p.17.

<sup>68</sup> Uhl, Magali, 2004, *Subjectivité et sciences humaines. Essai de métasociologie*, Paris, Beauchesne, p.10.

prendre en compte les situations historiques contingentes dans lesquelles vivent des hommes concrets. Celles-ci sont génératrices de valeurs, contingentes elles aussi à leurs contextes [...].<sup>69</sup>

L'auteur se pose ainsi en opposition à la prétention à la scientificité classique dans les sciences sociales lorsque celle-ci exclut le contexte et prend comme objet un homme générique rationnel.

Les débats entourant la discipline sociologique, son caractère scientifique et les pratiques qui s'y rattachent, nous semblent des sujets qui doivent être abordés dans le cadre de ce mémoire. Certaines questions restent, en ce sens, essentielles, notamment en ce qui a trait à la production d'une connaissance « vraie » – sans pour autant que cette vérité ne soit considérée comme universelle, toujours exportable hors du contexte particulier étudié : celles de l'objectivité et de la neutralité du chercheur et les méthodes qui y sont associées. C'est, en fait, autour de ces préoccupations centrales que le débat épistémologique et méthodologique se situe réellement. Ainsi, Morin, qui se place volontairement comme défenseur de la sociologie « essayiste », n'exclut pas pour autant la nécessité d'une certaine distanciation entre le chercheur et son objet. Prenant acte de la subjectivité du chercheur, Morin affirme qu'« [i]l ne suffit pas que nous établissions des données objectives pour être délivrés *ipso facto* de toutes ces déterminations subjectives que sont nos relations d'appartenance à une classe, à une société, à une civilisation<sup>70</sup>. » Ainsi, au-delà d'étudier les valeurs qui président à l'action des sujets de son étude, le sociologue doit également être en mesure de reconnaître et mettre à nu ses propres valeurs, faute d'être capable d'en faire abstraction, et ce afin de se prémunir de leurs conséquences sur le développement de sa recherche en utilisant celles-ci positivement et consciemment.

---

<sup>69</sup> Javeau, C., 2003, *Petit manuel d'épistémologie des sciences du social*, Bruxelles, La Lettre volée, p.42.

<sup>70</sup> Morin, Edgar, p.26.

En d'autres termes, « [p]uisque l'on fait partie d'une société, il s'agit non seulement d'essayer de s'en distancier par l'esprit, mais de tirer le plein emploi de cette adhérence subjective finalement non-suppressible<sup>71</sup> ». En ce sens, on peut dire sans se tromper que la discipline sociologique permet aujourd'hui d'aborder les questions des acteurs, des valeurs, des finalités des sujets et du chercheur, des émotions, mêmes, ainsi que de prendre en compte le contexte dans lequel évoluent les sujets et qui construit en grande partie ces existences, valeurs, finalités et émotions. Pouvoir le faire requiert cependant de remettre en question la prétention à une scientificité relevant des sciences « pures » et de questionner sa propre position par rapport à son objet de recherche.

*L'étude des mouvements sociaux dans le contexte colombien: situation hors norme?*

Prendre en compte le contexte historique et social, les réalités contingentes des sujets, constitue peut-être une rupture en sociologie entre sa version « scientifique classique » et cette autre version à laquelle le travail de terrain en Colombie nous oblige et que certains qualifient d'essayiste. De plus, si la norme en sociologie n'apparaît pas évidente – il existe en effet une foule de sous-disciplines et de paradigmes concurrents – il nous semble pourtant que l'étude des mouvements sociaux en Colombie constitue une situation qui touche à certaines limites de la recherche sociologique. En ce sens, bien que l'étude des mouvements sociaux ne fasse pas exception dans les recherches contemporaines en sociologie, tant ici que dans les pays latino-américains, le contexte colombien à lui seul fait tomber celle-ci, selon nous, dans cette catégorie « extrême », en tant qu'il s'agit d'un cas limite de terrain pour la recherche sociologique. En effet, l'État colombien pourrait à plusieurs titres être considéré comme un cas limite de ce que l'on peut qualifier d'État démocratique, ne serait-ce que par son implication reconnue – par action ou omission – dans plusieurs cas de violation de droits humains ou du droit humanitaire.

---

<sup>71</sup> *Ibid.*, p.33.



Dans ce contexte, étudier la question de la criminalisation des mouvements sociaux et de leurs acteurs implique pour le chercheur une attention particulière aux questions de sécurité. Le grand nombre de défenseurs des droits humains, syndicalistes, leaders de mouvements paysans, autochtones ou étudiants qui sont judiciairisés, menacés, déplacés ou assassinés pour leurs positions critiques des politiques gouvernementales ne peut, en effet, être pris à la légère. Comment travailler sur le terrain dans ce contexte? Comment s'assurer que les informations recueillies – principalement les entretiens enregistrés – ne mettront pas en danger les personnes qui acceptent de participer à l'enquête? Les techniques d'enquête deviennent sensibles, particulièrement d'un point de vue technique. Bien que la plupart des personnes interviewées durant notre terrain de recherche s'y soient prêtées volontairement avant même de connaître les mesures de sécurité envisagées, il nous est apparu important de respecter celles-ci: ordinateur sécurisé et programme permettant d'effacer complètement les données enregistrées sur un magnétophone, pour lesquels nous avons eu recours à un informaticien militant d'expérience. Même en excluant cet aspect technique, lié à la méthodologie, il reste que l'étude des mouvements sociaux dans le contexte d'un pays où ceux-ci sont criminalisés par l'État et/ou par des groupes en marge de la loi pose plusieurs problèmes très concrets, tant pour le chercheur qui se retrouve sur ce terrain que pour les acteurs desquels il doit partir pour comprendre cette situation.

Une recherche dans laquelle les sujets sont déjà menacés et/ou dont les conséquences pourraient avoir des impacts de cet ordre n'est certes pas nouvelle. Cela dit, on ne peut généraliser ce genre de situation, tellement elles sont contingentes au contexte dans lequel elles se déploient. Ainsi, bien que certains rapprochements puissent être effectués entre la situation particulière de la Colombie et la situation des mouvements sociaux ailleurs dans le monde, la complexité de la situation colombienne ne peut être analysée autrement qu'en prenant en compte son contexte. Certaines conclusions ne



tiendront que dans ce cas particulier. C'est en partie la raison pour laquelle cette étude se place plus volontiers dans un paradigme « essayiste » au sens de Morin, tournée plus spécifiquement vers l'analyse du contexte et des valeurs et émotions imbriquées dans l'action des sujets que vers la constitution de lois générales. Ainsi, bien que des études aient pu porter sur des objets et des sujets évoluant dans ce genre de contexte, l'étude du cas qui nous intéresse ici sort des contextes « généralement » rencontrés en sociologie. Elle constitue donc, pour plusieurs raisons, une situation hors norme.

#### *La position du chercheur face à l'objet dans ce contexte*

La position du chercheur dans un tel contexte de recherche mérite réflexion, puisqu'il s'agit d'une situation où la place du chercheur-militant peut et doit être posée. En effet, il n'y a pas de hasard dans le choix d'un sujet tel que la criminalisation des mouvements sociaux en Colombie. Certes, il s'agit là d'un objet de recherche qui pourrait intéresser, scientifiquement, bon nombre de chercheurs. Cependant, il s'agit d'un type de recherche qui peut également, peut-être plus fortement que d'autres, découler d'un engagement militant, voire affectif. L'auteur de ces lignes a participé pendant quelques années à un groupe de solidarité avec le mouvement étudiant colombien et a eu la chance d'y séjourner à deux reprises durant quelques mois dans ce cadre, rencontrant ainsi des étudiants impliqués dans des mouvements de contestation des politiques étatiques et assistant à des situations qui témoignent de la violence à laquelle ils font face.

L'implication émotionnelle du chercheur dans le cadre d'une recherche portant sur ce genre d'objet peut-elle l'empêcher d'atteindre suffisamment d'objectivité? Est-ce que ces sentiments doivent être oubliés ou constituent-ils eux aussi une part de la réalité qui doit être prise en compte, celle des acteurs menacés et celle du chercheur dans sa subjectivité? Comment évacuer du « jugement des faits » les valeurs et les émotions qui animent le chercheur et l'invitent à s'engager dans l'éclaircissement des dynamiques à l'œuvre dans le conflit colombien, ou celles qui traversent les acteurs

qui constituent les sujets de notre recherche et les poussent à agir ou à ne pas agir? Edgar Morin nous invite, comme nous l'avons vu plus haut, à prendre en compte la subjectivité du chercheur, à chercher à s'en distancier sans pour autant l'ignorer. Pour ce sociologue « [i]l nous faut à la fois nous distancier du phénomène étudié, nous distancier de nous-mêmes *et* être passionnés par notre recherche. Les valeurs et les finalités ne peuvent être exclues de cette recherche; elles doivent donc devenir conscientes<sup>72</sup> ». Reste à savoir comment se distancier d'un tel phénomène – la criminalisation d'êtres humains œuvrant à l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs concitoyens – tout en conservant cette passion dans le cadre d'une recherche sociologique.

La question de l'engagement passionnel du chercheur prend ici un sens particulier, celui du chercheur militant. Comme nous l'avons vu, c'est dans le cadre d'activités militantes que nous avons pu « rencontrer » notre objet de recherche et si cela représente un défi méthodologique, il s'agit surtout, selon nous, d'une réalité qui présente certains avantages. Comme nous venons de le voir, le chercheur est lui aussi un être situé et daté, et prétendre à la soif de connaissance comme unique moteur de notre implication dans ce mémoire de recherche serait inexact, malhonnête et dangereux pour la bonne marche de celui-ci. De plus, dans le cas qui nous préoccupe, cette volonté « désintéressée » de faire avancer la connaissance se révélerait d'autant plus fautive qu'elle serait déplacée. En effet, si les êtres humains qui constituent les sujets des recherches sociologiques ne devraient jamais être considérés comme de simples « données », ceux qui vivent dans des conditions où ils sont menacés de mort, déplacés, etc. devraient peut-être l'être moins encore. Le mémoire de maîtrise qui suit représente donc une production critique, dont les objectifs sont de participer, à la mesure de nos moyens, à l'émancipation des sujets de l'étude par un apport de connaissances de type sociologique à la situation dans laquelle ils évoluent, ainsi qu'à

---

<sup>72</sup> Nous mettons l'emphase dans le texte, *Ibid.*, p.34.

nourrir une réflexion pouvant servir d'autres mouvements sociaux d'ici et d'ailleurs. Il s'agit là de ce qui nous motive à parvenir à produire une connaissance valable, non idéologique, tout en continuant d'être engagée envers son objet – une étude distanciée, bien que passionnelle. En effet, dans ce contexte, une recherche qui s'en tiendrait à énoncer plus de souhaits et de jugements que de vérités ne porterait rien d'utile pour quiconque.

Cela dit, pour quelqu'un qui subit quelque forme que ce soit de répression pour ses prises de position et ses actions politiques, le fait que l'on s'intéresse à sa situation n'est pas toujours de bon augure, ni bien accueilli. Peut-être ce fait est-il encore plus évident dans les mouvements plus radicaux d'Occident ou d'ailleurs, mais cela reste assez vrai dans le contexte du mouvement étudiant colombien, où ce qui est dit peut avoir pour conséquences potentielles des atteintes à l'intégrité physique ou morale des individus impliqués dans l'étude. Ainsi, le fait que nous ayons déjà été engagé dans un groupe oeuvrant en solidarité avec le mouvement étudiant colombien nous a ouvert une porte qu'il aurait peut-être été beaucoup plus difficile d'ouvrir dans le cas contraire. Cela constitue, à notre sens, un premier avantage dans l'approche de l'objet, nous permettant plus facilement d'être accepté par les sujets étudiés et, surtout, de créer avec eux un lien de confiance essentiel à la réalisation d'un terrain de recherche pertinent. En ce sens, comme nous le rappelle Jean-Marc Larouche dans un texte portant sur l'éthique dans le cadre d'une recherche sur les personnes séropositives en Belgique à laquelle il a assisté, « une finalité sociale partagée entre le chercheur et les personnes interviewées contribue même *méthodologiquement* à la cueillette des données<sup>73</sup> ». Le second avantage réside dans la connaissance de l'objet que cette « militance » nous a permis d'acquérir. Dans l'exemple développé par Larouche dans son texte, le chercheur remettait en question les « stratégies et pratiques de prévention

---

<sup>73</sup> Larouche, Jean-Marc, 2000, « L'éthique en amont, dans le cours et en aval de toute recherche. Échos à une recherche sur les personnes séropositives », *Éthique publique*, vol.2, no.2, Montréal, Liber, p.110.

du sida qui ont été mises en place depuis les années 1980 en Belgique [...] <sup>74</sup> », arguant qu'elles rataient « la reconnaissance même des personnes séropositives <sup>75</sup> ». Ce constat, il le devait à son engagement « dans les milieux associatifs impliqués dans la prévention en matière de sida <sup>76</sup> », sans lequel il n'aurait pas pu développer le « positionnement éthique » à l'origine d'une telle approche de son objet de recherche. De la même façon, il nous aurait été difficile d'arriver à poser les questions et à mettre en place les paramètres qui ont été les nôtres pour la réalisation de notre mémoire de recherche sans avoir préalablement vécu un engagement militant auprès du mouvement étudiant colombien. Nous espérons que celui-ci nous aura fourni certaines intuitions qui permettront la réalisation d'un mémoire pertinent et intéressant. Cela dit, un chercheur qui ne partirait pas d'un tel engagement en amont de sa recherche ne s'en trouverait pas pour autant complètement démuné face à des objets de ce type : il pourrait toujours, à force de travail et de temps, acquérir la confiance des acteurs du milieu qu'il cherche à étudier ou poser des questionnements pertinents dans le cadre de celui-ci. Mais la position du chercheur militant, si elle implique quelques défis méthodologiques, représente un net avantage dans le contexte des mouvements sociaux en Colombie. Cet avantage a en fait constitué, dans le cas de la situation personnelle du présent auteur – un temps relativement court pour réaliser l'étude de terrain, aucune réputation académique qui le précédait, etc. – et face à la complexité du contexte colombien, un atout d'une grande utilité.

### 1.2.2 La cueillette de données

Le présent mémoire consistera en une étude de cas portant sur le mouvement étudiant colombien, s'appuyant sur un terrain de recherche mené durant trois mois (octobre 2010 à janvier 2011), durant lequel nous avons effectué un certain nombre

---

<sup>74</sup> *Ibid.*, p.108.

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibid.*

d'entrevues semi-dirigées et participé à des activités du mouvement étudiant colombien sur le mode de l'observation participante, principalement dans la ville de Bogotá. Plus spécifiquement, loin de viser à obtenir un échantillon d'entrevues représentatif de la population étudiante colombienne, nous nous sommes limités à effectuer des entrevues avec quelques étudiants particulièrement impliqués dans l'une des principales associations étudiantes colombiennes, l'Association Colombienne des Étudiants-Es Universitaire (ACEU)<sup>77</sup>. À cette fin, nous nous sommes notamment entretenu avec le Secrétaire général, la secrétaire aux Droits Humains et un ancien secrétaire aux Droits Humains (2002-2006) de cette organisation étudiante, avec quelques étudiants impliqués dans l'ACEU dans leur université et leur région et déplacés pour cette raison, ainsi qu'avec un groupe d'étudiants de plusieurs horizons (de l'ACEU, mais également d'autres tendances politiques étudiantes) de la région de Neiva. Nous avons également participé, pour y recueillir des témoignages de la violence à laquelle font face les universités colombiennes, mais aussi pour y effectuer de l'observation participante, à un événement de deux jours organisé par l'ACEU dans la ville de Bucaramanga et qui s'intitulait « Audience Citoyenne: Crise de l'université colombienne », qui consistait en une plénière de témoignages de plusieurs cas de violation de droits humains issus de nombreuses universités colombiennes. Ce terrain nous a également permis d'aller chercher des sources écrites qu'il aurait été difficile de trouver à partir du Québec, notamment des mémoires et thèses d'étudiants colombiens portant sur les politiques de sécurité du gouvernement Uribe, ainsi que de visiter plusieurs universités et participer à un certain nombre de mobilisations étudiantes. Bien qu'incomplet en regard de la complexité de la situation colombienne, ces entrevues effectuées, ces documents recueillis ainsi que notre participation à certains événements et mobilisations étudiantes, que ce soit lors du terrain ou lors des séjours effectués précédemment dans le cadre de notre implication avec le

---

<sup>77</sup> Nous verrons dans le troisième chapitre les raisons qui nous ont menées à restreindre notre recherche à cette organisation étudiante.

mouvement étudiant, constituent le matériel sur lequel s'érigera la réflexion portée par le présent mémoire.



## CHAPITRE II

## LA CRIMINALISATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX COLOMBIENS

*Celui qui est contre elle, enseigne la machine, est ennemi du pays. Celui qui dénonce  
l'injustice, commet le délit de lèse patrie.  
Je suis la patrie, dit la machine. [...]  
Celui qui croit que la patrie est la maison de tous, ne sera plus le fils de personne.  
Eduardo Galeano<sup>78</sup>.*

La Colombie se passe presque de présentation lorsque l'on aborde la question de la violence qui y fait rage. En effet, le pays est largement reconnu comme l'une des principales plaques tournantes du trafic de la cocaïne, ce que plusieurs considèrent être le nerf de la guerre. Moins nombreux, peut-être, sont ceux qui connaissent ses taux annuels de menaces et d'assassinats de syndicalistes, journalistes ou défenseurs des droits humains, qui en font l'un des endroits parmi les plus dangereux du monde pour défendre les droits des travailleurs, dénoncer les violations de droits humains ou diffuser des regards critiques du monde politique, économique et social. Ce pays de 46 millions d'habitants, l'un des pires des Amériques et du monde en ce qui a trait aux inégalités de revenu<sup>79</sup>, pâtit quotidiennement des conséquences d'un conflit social et armé qui dure maintenant depuis près de soixante ans.

<sup>78</sup> Toutes les citations reproduites dans le présent mémoire tirées d'ouvrages en espagnol ont été traduites par nous. Galeano, Eduardo, 2004(1978), *Dias y noches de amor y de guerra*, Madrid, Alianza Editorial, p.46-47.

<sup>79</sup> *Semana.com*, 12 mars 2011, « Desigualdad extrema », *Semana.com*, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/desigualdad-extrema/153207-3.aspx> (Page consultée le 12 avril 2012).

FARC, ELN, AUC, BaCrim, Forces Armées, Cartels... les acteurs du conflit sont nombreux et difficiles à cerner, de même que les facteurs à l'oeuvre dans la dynamique de la guerre dont ils sont les principaux protagonistes. Le conflit colombien tient à beaucoup plus qu'une lutte pour le contrôle de la drogue entre mafieux, et la corruption endémique de l'appareil gouvernemental par l'argent et le pouvoir liés au trafic de la cocaïne ne peuvent à eux-seuls expliquer l'impunité et les dérives autoritaires du gouvernement à la tête du pays durant les années 2000. Le conflit colombien est une guerre, certes, mais une guerre particulière qui s'est transformée au gré de son contexte et de son histoire.

Nous présenterons tout d'abord dans ce chapitre un rapide retour historique de quelques événements du conflit social et armé en Colombie, en nous attardant avant tout sur ceux liés aux groupes de guérilla. Nous nous pencherons plus profondément par la suite sur le phénomène du paramilitarisme et les politiques sécuritaires colombiennes. Pour ce faire, nous reviendront sur le développement historique du paramilitarisme et son lien avec les stratégies contre-insurrectionnelles des forces armées colombiennes. Puis, nous aborderons la politique de sécurité du président Álvaro Uribe (2002-2010) ainsi que différents scandales sécuritaires qui ont vu le jour durant son administration. Nous chercherons ainsi à expliquer du mieux que nous le pourrons les liens qui unissent le paramilitarisme, l'État colombien et la violence sociopolitique dont sont notamment victimes les mouvements sociaux colombiens.

## 2.1 Conflit social et armé – acteurs et facteurs à l'oeuvre

### 2.1.1 Petit historique du conflit et des forces insurgées

Les différents groupes de guérilla ont vu le jour, pour la plupart, au cours des années 1960. Pendant la période de la *Violencia* (1948-1957), durant laquelle les violences entre partisans du parti conservateur et ceux du parti libéral firent plus de 300 000

morts – violences qui touchèrent plus particulièrement les libéraux – certains groupes de paysans libéraux et communistes s’armèrent pour résister aux attaques de l’armée et pour exiger une réforme agraire. Ainsi sont nées les premières *autodefensas*, dont certaines entreprirent un exode vers des régions de la Colombie encore vierges. De ces groupes d’autodéfense paysans sont nées, vers 1966, les *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*. D’autres groupes guérilleros se sont constitués plus ou moins à la même époque : l’*Ejército Popular de Liberación* (EPL), à tendance maoïste et formé au milieu des années 1960, l’*Ejército de Liberación Nacional* (ELN), à tendance guévariste et constitué en 1964 par des étudiants revenus de Cuba et, finalement, le M-19, guérilla urbaine fondée en 1972<sup>80</sup>. De ces différents groupes, deux continuent d’exister aujourd’hui de façon significative : les FARC-EP et l’ELN.

Les groupes insurgés ont gagné en force au début des années 1980 et, en 1982, un premier processus devant mener à des accords de paix fut entrepris entre les groupes guérilleros FARC et M-19 et le gouvernement de Belisario Betancur (1982-1986). Les accords de paix se sont finalement soldés par un échec, bien que le M-19 et l’EPL quittèrent la voie des armes au début des années 1990. Cette décennie représente un tournant dans le conflit social et armé colombien. C’est en effet au cours de ces années que les forces insurgées, principalement les FARC, atteignirent leurs sommets en termes d’occupation du territoire, d’équipement militaire et d’effectifs: « La décision des FARC en 1982 de multiplier le nombre de leurs “fronts” et de leurs combattants se traduit peu après sur le terrain. D’une quinzaine de fronts en 1982, les FARC passent à une quarantaine en 1990 et à plus de 60 en 2000. De 2000 en 1982, leurs effectifs passent à 8 000 en 1990 et 17 000 en 2000<sup>81</sup>. » En 1998, le gouvernement d’Andrés Pastrana (1998-2002) et les FARC entreprirent de nouvelles

<sup>80</sup> Les différentes dates sont tirées de l’article Leech, Gary, 1999, « Colombia: Fifty Years of Violence », *Colombia Journal*, [En ligne], <http://reliefweb.int/report/colombia/colombia-fifty-years-violence> (Consultée le 3 février 2012).

<sup>81</sup> Pecaut, Daniel, 2006, « Les FARC: longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, no.123, La Découverte, p.15.

négociations de paix, connues sous le nom des négociations du Caguan, qui se terminent par un autre échec. Les FARC apparaissent, à ce moment, plus forts qu'ils ne l'ont jamais été auparavant, bien que leurs actions se voient de plus en plus limitées par la modernisation des forces armées colombiennes et, plus important encore, par la force croissante des groupes paramilitaires qui les combattaient pour le contrôle du territoire.

La violence générée par les groupes paramilitaires en Colombie a touché de nombreuses catégories de la société: afro-descendants, paysans, indigents, mais également membres des partis de l'opposition, défenseurs de droits humains, étudiants, membres de mouvements sociaux, etc. L'ampleur des exactions contre les membres des mouvements sociaux et politiques d'opposition commande l'étude approfondie de ces groupes armés: que sont-ils, à quoi répondent-ils? Mais peut-être plus important encore – et c'est là sans doute l'axe principal de notre mémoire – peut-on les considérer comme un projet de l'État colombien, de son élite politique et économique qui a pour objectif de limiter, par la violence, la contestation civile et armée? Si les groupes insurgés sont également responsables de violations de droits humains et de droits humanitaires, leurs actions ne touchent pas de la même façon la société colombienne, ni avec la même intensité. Ainsi, bien que l'on puisse croire qu'ignorer leur violence dans le cadre de ce mémoire constitue un point aveugle de notre recherche, le présent chapitre permettra de comprendre en quoi il est pertinent pour notre étude de s'arrêter plus spécifiquement au paramilitarisme. Nous commencerons, en ce sens, par préciser les différents facteurs à l'oeuvre dans la naissance et le développement du paramilitarisme, pour ensuite nous interroger sur le rôle de l'État colombien dans son existence en regard de ce portrait historique.

### 2.1.2 Le paramilitarisme colombien et ses phases de développement

Plusieurs interprétations permettent d'expliquer le paramilitarisme qui s'est développé sur le territoire colombien à partir du début des années 1980, bien que nombre d'entre

elles, soit par soucis de simplification ou carrément par visées politiques, se limitent à un seul des éléments de leur complexe développement. Or, selon nous, pour véritablement comprendre ce qu'est le paramilitarisme en Colombie, il apparaît nécessaire de faire une reconstitution historique de leur développement, qui s'est fait en plusieurs étapes, au gré des conjonctures sociales et guerrières. Nous reprendrons ici certaines thèses tirées de ces interprétations, pour tenter d'en dégager une vision historique qui recoupe les différents aspects politiques, économiques et sociaux dont est constitué le paramilitarisme colombien. Avant toute chose cependant, nous aborderons la question des politiques sécuritaires colombiennes telles qu'elles se sont développées et cristallisées à l'époque de la guerre froide, dans ce qui est connu sous le nom de la « Doctrine de Sécurité Nationale » (DSN).

#### *La DSN et son application en Colombie*

La Doctrine de Sécurité Nationale constitue « l'idéologie militaire contemporaine dont l'impact a été le plus important dans la région [de l'Amérique latine]<sup>82</sup> ». Son apparition dans les sphères militaires des pays latino-américains s'est effectuée dans le contexte de la guerre froide. Incluse dans la sphère d'influence des États-Unis, l'Amérique latine est rapidement devenue l'un des terrains de prédilection de la « guerre contre le communisme ». La question de la sécurité nationale des différents États de l'Amérique latine a pris une importance nouvelle pour le gouvernement américain suite à la révolution cubaine et à la crise des missiles. Cela a « mené à la formulation sudaméricaine de la Doctrine de Sécurité Nationale [... En effet, l'] Amérique latine s'est alors convertie en un champ [de bataille] pour la confrontation de la subversion, considérée dans les milieux militaires comme partie prenante de la Guerre Froide<sup>83</sup> ». En ce sens, la DSN s'est imposée comme stratégie, en Colombie, en présentant le conflit social et armé comme « une guerre non conventionnelle, non

---

<sup>82</sup> Leal Buitrago, Francisco, 2003, « La doctrina de Seguridad Nacional: materialización de la Guerra Fría en América del Sur », *Revista de Estudios Sociales*, no.15, Bogotá, Universidad de los Andes, p.75.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p.79.



déclarée, entre deux systèmes politiques : la démocratie [capitaliste] et le communisme<sup>84</sup> ». Dans ce contexte, une population pauvre et en partie armée contre l'État était considérée comme l'ennemi intérieur – à tout le moins en puissance – générateur d'instabilité, alors que les classes dominantes étaient quant à elles considérées comme garantes d'une certaine stabilité, d'ailleurs historiquement profitable aux États-Unis et aux compagnies étrangères.

La Doctrine a pris forme autour d'une série de principes qui a mené à considérer comme des manifestations subversives la majeure partie des problèmes sociaux. [...] La Doctrine de Sécurité Nationale a constitué le plus important effort latinoaméricain pour militariser le concept de sécurité [...] en inscrivant la composante militaire au centre de la société, transcendant ainsi les fonctions militaires [...] <sup>85</sup>

La stratégie militaire accompagnant cette conception de la sécurité et de l'insécurité portée par la DSN consiste en l'idée selon laquelle il faut, pour vaincre l'insurrection, « retirer l'eau au poisson », le poisson représentant les groupes de guérilla et l'eau la population civile, non-combattante, soupçonnée de soutenir l'insurrection, et qu'il suffit de retirer pour faire mourir le premier. Cela se traduit, dans les faits, par

[...] l'élimination sélective de l'ennemi (leaders politiques, syndicaux et populaires), le massacre collectif (de ceux qui appuient la subversion et refusent de livrer des informations aux renseignements militaires), et le génocide (contre des régions et d'amples groupes au sein desquels on suppose l'existence d'une influence du mouvement insurgé). <sup>86</sup>

On le comprend maintenant, il s'agit là d'une définition particulière du concept d'ennemi intérieur qui s'élabore dans la DSN, passant de celui qui prend les armes contre l'État pour finalement s'élargir à celui qui par ses agissements – critiques des

<sup>84</sup> Medina Gallego, Carlos et Mireya Téllez Ardila, 1994, *La violencia parainstitucional, paramilitar y parapolicial en Colombia*, Santafé de Bogotá, Rodriguez Quito, p.58.

<sup>85</sup> Leal Bruitago, Francisco, *op. cit.*, p.75.

<sup>86</sup> Medina Gallego, Carlos et Mireya Téllez Ardila, *op. cit.*, p.59.



décisions de l'État, mobilisations, etc. – représente une « manifestation subversive ». En ce sens, comme le soutiennent les auteurs de *La violencia parainstitucional, paramilitar y parapolicial en Colombia*, « [...] le cœur du conflit ne réside pas dans les groupes insurgés, considérés comme ennemi intérieur, mais dans la population civile qu'on conçoit comme la base sociale et politique de l'ennemi<sup>87</sup> ». Suivant cette conception, une force armée conventionnelle, théoriquement tenue de respecter le droit humanitaire et les droits humains (notamment en évitant officiellement de s'en prendre à des civils), ne peut mener de front le combat contre cette supposée « base sociale et politique de l'ennemi ». Par conséquent, ce type de guerre « passe par la création d'une "armée adaptée et d'une force non conventionnelle de soldats et spécialistes de la guerre", ce qui est communément connu comme les organismes paramilitaires<sup>88</sup> ».

On retrouve des groupes armés illégaux, notamment au service de grands propriétaires terriens ou de dirigeants locaux, tout au long de l'histoire de la Colombie. Cependant, c'est dans les politiques contre-insurrectionnelles que le paramilitarisme, tel que nous le connaissons aujourd'hui, trouve ses véritables racines. Dès 1964, avec le Plan Lazo, la mise en place de groupes paramilitaires apparaît comme une partie indispensable de la solution face aux manifestations insurrectionnelles grandissantes, comme le révèle l'extrait suivant:

Comme l'explique le Général Alberto Ruiz [artisan du Plan Lazo] à la Conférence des Forces Armées Américaines dans la Zone du Canal du Panama en 1963, le seul moyen de vaincre les insurgés était de mobiliser et militariser les communautés rurales à travers « des actions civico-militaires ». [...] Ruiz était convaincu que, pour arriver à vaincre les guérillas paysannes colombiennes, il serait nécessaire de drainer la mer dans laquelle elles baignaient. Pour ce faire, l'État aurait à

---

<sup>87</sup> *Ibid.*, p.58.

<sup>88</sup> *Ibid.*

investir les régions sous influence communiste, aussi bien qu'à enrôler des collaborateurs civils avec les forces armées. Le Général Ruiz voyait ces forces « d'autodéfenses paysannes » comme des groupes d'élite, entraînés à se coordonner avec l'armée, particulièrement dans le travail du renseignement<sup>89</sup>.

Le paramilitarisme colombien trouve, dans la lignée de cette vision, une première forme légale en 1965 à travers le décret 3398 – rendu permanent par la loi 48 en 1968 – qui permet aux commandants militaires d'armer des civils avec des armes auparavant exclusives aux forces armées. Bien que cette loi soit reconnue comme inconstitutionnelle en 1989 par la Cour Suprême de Justice, cela ne mettra pas fin aux tentatives de légaliser le paramilitarisme. En 1994, une nouvelle tentative verra le jour à travers les coopératives de sécurité appelées « Convivir », dont nous verrons les impacts sur le développement du paramilitarisme plus loin. Il semble d'ailleurs que l'interprétation du conflit portée par la DSN se soit perpétuée à travers le temps et ce, à tout le moins, jusqu'à la politique de Sécurité Démocratique du président Alvaro Uribe, politique que nous aborderons plus en détail dans ce chapitre: « [...] Uribe a suivi des idées d'abord articulées et pratiquées par le Général Ruiz dans les années 1960, à partir des années 1970 et à travers les années 1990, les Généraux Yanine, Camacho, Bedoya et del Rio ont incarné des aspects de cette philosophie<sup>90</sup> ». Pour les tenants de celle-ci, « la population civile et son rôle dans la guerre [...] doit être défini selon deux visions: 1) elle doit être liée à la guerre (paramilitarisme); 2) elle doit être la cible principale de la guerre contre-insurrectionnelle (guerre contre les mouvements sociaux ou contre les positions non-conformes avec le statu quo)<sup>91</sup> ». Cette façon de comprendre et d'investir le conflit social et armé par le gouvernement colombien et son appareil militaire aura eu pour effet de partager, depuis les années 1960, la population civile en deux catégories simplistes: ceux qui sont avec le

<sup>89</sup> Hylton, Forrest, 2006, *Evil Hour in Colombia*, London, Verso, p.55-56.

<sup>90</sup> *Ibid.*, p.105.

<sup>91</sup> Banco de Datos CINEP, 2004, *Deuda con la humanidad. Paramilitarismo de Estado 1988-2003*, CINEP, Bogotá, p.17.

gouvernement et ceux qui sont contre celui-ci. Voyons maintenant un peu plus en détail comment le paramilitarisme s'est développé dans les trente dernières années en Colombie, et quels facteurs ont participé à son développement dans le cadre de la DSN.

### *Naissance et développement du paramilitarisme*

Le paramilitarisme a plusieurs origines et est passé par au moins trois étapes principales dans son développement. À l'origine, le paramilitarisme tel que nous le connaissons aujourd'hui prend la forme de groupes d'« autodéfense », différents de ceux de l'époque de la *Violencia*. Au début des années 1980, l'utilisation de l'extorsion et des enlèvements par les différents groupes guérilleros, ainsi que l'apparition des grandes fortunes liées au commerce de la drogue, ont mené à la création de groupes armés « défensifs ». De grands propriétaires terriens, particulièrement les grands éleveurs de bétail, d'un côté, assistés de certains membres des Forces Armées, ont mis en place des groupes armés censés les protéger devant l'impuissance de l'État à le faire. De l'autre, les membres d'un cartel de narcotraficants - le cartel de Medellin - ont créé le MAS (Muerte A los Secuestradores) afin de mener des représailles contre les guérilleros auxquels ils attribuaient les enlèvements et extorsions dont ils étaient également victime. Il faut par ailleurs souligner qu'ils étaient, eux aussi, en passe de devenir de grands propriétaires terriens et des investisseurs dont les intérêts étaient menacés par les guérillas<sup>92</sup>.

Ces embryons de ce que deviendront par la suite les groupes paramilitaires se sont cependant constitués dans un contexte particulier qui a facilité leur éclosion, mais également transformé leurs visées premières. En effet, pour Mauricio Romero, le

---

<sup>92</sup> Romero, Mauricio, 2000, « Democratización política y contra reforma paramilitar en Colombia », *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, vol.3, no.29, [En ligne], <http://www.ifeanet.org/publicaciones/detvol.php?codigo=206> (Page consultée le 24 avril 2012), p.346.

contexte politique colombien des années 1980, particulièrement sous le gouvernement de Belisario Betancur, en est un de « démocratisation » et d'« ouverture politique ». Les négociations de paix de 1984 avec les groupes guérilleros, la décentralisation politique à partir de 1988 – élection des maires et des gouverneurs et gestion de budgets importants par ces nouvelles administrations élues –, ainsi que la nouvelle constitution de 1991 ont « amené une compétence locale, élargi l'agenda de discussion publique à des thèmes de justice sociale et de droits en général, menacé de déplacer le pouvoir institutionnel des réseaux politiques et des intérêts traditionnels et d'élargir les schèmes d'interprétation de la réalité associés à ces derniers<sup>93</sup> ». Les conséquences – ne serait-ce que potentielles – de ce nouveau contexte politique et administratif ont été mal accueillies tant par certains secteurs des forces armées que par les élites locales et régionales de nombreuses régions de la Colombie. Qui plus est, dans le cadre des négociations de paix, de nouveaux partis politiques se sont formés au sein desquels des éléments démobilisés des groupes guérilleros agissaient en coalition avec de nombreux acteurs des mouvements sociaux:

Résultat du processus de paix d'un côté, et de l'autre de la nouvelle structure étatique qui permettait l'élection de mandataires locaux, il y avait une réelle possibilité que d'anciens guérilleros ou des candidats des fronts électoraux de la gauche avec l'approbation de la guérilla – Union Patriótica, Frente Popular, et A Luchar – gagnent des mairies et brisent le monopole local et régional des partis libéral et conservateur.<sup>94</sup>

Pour les militaires colombiens, dans le contexte de leur lutte contre « l'ennemi intérieur », le fait que des guérilleros ou leurs alliés puissent prendre le contrôle de certains échelons de l'État semblait inacceptable, d'autant plus que leur lutte contre la subversion était de plus en plus critiquée en ce qui a trait aux violations de droits humains, remettant en question « les compétences et prérogatives conférées aux

---

<sup>93</sup> *Ibid.*, p.334.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p.343.



forces armées par la législation de l'État de siège quasi permanent depuis les années 1960<sup>95</sup> ». Pour Romero, de nombreux facteurs ont donc convergé pour faire des armées privées d'« autodéfense » des groupes « paramilitaires ». Ces forces offensives impliquées dans le conflit social et armé sont donc apparues comme le résultat d'une « alliance fonctionnelle » entre élites régionales, secteurs des forces armées et narcotrafiquants contre les guérillas [...] <sup>96</sup> ».

La seconde étape dans le développement des groupes paramilitaires est celle qui correspond à l'époque de leur consolidation et de leur expansion qui, encore une fois, est le résultat de multiples facteurs. Tout d'abord, la décentralisation opérée par l'État colombien, consistant en l'élection nouvelle d'autorités locales et régionales disposant d'importants budgets, a constitué un incitatif pour les groupes paramilitaires à étendre et approfondir leur contrôle à ces niveaux. En effet,

[l]es ressources principales des municipalités et des régions furent destinées en majeure partie aux secteurs sociaux (en particulier l'éducation, la santé et l'eau). [...]. Ainsi, dans la mesure où ils augmentaient leur contrôle sur le local – par la voie de l'intimidation, de la mise à sac ou de l'alliance stratégique avec les dirigeants locaux et régionaux – ils [les groupes armés irréguliers] accédaient à une plus grande portion de pouvoir.<sup>97</sup>

Un autre facteur ayant favorisé et motivé leur consolidation et leur expansion fut la croissance massive du trafic de drogue, particulièrement la cocaïne, durant les années 1980, mais surtout durant les années 1990 où la production colombienne explosa. Seulement entre 1990 et 1995, la production colombienne augmenta de plus du

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> *Ibid.*

<sup>97</sup> Sanchez, Fabio et Mario Chacon, 2005, *Conflicto, Estado y Descentralización: del progreso social a la disputa armada por el control local.1974-2002*, CEDE-Universidad de los Andes, [En ligne], [http://economia.uniandes.edu.co/investigaciones\\_y\\_publicaciones/CEDE/Publicaciones/documentos\\_cede/2005/Conflicto\\_estado\\_y\\_descentralizacion\\_del\\_progreso\\_social\\_a\\_la\\_disputa\\_armada\\_por\\_el\\_control\\_local.1974-2002](http://economia.uniandes.edu.co/investigaciones_y_publicaciones/CEDE/Publicaciones/documentos_cede/2005/Conflicto_estado_y_descentralizacion_del_progreso_social_a_la_disputa_armada_por_el_control_local.1974-2002) (Page consultée le 24 avril 2012), p.4.

double, et elle quadrupla pratiquement entre 1990 et 2000, faisant de la Colombie le premier producteur mondial en 2000<sup>98</sup>. En ce sens, avec les grands cartels démembrés au début des années 1990, ce sont notamment les groupes paramilitaires qui prirent le relais:

[d]ans son étape de consolidation, les « paramilitaires » ont profité du démantèlement des cartels mafiosos, suite à la mort de figures emblématiques comme Pablo Escobar, pour réguler les circuits de production et de commercialisation de la drogue, laquelle représente une des composantes les plus rentables de l'économie de la guerre.<sup>99</sup>

La démobilisation de certains groupes guérilleros dans les premières années de la décennie 1990, notamment le M-19 et l'EPL, semble également avoir joué un rôle dans l'expansion des groupes paramilitaires. En effet, ces derniers se sont notamment multipliés, dans ce contexte, en profitant de cette conjoncture pour « remplir les vides de pouvoir laissés par les “guérillas”<sup>100</sup> », ce qu'ont également tenté de faire les groupes guérilleros encore actifs. L'un des plus puissants groupes paramilitaires colombiens à l'origine de leur unification en 1997 – les Autodefensas Campesinas de Córdoba y Urabá (ACCU) – s'est d'ailleurs constitué en 1993 avec pour membres certains anciens guérilleros de l'EPL, versés dans les arts de la guerre irrégulière et de l'agitation politique, « lesquels maintenaient une confrontation frondeuse avec les FARC depuis les années 1970 dans la région et, en général, avaient initié une critique contre les méthodes de la guérilla dans ses relations avec les communautés paysannes<sup>101</sup>. ».

<sup>98</sup> Thoumi, Francisco E., 2002, « Illegal Drugs in Colombia: from illegal economic boom to social crisis (Working Paper No. 2) », LACC Working Paper Series, paper 6, [En ligne], <http://digitalcommons.fiu.edu/laccwps/6/> (Page consultée le 29 avril 2012), p.105.

<sup>99</sup> Lair, Éric, *Los grupos « Paramilitares » en Colombia entre la guerra y la paz*, [En ligne], <http://historiapolitica.com/> (Page consultée le 6 mai 2012), p.6.

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> Romero, Mauricio, 2000, *op. cit.*, p.351.



Selon Romero, l'expansion paramilitaire s'est effectuée en suivant un modèle semblable dans toutes les régions – un modèle d'ailleurs mis en place par les ACCU, puis diffusé à travers le pays<sup>102</sup>:

un premier moment d'incursion militaire, de massacres et d'« attendrissement » des possibles appuis civils et sociaux de la guérilla, avec comme objectif de l'isoler et de lui couper tout lien avec la population. Un second moment de consolidation, repopulation et d'initiatives économiques avec l'appui des élites locales n'ayant plus de liens avec les insurgés, et une troisième étape de légitimation du nouvel ordre à partir d'investissements étatiques et privés.<sup>103</sup>

Un autre élément à prendre en compte dans cette expansion paramilitaire est la création des "Convivir" (qui signifie « vivre ensemble ») par le gouvernement colombien sous l'administration Samper (1994-1998). Ces Convivir consistaient en des « organisations privées de surveillance, information et sécurité rurale, créées pour obtenir la coopération entre les secteurs des propriétaires et des forces armées dans les travaux de control de l'ordre public<sup>104</sup> ». Pour bon nombre de ses détracteurs, les Convivir représentaient une forme de légalisation du paramilitarisme colombien par l'État. Plusieurs dispositions légales qui avaient permis leur existence furent finalement reconnues inconstitutionnelles par la Cour Constitutionnelle en novembre 1997<sup>105</sup>, et ce malgré les appuis nombreux que ces coopératives de sécurité recevaient de la part d'agriculteurs et d'entrepreneurs, ainsi que d'une partie non négligeable de la classe politique colombienne – dont le futur président colombien Álvaro Uribe Vélez, alors gouverneur du département d'Antioquia<sup>106</sup>. Cela dit, malgré leur disparition, elles auront certainement eu un impact sur l'expansion paramilitaire

---

<sup>102</sup> Valencia, Leon, 2007, « Los caminos de la alianza entre los paramilitares y los políticos », *Parapolítica. La ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*, Bogotá, Corporacion Nuevo Arco Iris, Serie conflicto y Territorio, p.16.

<sup>103</sup> Romero, Mauricio, 2000, *op. cit.*, p.355.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p.332.

<sup>105</sup> Valencia, Leon, 2007, *op. cit.*, p.23.

<sup>106</sup> *Ibid.*, p.22.

opérée lors des années suivantes. En effet, non seulement ont-elles nourri les discours politiques en appui au paramilitarisme, mais elles ont également constitué un bassin important de recrutement pour les groupes paramilitaires au moment où elles ont perdu leurs appuis légaux<sup>107</sup>.

En 1997 commence un processus de regroupement d'une grande part des différents groupes paramilitaires agissants sur le territoire colombien qui deviennent, en 1998, les Autodefensas Unidas de Colombia (AUC). C'est certainement là un tournant dans l'expansion du paramilitarisme. Non seulement une majorité des groupes paramilitaires ont-ils, à partir de ce moment, un commandement central qui leur permet de déployer une offensive militaire, politique et sociale plus coordonnée, mais le contexte des nouveaux accords de paix entre le gouvernement Pastrana et les FARC, qui se déploient entre les années 1998 et 2002, leur est à nouveau favorable:

Tout au long de 1999 et dans les années qui suivent, la direction des autodefensas commença à se réunir avec des dirigeants politiques régionaux, avec des narcotrafiquants, avec des entrepreneurs, avec certains militaires, qui cherchaient leur collaboration pour établir des forces paramilitaires dans différents sites du pays. Ils apportaient de l'argent, des armes, des contacts dans les régions. L'argument qu'ils développaient pour rechercher ces accords était la peur que s'établisse un pacte définitif entre le gouvernement du président Pastrana et les FARC. Tous ces secteurs se sentaient menacés par ces négociations.<sup>108</sup>

Cette nouvelle vague d'appuis liés au processus de paix consolide et élargissent les soutiens des groupes paramilitaires et facilitent d'autant plus leur expansion. « Ils sont passés de 3 mille hommes en 1995, avec une présence dans 25% du territoire national à [...] 20 mille hommes durant l'année 2004, avec une présence dans 26 des 32

---

<sup>107</sup> *Ibid.*, p.23.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p.16.

départements du pays et 49 fronts en opération<sup>109</sup>. » Si les forces des FARC apparaissent à leur apogée au tournant des années 2000, celles des groupes paramilitaires auront cependant connu une ascension fulgurante en comparaison, ce qui s'explique notamment par leurs avantages comparatifs par rapport aux groupes de guérilla: « le financement assuré directement par les narcotrafiquants [et ajoutons par le narcotrafic qu'ils pratiquent eux-mêmes]; la tolérance de larges secteurs des forces de l'ordre, quand ce n'est pas leur soutien ; la solidarité de politiciens et de possédants régionaux<sup>110</sup> ». En 2001, à l'apogée de leur puissance, devant l'échec des négociations de paix avec les guérillas et dans le contexte des nouvelles élections à venir, les groupes paramilitaires mettent le cap sur leur propre projet d'accords de démobilisation avec le gouvernement colombien, projet qu'ils entreprendront de négocier dès l'élection d'Álvaro Uribe Vélez à la présidence en 2002.

#### *Les schémas d'interprétation du lien entre paramilitarisme et État*

Comme nous venons de le voir, le paramilitarisme en Colombie n'est pas un simple accident de l'histoire. Effectivement, comme le rappelle Mauricio Romero, nombreux sont ceux qui en ont bénéficié et qui, par-là même, ont participé à sa naissance et à son développement: « [...] il ne faut pas oublier que des groupes politiques et sociaux concrets ont bénéficié des effets de cette terreur, en créant une base politique puissante qui, bien que silencieuse, opère dans l'ombre<sup>111</sup> ». S'il apparaît maintenant évident que divers acteurs ont utilisé cette violence à leurs fins – à commencer par les chefs paramilitaires eux-mêmes – le rôle de l'État colombien dans l'apparition et le développement du paramilitarisme doit encore être précisé. Fernan E. Gonzalez et al., dans *Violencia politica en Colombia. De la nacion fragmentada a la construccion del*

<sup>109</sup> Quintana, Oscar Mejía et al., 2008, « El fenómeno paramilitar: reflexiones, apuntes y discusiones », *Paramilitarismo, desmovilización y reinserción. La ley de Justicia y Paz y sus implicaciones en la Cultura Política, la Ciudadanía y la Democracia en Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, p.85.

<sup>110</sup> Pecaut, Daniel, *op. cit.*, p.15.

<sup>111</sup> Romero, Mauricio, 2000, *op. cit.*, p.353.

*Estado*<sup>112</sup>, présentent trois interprétations principales, qui sont largement partagées par nombre d'observateurs et d'acteurs du conflit social et armé colombien<sup>113</sup>. La première considère le paramilitarisme comme une forme de terrorisme d'État, et par conséquent les crimes commis par les groupes paramilitaires comme des crimes d'État. Elle est généralement portée, selon ces auteurs, par les ONG de défense de droits humains – et par la majorité des mouvements sociaux colombiens selon notre expérience. La seconde position, issue de différents analystes politiques, agents de l'État ou journalistes des grands médias de communication, tend à présenter l'État comme une victime des feux croisés entre les groupes de guérilla et les forces paramilitaires et, ce faisant, à militer contre l'idée d'un lien entre l'État et le paramilitarisme. Quant à la troisième position, elle regroupe ceux et celles qui considèrent le paramilitarisme comme le résultat de la faiblesse de l'État central colombien par opposition à la puissance d'élites locales prêtes à utiliser la violence pour asseoir et développer leur pouvoir.

Ces trois explications recèlent toutes, selon nous, une part de vérité si l'on s'en tient aux facteurs liés au développement du paramilitarisme présentés dans les pages précédentes, et c'est à partir de leur discussion que nous dégagerons la position qui nous semble la plus pertinente dans le cadre de ce mémoire. En effet, bien que les groupes paramilitaires aient oscillé entre légalité et illégalité tout au long de l'histoire du conflit social et armé colombien, ils se sont surtout développés en marge de l'État. Cependant, même s'il s'agit de forces armées irrégulières et illégales, elles ont largement bénéficié d'appuis politiques et militaires, tant de la part d'élites politiques locales, régionales ou même nationales que d'importants secteurs des forces armées et de la police colombienne. Bien entendu, l'État pourrait être considéré, en un sens, comme une victime du paramilitarisme, ne serait-ce que par la remise en question de

---

<sup>112</sup> Fernan E. Gonzalez, Ingrid J. Bolivar et Téofilo Vazquez, *Violencia politica en Colombia. De la nacion fragmentada a la construccion del Estado*, Bogotá, CINEP, pp.59-62.

<sup>113</sup> *Ibid.*



son « monopole légitime de la violence », élément essentiel de tout État, s'il en est un, tel que la vision wébérienne de l'État le décrit. Pourtant, comme nous l'avons vu, la Doctrine de Sécurité Nationale et sa diffusion dans les forces armées colombienne préconise ce genre de groupes civils armés, sans pour autant que cela ne semble, pour ses partisans, remettre en question la souveraineté de l'État. Il n'est d'ailleurs pas rare de voir certains États – ceux dont la faiblesse ne permet pas de compter sur leurs propres ressources et agents – se tourner vers ce genre d'armée « privatisée » : « Paradoxalement, les États [faibles] doivent dissoudre leur monopole de la violence pour le préserver<sup>114</sup> ». Cette faiblesse d'un État peut cependant s'expliquer par la nature de l'ennemi qu'il doit affronter. Ainsi, « [l]a combinaison d'une grande menace avec de hauts niveaux de ressources produit probablement d'amples réseaux de milices locales ou d'armées paramilitaires. La logique dans ce contexte est que l'appareil régulier de l'État est incapable de faire face à la nature irrégulière de la menace [...]»<sup>115</sup>. Le cas colombien est assez révélateur de cette situation: l'ennemi guérillero aurait des appuis dans la population civile face auxquels l'État ne peut agir et, malgré l'existence de ressources importantes liées au commerce de la drogue, l'État ne peut en bénéficier du fait « de l'illégalité internationale de ces ressources empêche son utilisation de la part de celui-ci<sup>116</sup> ». D'ailleurs, bien qu'ils aient représenté des forces armées puissantes et illégales, les organisations paramilitaires ne se sont que rarement confrontées aux forces de l'État colombien. Ainsi, les groupes paramilitaires ont surtout représenté

une pièce fonctionnelle essentielle dans la lutte de l'État contre la guérilla, malgré qu'elle soit une force illégale, responsable d'une multitude de violations de droits humains et de crimes de lèse humanité, et qu'elle soit étroitement liée au narcotraffic [...] C'est-à-dire, une proportion importante

---

<sup>114</sup> Kalyvas, Stathis et Ana Arjona, 2005, « Paramilitarismo :una perspectiva teorica », *El poder paramilitar*, Bogotá, Editorial Planeta, p.35.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p.37.

<sup>116</sup> *Ibid.*



des dirigeants politiques et militaires responsables de l'État durant les deux dernières décennies a délégué, par omission, action ou incapacité, une partie des fonctions étatiques de sécurité à une fédération de groupes illégaux dans différentes régions du pays. Cela a signifié que des groupes de narcotrafiquants et des réseaux illégaux proches de ceux-ci ont assumé un rôle contre-insurrectionnel ou, ce qui est la même chose, cela a représenté une forme de légitimation politique du narcotrafic, dû à sa collaboration avec les autorités légales dans la lutte à la guérilla.<sup>117</sup>

Compte tenu de leur caractère illégal, de leur mission et de ce qu'ils impliquent pour le monopole légitime de la violence, un État peut difficilement se commettre directement dans la création de telles organisations. Il peut plutôt, afin que celles-ci voient le jour, participer à créer « les conditions qui favorisent un processus dans lequel certaines élites ou autres groupes voient dans la formation de ces organisations une voie pour prendre avantage de la situation et gagner plus de pouvoir ou de ressources économiques, par exemple [...] »<sup>118</sup>. En d'autres termes, l'entraînement, le soutien ou l'inaction des forces de sécurité de l'État peuvent être des façons pour celui-ci de s'investir dans une telle stratégie. En ce sens, lorsque les forces armées colombiennes – en tant qu'elles constituent l'expression ultime du monopole légitime de la violence de l'État colombien – appuient en théorie et en pratique des regroupements de civils en armes, c'est également, d'une certaine façon, l'État colombien qui fournit cet appui. Suivant la même logique, les forces politiques locales et régionales traditionnelles – celles qui représentent historiquement l'État colombien sur une majeure partie de son territoire – doivent être considérées comme parties prenantes de l'État colombien, au même titre que l'État central, dans la mesure où elles le représentent et contrôlent ses ressources au niveau local et régional. Bien entendu, des tensions peuvent exister entre l'exécutif de l'État central colombien et ses

<sup>117</sup> Romero, Mauricio, 2007, « Nuevas guerras, paramilitares e ilegalidad: Una trampa difícil de superar », *Parapolítica. La ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*, Bogotá, Corporación Nuevo Arco Iris, Serie conflicto y Territorio, p.365 et 370.

<sup>118</sup> Kalyvas, Stathis et Ana Arjona, *op. cit.*, p.36.

formes locales et régionales, de même qu'entre l'État central et les forces armées. Mais force est de constater que les États démocratiques modernes sont constitués de ces différents niveaux de gouvernance et que les forces militaires sont soumises aux lois des gouvernements civils. Quant à l'idée selon laquelle le paramilitarisme n'est que le résultat de la faiblesse de l'État central colombien face aux intérêts des puissances locales et régionales, il apparaît intéressant de souligner le rôle de l'État colombien dans l'exacerbation de cette situation. En effet, bien qu'une telle rivalité ait pu exister dans l'histoire colombienne, l'appui ou l'inaction des forces de l'État face aux groupes paramilitaires représentent l'une des principales causes de leur développement et, de ce fait, de la faiblesse de l'État de droit dont ont bénéficié les élites locales et régionales: « Cela a effacé de fait les limites entre la légalité et l'illégalité, créant une zone grise où l'État de droit s'est dilué dans une partie significative du territoire<sup>119</sup> ». En somme, l'État colombien s'est révélé être un appui – par action ou par omission, parfois par incapacité – à la naissance et au développement des forces paramilitaires, fort utiles dans son combat contre les forces insurrectionnelles.

Comme les mouvements sociaux colombiens le soulignent, les crimes commis par les groupes paramilitaires sont également, dans une certaine mesure, des crimes d'État. En ce sens, comme le rappelle Romero, « [p]rétendre rompre les liens entre la subversion et la population au moyen de la terreur et de l'assassinat, sans un processus politique et réformiste au milieu, qui montre les avantages du changement par des voies non violentes, c'est adopter des tactiques de génocide<sup>120</sup> ». Durant les années 2000, nous le verrons, les liens entre paramilitarisme et État colombien sont devenus plus évidents que jamais, sous la gouverne d'un président fortement porté sur la lutte armée face à l'insurrection et animé des mêmes schèmes d'interprétation du conflit que ceux portés par la DSN.

---

<sup>119</sup> Romero, Mauricio, 2007, *op. cit.*, p. 370.

<sup>120</sup> Romero, Mauricio, 2000, *op. cit.*, p.356.

## 2.2 Paramilitarisme, politiques et scandales sécuritaires dans la Colombie d'Alvaro Uribe

### 2.2.1 « Démobilisation » des groupes paramilitaires et *Parapolitica*

Dès 2002 commencèrent des négociations en vue d'accords de « démobilisation » entre les groupes paramilitaires – alors majoritairement regroupés dans l'organisation AUC (Autodefensas Unidas de Colombia) – et le gouvernement d'Alvaro Uribe. En 2005, la loi 975, nommée par le gouvernement colombien « Loi de Justice et Paix », mettait en place un cadre juridique qui assurait, dans les faits, une quasi-impunité aux paramilitaires en échange de leur désarmement et empêchait l'extradition de leurs dirigeants vers les États-Unis. Ainsi,

[L]e 21 juin 2005, le Congrès colombien a approuvé une loi qui octroyait aux leaders paramilitaires pratiquement tout ce qu'ils exigeaient. [...] En échange de la supposée démobilisation de leurs groupes, la loi offrait aux chefs paramilitaires [...] des peines réduites de prison d'entre 5 et 8 années (qui pouvaient même être réduites, à moins de 3 années) [...] La loi a également réduit de façon drastique la période d'enquête des délits paramilitaires de la part des procureurs, et prévoyait seulement 60 jours pour que soit vérifié ce que les paramilitaires décidaient de raconter.<sup>121</sup>

Cette loi fut cependant modifiée dès 2006 par la Cour constitutionnelle, et une nouvelle version vit le jour, quelque peu améliorée suite aux pressions exercées par

---

<sup>121</sup> Human Rights Watch, 2008, *Rompiendo el Control? Obstáculos a la Justicia en las investigaciones de la Mafia Paramilitar en Colombia*, [PDF en ligne], [http://www.abcolombia.org.uk/downloads/Rompiendo\\_el\\_Control\\_-\\_Obstaculos\\_a\\_la\\_Justicia\\_en\\_las\\_investigaciones\\_de\\_la\\_Mafia\\_Paramilitar\\_2008.pdf](http://www.abcolombia.org.uk/downloads/Rompiendo_el_Control_-_Obstaculos_a_la_Justicia_en_las_investigaciones_de_la_Mafia_Paramilitar_2008.pdf) (Page consultée le 3 mai 2012), p.24.

de nombreux groupes politiques et sociaux colombiens et internationaux. Ce nouveau cadre juridique

[...]a retiré du cadre approuvé par le Congrès le statut politique [conféré aux groupes paramilitaires], a rendu obligatoire la vérité dans les confessions et plus rigoureuses les peines. À son tour, la Cour suprême de justice et le parquet ont maintenu leurs enquêtes et initié des procès contre des dirigeants politiques et des hauts fonctionnaires pour lesquels on avait des indices quant à leur collaboration avec les paramilitaires. Les États-Unis continuaient d'insister sur l'extradition de certains chefs paramilitaires et faisaient pression pour que ne soit fait aucun compromis durable sur ce thème pour le cas des autodefensas.<sup>122</sup>

Malgré toute la polémique engagée entre le gouvernement colombien, les groupes paramilitaires, les différentes instances judiciaires et les organisations de défense de droits humains et des victimes du paramilitarisme, le processus de démobilisation connu une relative réussite: récupération et destruction d'un certain nombre d'armes, ainsi que, officiellement, démobilisation d'un nombre important de personnes impliquées dans ces groupes armés illégaux. Ainsi, « le processus [...] a réussi la démobilisation et le désarmement de plus de 31 671 paramilitaires et la remise de plus de 18 025 armes<sup>123</sup> », bien que celui-ci se soit effectué « au milieu d'irrégularités et d'inconsistances, et devant les crimes et la violence que continuaient d'exercer ces groupes sur leurs territoires d'influence [...] <sup>124</sup> ». Une fois le processus de démobilisation officiellement terminé, le gouvernement Uribe – en accord avec la Cour suprême de justice – décida finalement d'extrader, à partir d'avril 2008, une

<sup>122</sup> Valencia, Leon, 2007, *op. cit.*, p.42.

<sup>123</sup> Restrepo, Jorge A. et David Aponte, 2009, « Neoparamilitarismo en Colombia: una herramienta conceptual para la interpretación de dinámicas recientes del conflicto armado colombiano », *Guerra y violencias en Colombia*, Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, p.468.

<sup>124</sup> Quintana, Oscar Mejía et al., *op. cit.*, p.85.



vingtaine de chefs paramilitaires vers les États-Unis<sup>125</sup> pour qu'ils y soient jugés pour différents crimes liés au trafic de la drogue, ce que de nombreuses organisations de défense des droits humains et des victimes de crimes paramilitaires dénoncèrent. En effet, pour ces organisations, il s'agissait notamment d'une violation du droit des victimes<sup>126</sup>, puisque cette décision risquait d'avoir pour conséquence « de voir l'ensemble des atteintes aux droits humains commises au fil des ans par les paramilitaires rester cachées et donc totalement impunies, de même que le rôle clé joué par les forces de sécurité, les représentants de l'État, les dirigeants politiques et les personnalités du monde des affaires<sup>127</sup> ». En somme, la démobilisation des groupes paramilitaires a constitué un processus discutable, dénoncé par nombre d'acteurs nationaux et internationaux et qui, en plus d'offrir à la grande majorité de ceux qui se sont soumis au processus de démobilisation une totale amnistie<sup>128</sup>, « n'a pas pu atteindre son objectif de démonter complètement cet appareil de guerre<sup>129</sup> ». Les conséquences de cette démobilisation sont, au final, loin d'être aussi satisfaisantes que semblait le prévoir le gouvernement colombien.

Concrètement, la disparition des anciennes organisations paramilitaires n'a, en effet, nullement mis fin à la violence paramilitaire en Colombie. Le gouvernement colombien les nomme « groupes émergents » ou « Bandes criminelles » (de leur acronyme « BaCrim »), d'autres utilisent plutôt les termes paramilitaires ou néoparamilitaires: une chose est certaine, des groupes armés illégaux se sont

<sup>125</sup> 21 chefs paramilitaires avaient été extradés vers les États-Unis en date d'octobre 2009. Voir MOVICE, Octobre 2009, *Sin Justicia Y Sin Paz. Balance de la Aplicacion de la Ley de Justicia y Paz*, Movimiento de Víctimas de Crímenes de Estado, Bogotá, p.75-76.

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> Amnistie internationale, 2008, *Colombie. L'extradition des paramilitaires ne doit pas être un prétexte pour clore les enquêtes sur leur responsabilité*, [En ligne], <http://www.amnesty.org/fr/formedia/press-releases/colombia-extradition-paramilitary-leaders-must-not-lead-closure-investig> (Page consultée le 20 avril 2010).

<sup>128</sup> Soraya Gutierrez Arguello, Ponencia, 5 août 2010, « La verdad sobre el proceso de desmovilización paramilitar y su aporte a la paz », *Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo*, [En ligne], <http://www.colectivodeabogados.org/La-verdad-sobre-el-proceso-de> (Page consultée le 3 mai 2012).

<sup>129</sup> Restrepo, Jorge A. *et al.*, *op. cit.*, p.468.



réorganisés après la démobilisation, ou ont pris de l'ampleur dans le cas de ceux qui ne se sont pas démobilisés. S'ils ne sont plus majoritairement regroupés en une organisation centralisée, ces organisations n'en demeurent pas moins présentes sur une large portion du territoire colombien:

Non seulement ces groupes opèrent dans des territoires où étaient anciennement présentes de façon violente les AUC, mais ils sont apparus, dans certains cas, dans des territoires non soumis par le passé à ce type de violence, ce qui a généré, dans tous les cas, un plus grand niveau de complexité dans les disputes territoriales locales. Le postconflit paramilitaire est, donc, un mélange de groupes qui subsistent, ont recommencé à faire partie du conflit et se sont transformés dans l'exercice de la violence. La situation est encore plus préoccupante si on prend en compte que l'augmentation des actions des groupes neoparamilitaires est répartie entre des zones rurales et urbaines, avec une tendance à ce qu'elle augmente et se fortifie son influence urbaine.<sup>130</sup>

Selon le rapport 2009 de l'ONU sur les droits humains en Colombie, ces groupes armés illégaux continuent, au même titre que les anciennes organisations paramilitaires, à commettre des

massacres, assassinats sélectifs, menaces, déplacements forcés et violence sexuelle. Dans les victimes de ces groupes, il y a des dirigeants et des dirigeantes sociaux, autochtones, afrocolombiens et des fonctionnaires locaux, dans plusieurs cas liés à des processus de restitution de terres ou la gestion de ressources publiques [...] Certains de ces groupes opèrent selon un mode semblable à celui des anciennes organisations paramilitaires. Dans les rangs de ces groupes il y a des personnes démobilisées et non démobilisées des anciennes organisations paramilitaires, recrutées volontairement ou de

---

<sup>130</sup> *Ibid.*, p.468.

façon forcée. Nombre des têtes dirigeantes actuelles ont été par le passé des commandants de rang moyen de ces organisations ou des militaires.<sup>131</sup>

Si pour le gouvernement colombien il s'agit là de bandes criminelles ayant pour objectif le contrôle du trafic de la drogue et sans liens avec les anciens groupes paramilitaires<sup>132</sup>, nombre d'observateurs soulignent le fait qu'ils continuent tout de même d'opérer avec « une disposition idéologique à appuyer le statu quo local, à identifier comme menace la mobilisation sociale pour des droits ou tout autre signe d'opposition aux pouvoirs de facto régionaux [...]»<sup>133</sup>. Ainsi, bien qu'ils prennent une forme quelque peu différente des anciennes AUC, les groupes « émergents » suite au processus de démobilisation restent actifs dans la répression des mouvements d'opposition politiques et sociaux et ils continuent, en ce sens de supporter leurs propres intérêts, les intérêts de ceux qui les soutiennent ainsi que ceux des forces armées de l'État, en visant par leurs actions les prétendus « guérilleros déguisés en civil ». Leurs objectifs sont, en ce sens, très semblables à ceux des anciens paramilitaires: « s'assurer d'une marge d'influence sur la politique locale pour avoir accès aux flux d'information des entités de contrôle, connaître de près les organisations de victimes qui réclament la restitution de biens, savoir d'avance les opérations de la force publique, et maintenir en respect l'opposition politique<sup>134</sup> ».

<sup>131</sup> ONU (Consejo de Derechos Humanos), 2010, *Informe anual de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia*, [PDF. disponible en ligne], <http://www.hchr.org.co/documentoseinformes/informes/altocomisionado/informes.php3?cat=11> (Page consultée le 3 mars 2011), p.13-14.

<sup>132</sup> Secretariat de Prensa, 3 février 2010, '*Paramilitarismo está extinguido en Colombia y sus jefes encarcelados*': Director del Programa Presidencial de Derechos Humanos, Colombia. Presidencia de la Republica, [En ligne], <http://web.presidencia.gov.co/sp/2010/febrero/03/16032010.html> (page consultée le 3 mai 2012).

<sup>133</sup> Romero, Mauro et Angelica Arias, avril 2010, « Sobre paramilitares, Neoparamilitares y afines », *Revista Arcanos*, no.15, p.36 .

<sup>134</sup> Quiroga, Diego, avril-juillet 2011, « Qué tan nuevas son las bandas criminales? », *Cien días Vistos por el CINEP*, CINEP-PPP, no.72, [En ligne], [http://www.cinep.org.co/index.php?option=com\\_docman&Itemid=126&lang=en](http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=126&lang=en) (Page consultée le 11 février 2012).

C'est au beau milieu de ce processus de démobilisation que sont apparus avec le plus d'éclat les liens qu'ont pu entretenir bon nombre de politiciens colombiens de tous niveaux avec les groupes paramilitaires, particulièrement au moment des élections de 2002 et de 2006. En effet, autour des années 2005-2006 a éclaté dans les grands médias colombiens le scandale de la *Parapolitica*, c'est-à-dire la révélation du fait qu'un nombre important d'élus colombiens – mais également de fonctionnaires – auraient entretenu des liens avec les groupes paramilitaires, notamment dans le but de favoriser leur élection et ce, « à travers l'intimidation aux votants et la fraude, et même à travers la mort d'opposants politiques<sup>135</sup> ». Ainsi, depuis 2006, des élus du Congrès et d'autres instances politiques et administratives ont été soit emprisonnés, soit mis sous enquête pour avoir entretenu ce genre de liens illégaux avec des groupes paramilitaires :

Depuis la détention de trois congressistes en novembre 2006, le nombre de politiciens et de fonctionnaires publics sous enquête pour leurs supposées relations avec des organisations paramilitaires, des cas de "parapolitica", a continué d'augmenter. En novembre 2009, il y avait 93 cas [d'enquêtes] ouvert[e]s contre des congressistes, sur un total de 268 membres élus pour la période 2006-2010, appartenant à 15 partis politiques différents. En décembre 2009, il y avait un total de 13 personnes condamnées, 5 absoutes et 9 cas dans lesquels il fut déterminé qu'il n'y avait pas assez de preuves pour continuer l'enquête. En novembre 2009, il y avait 249 cas initiés contre 12 gouverneurs, 166 maires, 13 députés et 58 conseillers [municipaux]. [...] Quarante trois congressistes ont renoncé à leur mandat pour être mis sous enquête par le parquet [Fiscalía] plutôt que par la Cour suprême. En septembre 2009, cependant, la Cour a décidé de maintenir cette compétence [...] <sup>136</sup>

<sup>135</sup> Human Rights Watch, 2008, *op. cit.*, p.22.

<sup>136</sup> ONU (Consejo de Derechos Humanos), *op. cit.*, p.9.

Si les condamnations des tribunaux s'effectuent au compte-goutte, l'éclatement de ce scandale aura à tout le moins permis de révéler l'étendue des connexions entre la classe politique colombienne et le paramilitarisme, en plus d'éclairer certains des intérêts motivant celles-ci. Ces liens peuvent en partie s'expliquer par l'important contrôle du territoire colombien, tant au niveau militaire que social et politique, qu'ont réussi à acquérir ces groupes durant les années 1990 et au début des années 2000. Ainsi, « [l]e contrôle et la coercition paramilitaires permettaient alors aux élites régionales de former des enclaves autoritaires afin de consolider leur pouvoir régional<sup>137</sup> », ce qui a mené à l'élection d'un nombre important de congressistes liés au paramilitarisme. En effet, selon Valencia, cela pourrait vouloir dire que « plus de trente cinq pour cent des actuels congressistes [ceux élus pour la période 2006-2010] a obtenu en partie ou en totalité ses votes en recourant à des mécanismes illégitimes; que pareil situation s'était présentée durant les élections parlementaires de 2002 et durant les élections municipales de 2003<sup>138</sup> ». Déjà en juin 2005, Carlos Castaño, l'un des plus importants chefs paramilitaires, confirmait ces chiffres, affirmant que ces groupes armés comptaient « 35 pour cent d'amis au Congrès<sup>139</sup> ».

Avec l'avalanche de révélations apportées tant par les actions en justice que par les journaux ou les chercheurs colombiens, la thèse que tentaient auparavant de défendre l'État colombien et certains observateurs politiques et grands médias nationaux, selon laquelle l'État n'était qu'une victime prise entre les feux croisés des guérillas et des paramilitaires, s'écroulait:

---

<sup>137</sup> Dufort, Philippe, 2007, « Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, [En ligne], [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id\\_article=3898](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id_article=3898) (Page consultée le 13 octobre 2011), p.4.

<sup>138</sup> Valencia, Leon, 2007, *op. cit.*, p.52.

<sup>139</sup> *Semana.com*, 5 juin 2005, « Habla Vicente Castaño », *Semana.com*, [En ligne], <http://www.semana.com/portada/habla-vicente-castano/87628-3.aspx> (Page consultée le 5 mai 2012).

Les derniers gouvernements se sont efforcés de transmettre l'idée que nous étions en face d'un « État victime », des institutions qui luttait à bras armés pour repousser des groupes illégaux qui se combattaient entre eux sur le territoire et qui commettaient toutes sortes de méfaits contre la population civile [...] La parapolítica est venue démontrer que l'État n'était pas une victime. Il est apparu qu'une part importante des élites régionales et nationales avec une présence décisive au sein de l'État – que ce soit comme haut fonctionnaires du gouvernement ou comme membres importants des organes d'élection populaire – se sont liés aux paramilitaires et narcotrafiquants pour consolider leur prédominance à l'intérieur et à l'extérieur de l'État et altérer la compétition politique.<sup>140</sup>

Cependant, malgré le scandale qu'ont représenté pour l'opinion publique colombienne et internationale ces révélations – ou peut-être à cause de celui-ci –, le gouvernement d'Álvaro Uribe s'est activement impliqué dans les processus d'enquêtes et de réformes en tentant, selon Human Rights Watch, de freiner ceux-ci, d'autant plus qu'une majorité des congressistes mis en détention étaient membres de partis liés à la présidence<sup>141</sup>:

Déplorablement, même si le gouvernement d'Uribe a fourni le financement à la Cour suprême pour mener ces enquêtes, il a souvent pris des mesures qui menaçaient de les saper et qui endommageaient sérieusement l'indépendance du pouvoir judiciaire. Il s'est opposé à des mesures importantes et réellement nécessaires de réformes du Congrès destinées à freiner l'influence constante des paramilitaires.<sup>142</sup>

<sup>140</sup> Valencia, Leon, 2007, « Prologo », *Parapolítica. La ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*, *op.cit.*, p.10 .

<sup>141</sup> Cardona, Libardo, 4 juin 2009, « Como esta la "Parapolítica" en Colombia », *Semana.com*, [En ligne], <http://www.semana.com/justicia/como-esta-parapolitica-colombia/124731-3.aspx> (Page consultée le 2 mai 2012).

<sup>142</sup> Human Rights Watch, *op.cit.*, p.95-96.



Les nombreux politiciens élus dans les zones sous influence des groupes paramilitaires ont certainement joué un rôle dans la mise en place du processus de démobilisation, en cherchant notamment à en limiter les conséquences pour les paramilitaires démobilisés et leurs chefs: « Ils ont tout fait pour obtenir un cadre légal généreux pour mener à la réinsertion à la vie civile des paramilitaires et ils ont également usé de leur influence pour que le Président prenne la décision de suspendre les extraditions des chefs des autodefensas en processus de négociation<sup>143</sup> ». Comme nous l'avons vu précédemment, tout ne s'est toutefois pas conclu tel que l'avaient prévu les chefs paramilitaires et leurs alliés politiques, notamment en ce qui concerne l'extradition des chefs paramilitaires. On pourrait résumer cette situation dans les termes de Leon Valencia : « Le Président et les parlementaires ont tenu leurs promesses faites aux paramilitaires, les Cours n'avaient aucune raison de le faire<sup>144</sup> ». Pour certains, c'est cette « alliance vacillante entre paramilitaires et politiciens » qui est à l'origine de « [l]a publication de témoignages, d'enregistrements et de documents, jusque-là demeurés secrets, révéla[nt] l'étendue des liens entre ces groupes<sup>145</sup> ». Alors que se dessinait toute l'étendue des liens unissant des groupes paramilitaires et une bonne partie des politiciens élus dans les années 2000, d'autres scandales éclataient également, liés plus particulièrement aux politiques de lutte aux guérillas mise de l'avant par le gouvernement Uribe dans le cadre de sa Politique de Sécurité Démocratique.

### 2.2.2 Sécurité Démocratique: l'implication des civils dans le conflit

L'arrivée au pouvoir d'Álvaro Uribe et des nombreux congressistes soutenus par les groupes paramilitaires a fourni un nouvel élan à la solution guerrière face aux groupes de guérilla au détriment d'une solution négociée par des accords de paix. Cet élan

---

<sup>143</sup> Valencia, Leon, 2007, « Los caminos de la alianza entre los paramilitaries y los politicos », *op. cit.*, p.41.

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> Philippe Dufort, *op.cit.*, p.7.

s'est notamment traduit par une politique de sécurité que le gouvernement Uribe a nommée « Politique de Sécurité Démocratique » (PSD) et qui a participé à impliquer davantage les civils colombiens dans le conflit. Non seulement ceux-ci étaient-ils invités à épauler le gouvernement dans sa lutte, mais ceux qui s'aventuraient à contester les politiques gouvernementales – particulièrement en ce qui a trait aux violations de droits humains – se retrouvaient catalogués comme alliés de l'ennemi. Voyons comment s'exprime cette politique, qui semble directement héritée de la Doctrine de Sécurité Nationale.

L'implication de la population civile dans le conflit armé colombien par la PSD s'est effectuée de deux principales façons : soit à travers son instrumentalisation par le pouvoir dans le but d'accroître la sécurité, soit à travers sa persécution comme « alliée » – ou « base sociale et politique » – du terrorisme. En effet, « Uribe cherche à rompre avec l'idée selon laquelle la population doit être neutre face aux actions de la guérilla. “Dans les sociétés démocratiques, il n'y a pas de neutralité des citoyens face au délit”, a-t-il dit dans plusieurs discours. “Il n'y a pas de distinction entre policiers et citoyens”<sup>146</sup>.» Cela se traduit par plusieurs mesures mises en place par le gouvernement Uribe à travers la Politique de Sécurité Démocratique : un réseau de plus de deux millions d'informateurs payés par le gouvernement ou payés « à l'information », ou encore des milliers de soldats-paysans et de familles gardes-forêts. Déjà, en janvier 2010, le réseau de « coopérants » (informateurs) comptait, en effet, environ 2 200 000 personnes<sup>147</sup>, auxquels le gouvernement Uribe souhaitait alors ajouter un millier d'étudiants de la ville de Medellín<sup>148</sup>. Selon le journaliste

<sup>146</sup> Semana.com, 6 février 2005, « Si hay guerra, señor presidente », *Semana.com*, [En ligne], [http://www.semana.com/wf\\_InfoArticulo.aspx?IdArt=84650](http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=84650) (Page consultée le 3 mai 2012).

<sup>147</sup> El Espectador, 27 janvier 2010, « Gobierno espera que cerca de 1000 estudiantes integren red de informantes », *El Espectador*, [En ligne], <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/articulo184441-gobierno-espera-cerca-de-1000-estudiantes-integren-red-de-informant> (Page consultée le 3 mai 2012).

<sup>148</sup> Cette proposition a d'ailleurs été l'objet de fortes discussions en Colombie compte tenu du danger que cela implique pour ces jeunes. Voir: *Ibid.*

colombien Hernando Calvo Ospina, les informations fournies par ces coopérants ont eu de graves conséquences pour de nombreux Colombiens, notamment « [à] la suite d'accusations mensongères faites pour toucher une récompense ou même parfois pour régler des querelles privées, de nombreux leaders sociaux et défenseurs des droits de l'Homme furent envoyés en prison sous l'accusation de "terrorisme" [...] <sup>149</sup> ». De même, de nombreux paramilitaires démobilisés ont servi d'informateurs, ce qui s'est avéré utile aux forces de sécurité pour justifier – faussement – leurs actions <sup>150</sup>. Quant aux soldats-paysans, Ospina écrit qu'il s'agit souvent de « jeunes des régions rurales qui n'avaient pas de perspectives dans la vie ou qui avaient peur que les militaires les prennent pour des guérilleros[...] <sup>151</sup> ». Cela dit, si les civils ainsi incorporés à la guerre à travers la politique de Sécurité Démocratique servent parfois à judiciariser des membres des mouvements sociaux, politiques ou de défense des droits humains critiques du gouvernement ou justifier leur assassinat par la force publique, ils deviennent également, dans le cadre du conflit armé, des cibles militaires pour les groupes de guérilla.

Suivant la même logique, le gouvernement s'est efforcé de cataloguer les opposants à ses politiques comme alliés du terrorisme, une fois de plus en faisant fi des conséquences que de telles accusations pouvaient avoir sur les personnes et les organisations ainsi qualifiées. Si d'autres membres du gouvernement ou hauts commandants militaires ont également porté le même genre d'accusations, <sup>152</sup> c'est

<sup>149</sup> Calvo Ospina, Hernando, 2008, *Colombie : Derrière le rideau de fumée; histoire du terrorisme d'État*, Paris, Le temps des Cerises, p.327.

<sup>150</sup> Nous en verrons les conséquences dans les prochaines pages, compte tenu de l'implication que ces informateurs ont pu avoir dans le cadre des *falsos positivos*. MIOEEIC, 2008, *Informe final de la Misión Internacional de Observación sobre Ejecuciones Extrajudiciales e Impunidad en Colombia*, [PDF en ligne], [http://www.centromemoria.gov.co/archivos/informe\\_misionobservacion\\_ejecuciones.pdf](http://www.centromemoria.gov.co/archivos/informe_misionobservacion_ejecuciones.pdf) (Page consultée le 16 avril 2012).

<sup>151</sup> Calvo Ospina, Hernando, *op.cit.*, p.327.

<sup>152</sup> Fédération Internationale des Droits Humains, mai 2004, *Informe. Colombia. La « Seguridad Democrática »: Desconoce los derechos humanos y socava las bases del Estado de Derecho*, [PDF disponible en ligne], [http://www.fidh.org/article.php?id\\_article=%202216](http://www.fidh.org/article.php?id_article=%202216) (Page consultée le 18

d'abord le président Uribe lui-même qui s'y est efforcé. Un premier exemple remonte à 2003, alors que le président de la République, dans un discours qu'il donnait devant certains membres des Forces armées, accusait les ONG critiques de son gouvernement d'être au service du « terrorisme ». En effet, après avoir expliqué qu'il reconnaissait certaines organisations comme crédibles et responsables, il n'en accusait pas moins d'autres d'être des « [p]oliticailleurs au service du terrorisme, qui lâchement agitent le drapeau des droits humains, pour tenter de redonner au terrorisme en Colombie l'espace que la Force Publique et que les citoyens lui ont retiré. Chaque fois qu'en Colombie apparaît une politique de sécurité pour vaincre le terrorisme, quand les terroristes commencent à se sentir faibles, immédiatement ils envoient leurs porte-paroles pour qu'ils parlent de droits humains <sup>153</sup> ». Un second exemple datant du mois de mai 2008 fait suite à des manifestations étudiantes à l'Université Pedagógica de Bogotá (capitale) qui cherchaient à dénoncer les coupures en éducation et à demander le respect de l'autonomie universitaire et durant lesquelles eurent lieu des confrontations entre la police et des étudiants. Le président Uribe déclarait alors aux médias qu'il s'agissait d'actes de « pur terrorisme », en plus de « soutenir qu'à l'intérieur des universités il y a des infiltrations de groupes en marge de la loi, qui sont les auteurs et les protagonistes de ces actes de désordres <sup>154</sup> ». Encore, le 3 février 2009, le président Uribe s'attirait les critiques de plusieurs organisations nationales et internationales de défense de la liberté de presse suite à la déclaration qu'il avait faite concernant les journalistes Hollman Morris et Jorge Enrique Botero: « Ce jour-là, le mandataire a accusé les deux reporters de se cacher derrière "leur condition de journalistes pour être des complices permissifs du

---

septembre 2011), p.10.

<sup>153</sup> Presidencia de la Republica, 8 septembre 2003, *Posesion del nuevo comandante de la FAC*, [En ligne], <http://web.presidencia.gov.co/discursos/discursos2003/septiembre/fac.htm> (Page consultée le 4 mars 2011).

<sup>154</sup> Telesur, 31 mai 2008, « Uribe califica protestas estudiantiles de "terrorismo" », *TelesurTv.net*, Site Web, <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/28514-NN/uribe-califica-protestas-estudiantiles-de-terrorismo/> (Page consultée le 17 décembre 2008).



terrorisme”<sup>155</sup>. » Un dernier exemple de cette désignation de l’ennemi intérieur – il y en aurait encore de nombreux à recenser – concerne l’organisation Human Rights Watch. En effet, en novembre 2008, son président régional déclarait à la radio colombienne ce qui suit : « Il y a [en Colombie] autant de violations aux droits de l’Homme par an que durant toute la dictature d’Augusto Pinochet<sup>156</sup>. » La réaction du président Uribe ne s’est pas faite attendre : « Le président colombien Alvaro Uribe, [...] a sévèrement tancé lundi le président régional de HRW, l’accusant d’être “complice et défenseur” de la guérilla marxiste des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC)<sup>157</sup>. »

Toutes ces déclarations, et un certain nombre d’autres du même type, ont généré chacune à leur façon l’indignation des organisations de défense des droits humains nationales et internationales. Si elles ont créé tant de remous, c’est non seulement parce qu’elles traduisaient un manque d’ouverture face à la critique et la contestation de la part du gouvernement Uribe, mais aussi parce qu’elles s’inscrivaient dans le contexte du conflit social et armé colombien. En ce sens, en tenant ce genre de discours pour qualifier ceux qu’il considère comme faisant partie du camp ennemi, en les accusant d’être « au service du terrorisme », « complices » de celui-ci ou même plus directement des « terroristes », l’ex-président mettait la vie des personnes et groupes visés par ses déclarations en jeu. Dans un pays où des membres de mouvements sociaux et politiques sont quotidiennement victimes de violences, menaces, assassinats, etc. – lesquels proviennent principalement de groupes paramilitaires – de telles accusations peuvent signifier des condamnations à mort pour les membres de ces organisations., comme ce fut le cas dans l’exemple suivant :

---

<sup>155</sup> El Tiempo, 11 février 2009, « Acusaciones de Uribe contra periodistas generan cascada de reacciones », *El Tiempo*, [En ligne], [www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4808710](http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4808710) (Page consultée le 3 mai 2012).

<sup>156</sup> AFP, 5 novembre 2008, « HRW compare la Colombie à la dictature d’Augusto Pinochet », *Le Devoir*, édition en ligne, <http://www.ledevoir.com/2008/11/05/214180.html> (Page consultée le 17 décembre 2008).

<sup>157</sup> *Ibid.*



« [L]es autorités colombiennes, en novembre 2008, ont publiquement accusé des étudiants de l'Université Nationale de Bogotá d'être liés au groupe de guérilla des FARC. Quelques jours plus tard, plusieurs menaces de mort [provenant de sources] paramilitaires sont apparues à l'Université, déclarant que 33 étudiants et leurs familles étaient des "cibles militaires"<sup>158</sup> ».

Comme le démontrent les quelques exemples précédents, dans la guerre « de tout l'État, de tous les Colombiens<sup>159</sup> » contre les FARC et autres groupes « terroristes », articulée autour de la stratégie de lutte contre-insurrectionnelle dite de Sécurité Démocratique, la neutralité semblait être une position exclue. Les civils étaient invités à serrer les rangs derrière les organismes de sécurité et à leur apporter appui, tandis que ceux membres des mouvements sociaux ou des partis politiques d'opposition<sup>160</sup>, tout comme les journalistes critiques et les défenseurs des droits humains, étaient dénoncés comme alliés de l'ennemi, ou en d'autres termes comme la « base sociale et politique » de celui-ci.

### 2.2.3 Scandales sécuritaires<sup>161</sup>

Avec la démobilisation des groupes paramilitaires et la modernisation de son armée, le gouvernement d'Álvaro Uribe entendait prendre les devants dans le conflit armé et

<sup>158</sup> Justice for Colombia et al., 2009, *Colombia: Students in the Firing Line. A report on human rights abuses suffered by Colombian university students*, [En ligne], <http://studentwatch.wordpress.com/2009/12/13/report-colombia-students-in-the-firing-line/> (Page consultée le 3 mars 2011).

<sup>159</sup> Presidencia de la Republica – Ministerio de Defensa, 2003, *Politica de Defensa y Seguridad Democratica*, [PDF en ligne], [http://www.mindefensa.gov.co/dayTemplates/images/seguridad\\_democratica.pdf](http://www.mindefensa.gov.co/dayTemplates/images/seguridad_democratica.pdf) (Page consultée le 19 septembre 2011).

<sup>160</sup> Presidencia de la Republica – Secretaria de Prensa, 6 mai 2008, *Palabras del Presidente Álvaro Uribe durante la inauguración del Terminal de Transporte de Montería*, [En ligne], <http://web.presidencia.gov.co/sp/2008/mayo/06/04062008.html> (Page consultée le 13 avril 2012).

<sup>161</sup> La partie qui suit est tirée en bonne partie – parfois directement – d'un article que nous avons écrit dans le cadre des Chroniques des Amériques de l'Observatoire des Amériques de l'UQAM. Voir : Dubois, Jacques-André, octobre 2011, « Scandales sécuritaires et violence sociopolitique dans la Colombie d'Álvaro Uribe – Bilan et perspectives », *Chroniques des Amériques*, Observatoire des Amériques – UQAM, [En ligne], [http://www.ameriques.uqam.ca/spip.php?page=dernieres\\_pub](http://www.ameriques.uqam.ca/spip.php?page=dernieres_pub) (consulté le 15 juin 2012).

donner l'image d'un État capable de faire face, par ses propres moyens, à la menace insurrectionnelle. Pour cela, les organismes de sécurité ont dû transformer leurs pratiques et, surtout, montrer qu'ils étaient à la hauteur des résultats attendus. La « chasse aux guérilleros » qui a accompagné la PSD s'est transformée en une série de scandales qui ont grandement affaibli la confiance des citoyens envers les forces sécuritaires colombiennes, en plus de signifier la violation des droits humains, souvent même la mort injustifiée, de milliers de Colombiens et de Colombiennes. Nous reviendrons dans cette partie sur les cas des *chuzadas* et autres scandales entourant le Departamento Administrativo de Seguridad (DAS) ainsi que sur celui des *falsos positivos*, dans lequel des membres des forces armées et de la police colombienne sont notamment accusés d'avoir assassiné des milliers de Colombiens innocents. Cela nous permettra de mieux comprendre le contexte de dérive sécuritaire et de corruption dans lequel les Colombiens – particulièrement les opposants aux politiques du gouvernement – ont eu à vivre durant la dernière décennie.

#### *DAS, paramilitarisme et pratiques illégales*

Le Département Administratif de Sécurité faisait office, en Colombie, de police des frontières et de police du renseignement et du contre-renseignement. Ses fonctions se sont élargies au fil du temps et il agissait, avant sa disparition en octobre 2011<sup>162</sup>, dans d'autres domaines, notamment la protection des personnes considérées comme menacées par les groupes armés illégaux. Au cours du second mandat d'Uribe, cette agence s'est retrouvée au centre de l'attention du pays avec l'éclatement du scandale des *chuzadas*. Cela dit, il s'agissait d'une deuxième affaire impliquant des fonctionnaires du DAS dans des activités illégales puisque durant le premier mandat d'Uribe, le directeur de cette agence se trouva forcé de démissionner pour ses liens supposés avec un groupe paramilitaire. Revenons d'abord sur ce premier cas avant de passer à celui des *chuzadas*.

---

<sup>162</sup> Suite au scandale des *chuzadas* notamment, il fut « liquidé » et remplacé par une nouvelle agence, la Agencia Nacional de Inteligencia.

En 2006 éclatait un premier scandale entourant le DAS: certains liens douteux semblaient unir quelques hauts fonctionnaires du DAS, dont son directeur de l'époque, et des groupes paramilitaires. On accusait alors des membres de l'agence de collaborer avec le paramilitarisme, notamment en entravant des enquêtes ou en fournissant des informations aux groupes paramilitaires en cours de démobilisation. Or, ces informations auraient ensuite permis à ces derniers de menacer, voire assassiner, des membres de l'opposition politique, des mouvements sociaux ou des défenseurs de droits humains ainsi identifiés<sup>163</sup>. Le directeur de l'agence à ce moment, Jorge Noguera, un ancien directeur de campagne présidentielle d'Álvaro Uribe en 2002, dut d'ailleurs démissionner de son poste, des accusations le visant personnellement. Bien que nommé consul à Milan par le président à la suite de sa démission, il se vit dans l'obligation de démissionner de nouveau, compte tenu de l'ampleur que prenait le scandale et de l'enquête entourant son implication dans celui-ci. Cette affaire a récemment connu un certain dénouement, après plusieurs années de processus juridiques avortés, avec la condamnation par la Cour suprême de Justice de Jorge Noguera à vingt cinq ans de prison pour plusieurs délits, dont l'homicide du sociologue et professeur universitaire Alfredo Correa de Andrés en 2004. Ce défenseur des droits humains, actif dans la région côtière de Baranquilla, avait été préalablement victime d'un montage judiciaire orchestré par un agent du DAS<sup>164</sup>, puis relâché devant le manque de consistance du dossier d'accusation, avant d'être assassiné par le groupe paramilitaire *Bloque Norte* avec la complicité active de l'ex-directeur du DAS. Selon la sentence,

<sup>163</sup> Semana.com, 12 février 2006, «El DAS y los Paras», *Revista Semana*, [En ligne], <http://www.semana.com/portada/das-paras/91397-3.aspx> (Page consultée le 15 septembre 2011).

et Semana.com, 14 septembre 2011, «Uribe: entre el perdón y la responsabilidad política por el caso de Noguera», *Revista Semana*, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/uribe-entre-perdon-responsabilidad-politica-caso-noguera/164110-3.aspx> (Page consultée le 15 septembre 2011).

<sup>164</sup> El Tiempo, 14 septembre 2011, «25 años a Noguera por poner el DAS a órdenes de 'paras'», *El Tiempo*, [En ligne], [http://www.eltiempo.com/justicia/condena-a-jorge-noguera-ex-director-del-das\\_10365226-4](http://www.eltiempo.com/justicia/condena-a-jorge-noguera-ex-director-del-das_10365226-4) (Page consultés le 15 septembre 2011).

[à] travers son pouvoir discrétionnaire [...] Noguera a aidé le Bloque Norte des Autodéfenses [AUC], leur faisant parvenir des informations que l'organisme collectait en vertu des fonctions qu'il remplissait; il a nommé des personnes proches de l'organisation [paramilitaire à des postes dans le DAS], et transféré ou déclaré incompétents les serviteurs [de la loi] qui dirigeaient leur travail contre ceux-ci.<sup>165</sup>

Plusieurs autres fonctionnaires continuent de faire l'objet d'enquêtes ou sont en procès, dont certains nommés par Noguera ou promus par celui-ci pour leur participation dans des activités illégales, mais le jugement récent de Noguera par la plus haute cour du pays constitue certainement l'une des plus importantes condamnations d'un haut fonctionnaire colombien, qui plus est aussi proche de l'ex-président Uribe. Toutefois, au-delà de favoriser l'action paramilitaire et de participer à l'assassinat de citoyens, le DAS aurait également mené des activités de surveillance et orchestré des menaces contre des journalistes, des défenseurs de droits humains et des politiciens d'opposition dès les années 2003-2004<sup>166</sup>. En somme, certaines des activités illégales du DAS durant l'administration de Noguera ne représentaient que le début de ce qui sera plus tard connu sous le nom des « chuzadas du DAS ».

### *Les chuzadas*

Le second scandale ayant touché le DAS, plus récent, est apparu dans les médias durant le deuxième mandat de l'administration Uribe. Dès 2007, un premier scandale d'écoutes illégales par le DAS avait coûté leur poste à onze généraux de la police<sup>167</sup>. Cependant, c'est le sénateur du PDA<sup>168</sup> Gustavo Petro, en octobre 2008, qui fut l'une des premières personnes à dénoncer la continuité de cette pratique dont il prouva qu'il

<sup>165</sup> *Ibid.*

<sup>166</sup> ONU (Consejo de Derechos Humanos), *op. cit.* p.6.

<sup>167</sup> El Espectador, 21 février 2009, « El DAS-gate y las 'chuzadas': vuelve y juega », *El Espectador*, [En ligne], <http://www.elespectador.com/impreso/judicial/articuloimpreso120201-el-das-gate-y-chuzadas-vuelve-y-juega> (Page consultée le 27 septembre 2011).

<sup>168</sup> Polo Democrático Alternativo: principale coalition de la gauche électorale colombienne, parti d'opposition.



était victime, ce qui obligea l'ex-directrice du DAS de l'époque, Maria Del Pilar Hurtado, à démissionner. C'est finalement en février 2009 que la revue colombienne *Semana* mit en lumière toute l'étendue des activités illégales du DAS<sup>169</sup>. L'expression *chuzadas*, utilisée pour désigner cette affaire, renvoie à des activités illégales d'écoutes téléphoniques, de violations de courrier et messages électroniques, de filatures et de consultation des comptes bancaires d'opposants politiques, de dirigeants sociaux, de défenseurs de droits humains, de journalistes et de magistrats de la Cour suprême réalisées par des agents du DAS, principalement entre 2004 et 2008. Ces pratiques auraient vu le jour, comme nous l'avons déjà mentionné, dès le mandat de l'ex-directeur Noguera et auraient donc continué par la suite.

Dans cette affaire, l'ex-directrice Del Pilar Hurtado se retrouve aujourd'hui au Panama après y avoir demandé et obtenu l'asile politique pour fuir la justice colombienne. Plusieurs autres hauts fonctionnaires de l'agence et de la présidence ont, de plus, se sont vu interdit d'occuper des fonctions publiques et font aujourd'hui face à d'autres accusations, dont l'ex-secrétaire général de la présidence sous Uribe, Bernardo Moreno. Les différentes sanctions disciplinaires et procès ouverts contre ces fonctionnaires n'ont cependant pas eu pour conséquence une disparition complète de ce type de pratiques illégales. Ainsi, la Haute-Commissaire pour les Droits de l'Homme des Nations Unies constatait, dans son rapport sur la situation des droits humains durant l'année 2010, que « [l]'office [le bureau du HCDH] en Colombie a continué de recevoir des informations sur des interceptions de courriers électroniques, filatures, harcèlements et menaces, vols d'informations, altérations de pages web et entrées illégales dans des bureaux et domiciles de diverses organisations de la société civile [...]»<sup>170</sup>.

---

<sup>169</sup> *Semana.com*, 21 février 2009, « El DAS sigue grabando », *Revista Semana*, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/das-sigue-grabando/120991-3.aspx> (Page consultée le 20 septembre 2011).

<sup>170</sup> ONU, 2011, *Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia*, [PDF disponible en ligne],



*Falsos positivos: pratique systématique et impunité*

Un autre scandale qui a vu le jour dans les dernières années, plus particulièrement durant l'année 2008, est celui qui est aujourd'hui connu sous le nom de *falsos positivos* ou *faux positifs*. Cette expression cherche à désigner une pratique qui s'est répandue principalement dans l'armée colombienne, particulièrement entre les années 2002 et 2008, et qui consiste à assassiner des civils innocents et non armés pour ensuite masquer les faits en faisant passer ces victimes pour des guérilleros abattus au cours de combats. Depuis la découverte de cette pratique, des milliers de cas ont été recensés<sup>171</sup>. Les militaires impliqués vont des simples soldats reconnus coupables d'avoir ainsi assassiné des civils pour obtenir des récompenses – congés, argent, promotions, etc. – à des militaires de plus haut rang ayant fermé les yeux ou entretenu ces comportements dans le but de gonfler les statistiques de la lutte au terrorisme<sup>172</sup>.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires en Colombie, Philippe Alston, soulignait, dans son rapport publié en mars 2010, que s'ils n'ont pas été le fait d'une politique d'État claire, les cas de *falsos positivos* ont pourtant suivi une logique systématique, existé dans de nombreuses régions et été perpétrés par diverses brigades, confirmant par le fait même qu'il ne s'agissait pas non plus d'une pratique marginale résultant de quelques « pommes

---

<http://www.hchr.org.co/documentoseinformes/informes/altocomisionado/informes.php3?cod=14&cat=11> (Page consultée le 15 septembre 2011), p.6.

<sup>171</sup> Le nombre varie selon les sources, cependant, le bureau du Haut-Commissariat pour les Droits de l'Homme en Colombie considérait en 2011 qu'il pourrait y avoir jusqu'à 3000 cas d'exécutions extrajudiciaires, « attribuées principalement à l'Armée ». ONU, 2011, op. cit., p.7. D'autres sources recensent quant-à elles jusqu'à 3796 cas d'exécutions extrajudiciaires entre les années 2002 et 2009. Voir: ODH-AC, juillet 2010, *Informe de la Red OIDHACO (Oficina Internacional de los Derechos Humanos-Acción Colombia) con ocasión del examen de Colombia por el Comité de Derechos Humanos de Naciones Unidas*, Genève, [Disponible en ligne], <http://www.oidhaco.org/?cat=1003&title=Reports&lang=es> (Page consultée le 17 septembre 2011) p.1.

<sup>172</sup> ONU, 2010, *Informe del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias*, Philip Alston, [PDF disponible en ligne], <http://www.ohchr.org/SP/Countries/LACRegion/Pages/COIndex.aspx> (Page consultée le 20 septembre 2011), p.13. Trois facteurs sont retenus par le rapporteur: la pression pour « montrer des résultats », les primes aux informateurs et aux soldats et l'impunité.

pourries » à l'intérieur des forces armées<sup>173</sup>. Ajoutons à cela que si des cas d'exécutions extrajudiciaires du même type ont certainement déjà été commis par le passé par les forces armées en Colombie, l'importance de leur nombre et le caractère systématique de cette pratique entre 2002 et 2008 mettent en évidence le lien entre les politiques sécuritaires mises en place sous la présidence d'Uribe et ces violations de droits humains et du droit humanitaire international.

Bien que certains militaires aient été jugés pour cette pratique<sup>174</sup>, la majorité des cas n'ont toujours pas été élucidés et les responsables encore moins jugés:

Le manque d'attribution de responsabilité pénale a été un facteur clé dans le fait que continuent de se produire des cas de *falsos positivos*. Le taux d'impunité des homicides attribués aux forces de sécurité est actuellement [mars 2010] estimé au chiffre alarmant de 98,5%. Les soldats savaient tout simplement qu'ils pouvaient commettre de tels actes et en sortir impunis.<sup>175</sup>

Toutefois, les actions entreprises par le gouvernement suite à l'éclatement du scandale au cours de l'année 2008 ont permis une réduction significative du nombre de cas de ce genre. Pourtant, cela n'empêche pas l'existence de nouveaux cas d'exécutions extrajudiciaires en 2009 et 2010 également<sup>176</sup>. De plus, l'impunité qui entoure ces crimes est demeurée élevée, comme nous l'avons déjà mentionné, et le nombre de cas où les soldats jugés se sont retrouvés libérés suite à des délais de procédure semble

<sup>173</sup> *Ibid.*, p.9.

<sup>174</sup> Selon un rapport sur les *falsos positivos* du CINEP, 54 membres de la Force publique sur 146 accusés ont reçu, entre 2001 et 2010, une sentence les condamnant pour des cas d'exécutions extrajudiciaires, tandis que 112 étaient en jugement au moment de la parution du rapport. Centro de Investigacion y Educacion Popular/Programa por la Paz (CINEP/PPP), mai 2011, '*Falsos Positivos*'2010: *Clamor por la verdad y la justicia*, [PDF disponible en ligne], [http://www.cinep.org.co/index.php?option=com\\_docman&Itemid=117](http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=117) (Page consultée le 20 septembre 2011), p.7.

<sup>175</sup> ONU, 2010, *op. cit.*, p.15.

<sup>176</sup> Selon ce document, il y aurait d'ailleurs une nouvelle augmentation des cas durant l'année 2010 par rapport à l'année 2009. Centro de Investigacion y Educacion Popular/Programa por la Paz (CINEP/PPP), mai 2011, *op. cit.*, p.5.

même être en augmentation<sup>177</sup>. La lumière est donc loin d'être faite sur l'ensemble de ces crimes et la lenteur des procédures actuelles laisse supposer qu'elle ne le sera peut-être jamais.

#### *Corruption et violences « sécuritaires »*

S'il est une chose que ces différents scandales mettent en lumière, c'est tout d'abord un important problème de corruption à différents échelons de l'État colombien, des forces armées et policières jusqu'à certains hauts fonctionnaires. Mais ce qui frappe peut-être plus encore, c'est l'étroitesse du lien qui unit la violence sociopolitique et l'État en Colombie. En effet, les victimes de ces différents actes illégaux commis par divers agents (et agences) de l'État, ou grâce à la collaboration de ceux-ci, sont nombreuses et diversifiées. Dans les cas impliquant le DAS, on retrouve des membres de regroupement des victimes de crimes d'État, des journalistes, des politiciens de l'opposition, des défenseurs des droits humains, des magistrats de la Cour suprême, etc. Dans le cas des *falsos positivos*, ce sont des milliers de civils « anonymes », mais aussi, dans certains autres cas, des défenseurs de droits humains, des membres de mouvements sociaux, etc. Si nombre de ces cas sont le fruit d'une « simple » corruption – des agents du DAS qui se font payer par les groupes paramilitaires pour des informations, des militaires qui tuent pour obtenir une prime quelconque – d'autres sont plutôt la conséquence de politiques « sécuritaires » qui ont dégénéré vers l'illégalité, voir la violence physique et les assassinats.

En effet, comme nous l'avons vu, la *Politique de Sécurité Démocratique* a activement participé à impliquer les civils dans le conflit armé<sup>178</sup>. Le document de présentation de celle-ci, en 2003, est d'ailleurs clair à cet effet: « La sécurité ne peut être atteinte

<sup>177</sup> Centro de Investigacion y Educacion Popular/Programa por la Paz (CINEP/PPP), août 2011, Bogotá (Colombia), *El legado de las politicas de Uribe: retos para el gobierno de Santos. Informe especial agosto de 2010*, [PDF disponible en ligne], [http://www.cinep.org.co/index.php?option=com\\_docman&Itemid=117](http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=117) (Page consultée le 25 septembre 2011), p.8.

<sup>178</sup> Fédération Internationale des Droits Humains, *op. cit.*, p.9.



seulement qu'avec les efforts de la Force Publique. Ce sera un effort de tout l'État, de tous les Colombiens. Une structure étatique forte, appuyée par la solidarité citoyenne [...] <sup>179</sup>. » Le réseau d'informateurs mis en place comme instrument de la PSD a d'ailleurs été désigné en 2010, par le rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires de l'ONU, comme l'un des éléments ayant participé à permettre la pratique des *falsos positivos*. Ainsi, dans certains cas,

[I]es victimes peuvent aussi être choisies par des « informateurs », qui les signalent comme guérilleros ou délinquants aux militaires, souvent en échange d'une récompense monétaire. Une fois que ces victimes sont assassinées, les forces militaires organisent un montage de la scène, avec différents degrés d'habileté, pour que cela paraisse être un homicide légitime ayant eu lieu au cours d'un combat. [...] Il est hautement préoccupant que des récompenses puissent constituer, pour les militaires, une source de financement expéditive pour payer les « recruteurs » qui les aident à commettre des « falsos positivos». <sup>180</sup>

Dans un tel contexte, il est probable que les fonctionnaires et les policiers qui ont participé aux activités illégales du DAS, par exemple, répondaient d'une certaine façon à des politiques de l'État au sens où – et cela même s'ils n'en ont pas eu la directive explicite du gouvernement – ils se sont sentis dans le droit et le devoir de surveiller les groupes et individus considérés, et parfois dénoncés par le président, comme suspects, même si cela signifiait enfreindre la loi ou commettre des crimes pour mener la tâche à bien:

Ces actions, dans plusieurs cas, avaient pour objectif d'invalider le travail des victimes [de crimes d'État] qui étaient considérées comme des « cibles légitimes » pour être de potentiels opposants aux politiques du gouvernement. Les activités illégales du DAS incluaient des écoutes des lignes

<sup>179</sup> Presidencia de la Republica – Ministerio de Defensa, 2003, *op. cit.*, p.7 et 61.

<sup>180</sup> ONU, 2010, *op. cit.*, p.8 et 14.

téléphoniques et électroniques, de la surveillance, du harcèlement et des menaces, le vol d'informations et l'entrée illégale dans des bureaux ou maisons. Cela a provoqué un climat de peur et d'insécurité et, dans certains cas, le sabotage et le discrédit du travail des défenseurs de droits humains.<sup>181</sup>

Ainsi l'affirmait, d'ailleurs, l'un des enquêteurs du DAS à la revue *Semana*, s'entretenant au sujet des individus et organisations surveillés dans le cadre des *chuzadas*: « Quelque personne ou entité que ce soit qui représente un éventuel danger pour le gouvernement doit être surveillée par le DAS<sup>182</sup> ». Quant aux cas des *falsos positivos*, ils ont permis de gonfler les chiffres de la lutte au « terrorisme » et de la Sécurité Démocratique et d'augmenter ainsi le prestige de l'armée colombienne et du gouvernement Uribe (avant l'éclatement du scandale à tout le moins). Lorsqu'une pratique telle que la mise à mort de guérilleros est encouragée comme elle l'était par des primes, et que peu de questions sont posées suite à ces mises à mort, il n'est pas étonnant que ce soit l'augmentation des statistiques plutôt que la véritable justice qui se retrouve favorisée. Les montages judiciaires contre les différents opposants – même potentiels – aux politiques du gouvernement colombien ne sont pas, finalement, si différents des montages orchestrés par les militaires dans le cadre des *falsos positivos*. Ils avaient d'ailleurs tous deux un objectif en commun, celui de répondre aux exigences de résultats dans la lutte contre l'« ennemi intérieur ».

### 2.3 La Colombie: contexte dangereux pour les mouvements de revendication

En somme, l'importance de considérer les groupes paramilitaires comme facteur décisif dans le contexte conflictuel de la Colombie ne fait pas de doute. Le paramilitarisme colombien s'est développé comme une réponse de l'État face à la menace insurrectionnelle, mais également comme un mode d'appropriation de la richesse et du pouvoir politique par ces groupes armés illégaux, ainsi que par des

<sup>181</sup> ONU (Consejo de Derechos Humanos), 2010, *op.cit.*, p.6.

<sup>182</sup> *Semana.com*, 21 février 2009, *op.cit.*



élites régionales et locales qui considéraient risquée l'ouverture à un système de démocratie représentative. Dans ce contexte, les luttes des différents mouvements sociaux et d'opposition politique aux politiques sociales, économiques et guerrières des divers niveaux de gouvernance colombiens se sont vues confrontées à une violence sans limites déployée par les groupes paramilitaires, dont des milliers de Colombiens ont été victimes. Les différents scandales apparus durant les années de présidence d'Álvaro Uribe ont démontré l'étroitesse des liens qui unissent le monde politique colombien et ces forces armées irrégulières, toujours actives malgré les accords de démobilisation du milieu de la dernière décennie. Les politiques de sécurité de l'ex-président ont également participé à approfondir l'implication des forces de sécurité de l'État dans la répression politique et sociale, dont les cas connus de *chuzadas* et de *falsos positivos* ne sont peut-être que la pointe visible de l'iceberg. Elles ont également cherché à impliquer directement les civils dans le conflit, que ce soit notamment par leur incorporation dans des réseaux de délation forts utiles aux forces armées dans leur chasse aux guérilleros, ou encore en les désignant – souvent à travers des déclarations du président Uribe lui-même – comme terroristes ou alliés de ceux-ci.

Comme nous l'avons vu au premier chapitre, les réponses qu'offre un État aux mouvements sociaux actifs sur son territoire peuvent se résumer, pour certains auteurs, à une situation d'ouverture ou de fermeture. En reprenant les termes de Daniel Cefaï, nous pouvons aisément situer l'État colombien dans la catégorie de ceux qui « ripostent aux mouvements de revendication par la répression, [...] en brisant par la menace ou la violence la résistance de la société civile<sup>183</sup> ». Sorte de « stratégies et procédures informelles<sup>184</sup> » de l'État colombien dans sa lutte à la subversion, les groupes paramilitaires sont les premiers responsables de cette répression, de cette menace, de cette violence, mais les forces de sécurité légitimes de

---

<sup>183</sup> Cefaï, Daniel, *op. cit.*, p.274.

<sup>184</sup> Kriesi, Hanspeter, 1995, *op. cit.*, p.173.

l'État sont également la source de nombreuses violations de droits humains à l'encontre de la population civile, et particulièrement contre les organisations politiques, sociales, et même judiciaires considérées par le gouvernement d'Álvaro Uribe comme des alliés du terrorisme. D'ailleurs, lorsque le gouvernement fait appel à sa « puissance symbolique<sup>185</sup> » en dénonçant certaines personnes, organisations ou groupes d'individus comme « terroristes », il ne fait pas qu'avoir « un effet vital sur la légitimation [...de ces] différents acteurs<sup>186</sup> » : cela a pour conséquence très concrète de transformer ces acteurs, dans le cadre du conflit social et armé colombien, en cibles pour les groupes paramilitaires. Dans un contexte aussi risqué pour les acteurs des mouvements sociaux, on peut presque considérer comme un euphémisme le fait de qualifier l'État colombien d'État « fermé » face à leur existence et à leurs revendications.

C'est dans ce contexte que les mouvements sociaux colombiens ont dû réaliser leurs activités, subissant souvent la répression directe de l'État, quand ce n'est pas celle des groupes paramilitaires. Menaces de mort, assassinats, déplacements, montages judiciaires, etc. ont constitué une constante dans l'histoire des mouvements sociaux colombiens au cours des vingt-cinq dernières années. Les réponses que les mouvements ont développées et qui leur ont permis de continuer à lutter malgré cette menace sont nombreuses et variées, peut-être particulières à chacun. Cela dit, s'ils n'ont pas encore renoncé ni disparu malgré l'intensité de la peur que cherche à engendrer cette répression, c'est qu'il existe des mécanismes – plus ou moins conscients – qui leur donnent le courage et les moyens de leurs idées. Le mouvement étudiant colombien a lui aussi subi les contrecoups de ces politiques sécuritaires répressives, de leurs dérives, ainsi que de la fermeture politique aux mouvements sociaux négociée dans l'ombre par des élites politico-économiques et des groupes hors-la-loi effrayés de l'existence de pensées critiques, avides de pouvoir et de profits.

---

<sup>185</sup> Cefai, Daniel, *op.cit.*, p.275.

<sup>186</sup> Della Porta, 1995, *op. cit.*, p.6.

C'est dans cette facette des mouvements sociaux confrontés à la violence que nous entrerons dans le prochain chapitre, en visitant le mouvement étudiant colombien, sa répression par les forces de sécurité de l'État et les groupes paramilitaires, ainsi que quelques-unes de ses réponses face à ce que les mouvements sociaux colombiens nomment le « terrorisme d'État ».

### CHAPITRE III

#### REGARD SUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT COLOMBIEN: RÉPRESSION ET RÉSISTANCE

Depuis des dizaines d'années, les mouvements sociaux et politiques colombiens se sont vus confrontés à de violentes formes de répression dans le contexte du conflit social et armé, répression dont l'État est, comme nous venons de le voir, responsable à plusieurs niveaux. Nourris d'une stratégie contre-insurrectionnelle héritée de la guerre froide, les groupes paramilitaires, mais également les forces de sécurité de l'État colombien, ont ainsi participé à la mise en place d'un contexte fort défavorable à la mobilisation sociale, où la vie même des militants des organisations des mouvements sociaux et politiques se trouve à risque. Au cours de la dernière décennie, sous le gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez, l'influence des forces paramilitaires sur le monde politique et économique colombien a atteint son apogée, tandis que la force publique – en pleine chasse aux « terroristes » – mettait à mal les droits et libertés des forces d'opposition au gouvernement. Il apparaît presque surprenant, dans ce contexte, que des hommes et des femmes aient résisté à la terreur ainsi générée, et que des mouvements sociaux aient persisté dans leurs mobilisations.

Les étudiants impliqués à différents niveaux du mouvement étudiant ne font donc pas exception. Ils ont eu, en effet, à composer avec de nombreuses violations de leurs droits les plus fondamentaux dans le cadre de leur participation à ce mouvement social, pour avoir participé et organisé des mobilisations remettant en question corruption, privilèges et politiques gouvernementales. Leurs luttes de la dernière

décennie ont porté sur de nombreux enjeux touchant tant les universités que la société colombienne dans son ensemble, faisant du mouvement étudiant l'un des plus importants mouvements sociaux en Colombie.

Nous verrons dans ce chapitre comment s'organisent en forces politiques les étudiants colombiens, quelles luttes ils ont mis de l'avant durant la dernière décennie, mais surtout le prix que nombre d'entre eux ont eu à payer pour leur participation au mouvement étudiant, notamment à partir de quelques exemples tirés d'entrevues réalisées avec certains étudiants membres actifs d'une des plus grandes associations étudiantes universitaires. Nous aborderons ensuite les conséquences de la répression paramilitaire et étatique sur le mouvement étudiant, avant de conclure en ouvrant notre réflexion sur quelques-unes des formes de résistance du mouvement étudiant colombien à cette répression qui nous apparaissent particulièrement pertinentes lorsqu'on se questionne sur la persistance des mouvements sociaux colombiens malgré la violence.

### 3.1 Le mouvement étudiant: acteurs et mobilisations

#### 3.1.1 La fourmilière étudiante colombienne

La répression vécue par les mouvements sociaux et politiques colombiens au cours des décennies 1980 et 1990 a durement affecté les organisations étudiantes, avec l'assassinat et le déplacement de plusieurs membres de celles-ci. Ce n'est que vers la fin des années 1990 que commence à véritablement se reformer le mouvement étudiant<sup>187</sup>. L'Asamblea Nacional de Estudiantes Universitarios (ANEU – Assemblée Nationale des Étudiants Universitaires) est d'abord fondée en 1992. Il s'agissait alors d'un espace de coordination de différentes forces politiques présentes au sein des universités colombiennes, dans le cadre duquel est réfléchi l'idée de fonder une

---

<sup>187</sup> Pour un historique plus complet du mouvement étudiant colombien, voir notamment Archila, Mauricio, 2012, « El movimiento estudiantil en Colombia », In Sader, Emir et Pablo Gentili (dir.), *Revista del Observatorio Social de America Latina*, Observatorio Social de America Latina, vol.13, no.31, Buenos Aires, pp.71-103.



organisation étudiante nationale regroupant toutes les tendances politiques. C'est ainsi que naît l'Asociación Colombiana de Estudiantes Universitarios (ACEU – Association Colombienne des Étudiants Universitaires) en 1998, bien qu'elle ne parvienne pas à rassembler l'ensemble des tendances politiques présentes dans les universités colombiennes comme elle le souhaitait. D'autres organisations étudiantes apparaissent au tournant du siècle, dont la Organización Colombiana de Estudiantes (OCE – l'Organisation Colombienne des Étudiants), la Federación de Estudiantes Nacional-Comisiones (FUN-Comisiones – Fédération Étudiante Nationale-Commissions) et plus tard, résultat d'une scission au sein de l'ACEU, la Federación de Estudiantes Universitarios (FEU – Fédération des Étudiants Universitaires). Bon nombre des militants et dirigeants de ces organisations sont issus de courants politiques clairement identifiés – jeunesse communiste (de tendance marxiste-léniniste), camilistes<sup>188</sup> guévaristes, jeunesse libérale, marxiste-léniniste-maoïste, etc. – dont les appréciations et les relations avec l'insurrection colombienne sont diverses et constituent l'une des sources de leurs divisions. Certaines de ces organisations étudiantes se veulent « corporatives » (*gremial* en espagnol), c'est-à-dire que l'appartenance à celles-ci s'établit sur la base d'une identité étudiante et d'une acceptation des statuts et valeurs défendues par l'organisation (c'est notamment le cas de l'ACEU et de la FEU par exemple), tandis que d'autres sont directement liées à des partis politiques et n'en sont pas indépendantes. Par exemple, si des membres de la jeunesse communiste et des jeunes s'identifiant comme camilistes peuvent agir ensemble au sein de l'ACEU, ceux-ci ne sont pas nécessairement les bienvenus dans l'OCE, à moins d'adopter les positions du parti politique Movimiento Obrero Independiente Revolucionario (MOIR – Mouvement Travailleur Indépendant Révolutionnaire), ou plutôt de faire partie de son aile jeunesse, la Juventude Patriótica

---

<sup>188</sup> De Camilo Torres Restrepo, prêtre colombien, penseur de la théologie de la libération, doyen de la faculté de sociologie de l'Université Nationale pendant quelques années et tué lors de combats, en 1966, alors qu'il avait rejoint l'Ejército de Liberación Nacional (ELN).

(Jupa – Jeunesse Patriotique), à laquelle appartiennent les membres de cette organisation étudiante.

Une chose est claire cependant – et cette affirmation de notre part relève tant de notre observation que des entrevues réalisées: le « mouvement étudiant colombien » est une fourmilière où agissent, de concert lorsque les enjeux l'imposent, une foule de groupes de réflexion, d'action et de vie politique et culturelle aux tendances nombreuses, dont les organisations étudiantes sont l'une des formes d'expression. Celles-ci en représentent la forme la plus « publique » – au contraire de certains groupes étudiants qui vont jusqu'à agir, dans une certaine mesure, dans la clandestinité, notamment ceux qui sont aux premières lignes des « tropels<sup>189</sup> » –, au sens où ce sont elles qui mettent en place et représentent les grandes mobilisations du mouvement étudiant. Nous avons choisi pour notre part de nous pencher plus particulièrement sur l'ACEU pour plusieurs raisons, notamment parce que cela rendait plus facile notre recherche du fait de notre connaissance préalable de certains de ses acteurs et de certaines de ses dynamiques. Ce choix est cependant également motivé par le fait qu'il s'agit de la plus grande association étudiante universitaire de la Colombie ainsi que de l'une de celles dont l'orientation est clairement étudiante – et non pas directement liée à un parti politique et dépendante de ses orientations –, car « ouverte à tous les Étudiants Universitaires qui le souhaitent et acceptent volontairement ses principes, objectifs et sa plateforme<sup>190</sup> ». De plus, nous pouvons considérer que la violence subie par les membres de cette organisation étudiante – qu'elle les vise pour leur appartenance à cette organisation, à une aile jeunesse d'un parti politique ou pour toute autre raison – est très semblable à celle vécue par ceux d'autres organisations étudiantes colombiennes, et qu'ainsi les conclusions que nous tirons de notre observation participante et de nos entrevues avec des membres de cette

<sup>189</sup> C'est ainsi que sont surnommées par les étudiants colombiens les grandes confrontations avec les forces policières lors de mobilisations ou de journées de commémoration.

<sup>190</sup> ACEU-Cauca, « Historia de la ACEU. Aceu una historia de lucha! », ACEU-Cauca, [En ligne], <http://aceucauca.blogspot.ca/2011/02/historia-de-la-aceu.html> (Page consultée le 6 juin 2012).

association valent également, en grande partie, pour l'ensemble du mouvement étudiant colombien.

La représentation étudiante s'effectue à plusieurs niveaux dans les universités colombiennes, et elle est en grande partie le résultat de luttes passées visant à gagner plus d'autonomie pour les membres de la communauté universitaire – étudiants, professeurs et employés – dans les prises de décision concernant les universités. Ainsi, dans la plupart des universités publiques, il existe deux principaux paliers de représentation: le conseil supérieur étudiant, où ne siègent que des étudiants et qui n'a pas réellement de pouvoir décisionnel quand à la gestion de l'université, ainsi que le conseil supérieur universitaire, où siègent des étudiants et des professeurs aux côtés de représentants du gouvernement et des acteurs socio-économiques de la région où se situe l'université, et qui constitue l'instance décisionnelle au sein des universités. Le choix des étudiants siégeant à ces conseils se fait par élections auxquelles participent les étudiants de l'université, durant lesquelles les différentes expressions politiques et organisationnelles étudiantes, mais aussi extérieures à l'université – gouverneur, maire, gouvernement colombien, classe économique locale, etc. – se font compétition pour faire élire leurs candidats. L'appartenance à une organisation étudiante comme l'ACEU se fait quant à elle sur une base volontaire, ce qui fait en sorte que plus d'une association peut exister sur un même campus, et jusque dans un même programme d'étude. Ce sont différents groupes de travail, collectifs d'action politique, groupes culturels, etc. ou individus présents dans les universités qui choisissent de s'« associer » à l'ACEU. Ce faisant, ils acceptent les statuts et principes de celle-ci, participent aux débats qui s'y tiennent et tentent, dans la mesure de leurs intérêts, d'orienter leurs actions de concert avec les autres groupes et membres de l'association pour mener des campagnes politiques. Les membres de l'association peuvent se présenter pour être élus sur des postes de représentation, que ce soit au niveau local ou national. Des représentants sont ainsi élus par université pour se joindre à la « junta nacional », d'où sont élus les membres de l'exécutif pour



chacune des régions et ceux de l'exécutif national dont la tâche est de mobiliser, dynamiser et coordonner le travail de l'ACEU au niveau national. Les exécutants nationaux prennent également en charge un aspect particulier de la mobilisation selon le principe des « secrétariats »: droits humains, éducation, organisation, relations internationales, communication, finances. Les exécutants régionaux mettent quant à eux en place des secrétariats de leur choix, selon les problématiques et intérêts régionaux. Ainsi, dans plusieurs régions, on retrouve des secrétariats pour la culture, femmes et genre, LGBT<sup>191</sup>, environnement, etc. qui n'existent pas, cependant, au niveau national. Ces différents niveaux de représentation correspondent également à ceux à partir desquels s'organisent les mobilisations du mouvement étudiant. En effet, les étudiants colombiens se mobilisent pour agir d'une part dans le cadre national et d'autre part autour d'enjeux locaux ou régionaux.

### 3.1.2 Les mobilisations de la dernière décennie<sup>192</sup>

Un grand nombre d'enjeux a motivé les différentes mobilisations étudiantes en Colombie au cours des années 2000, que ce soit lors de mobilisations au sein des universités, dans l'espace local ou régional, ou encore lors de mobilisations nationales. L'intensité de la mobilisation étudiante en fait le troisième acteur social colombien en importance en ce qui a trait à sa participation dans les luttes sociales ayant eu cours entre les années 2002 et 2009<sup>193</sup>. Leurs axes de lutte, à partir desquels nous aborderons plus en détail leurs mobilisations, peuvent être regroupés selon les

<sup>191</sup> Lesbiennes, Gais, Bisexuels, Trans-genres.

<sup>192</sup> Nous nous basons, dans cette partie, sur notre expérience personnelle du mouvement étudiant colombien, ainsi que, particulièrement, sur deux documents réalisés par le Centro de Investigacion y Educacion Popular (CINEP), un centre de recherche proche des mouvements sociaux colombiens et qui effectue plusieurs types de compilations, notamment en ce qui concerne les luttes sociales en Colombie.

<sup>193</sup> Selon une catégorisation effectuée par l'équipe « Mouvement sociaux » du CINEP. Viennent en première (27%) et seconde (19%) positions la population urbaine (luttant contre la corruption, le manque de service, les loyers, etc.) et les sans emplois (qui se mobilisent notamment contre le chômage et la violence) puis les étudiants en troisième position (13%). Equipo de Movimientos sociales-CINEP, novembre 2009, « Luchas sociales en Colombia 2002-2009 », dans CINEP, *Continuidad o Desembrujo? La Seguridad Democrática insiste y la esperanza resiste*, Colombia (s.l.), Antropos Ltda., pp.224-226.

thématiques suivantes: autonomie universitaire; éducation publique, de qualité, financée par l'État; une université critique et engagée envers la société colombienne.

#### *Autonomie universitaire*

Les étudiants ont tout d'abord cherché à faire respecter et élargir l'autonomie universitaire, c'est-à-dire à s'assurer que l'élection des membres des conseils supérieurs ou du rectorat ainsi que les décisions touchant l'université soient le fruit de discussions et de décisions portées par la communauté universitaire. Certaines mobilisations se sont, en ce sens, effectuées contre la corruption qui sévit dans plusieurs administrations d'université ainsi que contre l'influence, considérée néfaste, de politiciens régionaux ou de groupes paramilitaires dans les universités en ce qui concerne, par exemple, le choix des recteurs<sup>194</sup>. Elles ont visé également des tentatives de réforme de la part du gouvernement Uribe qui attaquaient, selon leur appréciation, cette autonomie qu'ils revendiquent:

[...] l'ingérence dans les affaires internes des centres éducatifs augmentait. L'autonomie universitaire, fer-de-lance de la lutte étudiante et professorale depuis les débuts du XX siècle en Amérique latine, était mise à mal par l'imposition de statuts académiques, étudiants, des changements dans les mécanismes de nomination des recteurs et doyens, la fusion de facultés (et collèges) [...]<sup>195</sup>

Ils se sont également mobilisés, dans l'idée de défendre l'autonomie universitaire, contre la présence policière, militaire ou paramilitaire sur les campus, notamment lorsque le gouvernement Uribe, en 2008, a finalement imposé l'entrée de la force publique sur les terrains universitaires dans le cadre des mobilisations étudiantes sans considération des décisions prises par les directions d'université.

<sup>194</sup> Garcia Velandia, Martha Cecilia, 2012, « Una Decada de luchas estudiantiles », *Cien Dias Vistos por el CINEP. Una decada de luchas estudiantiles*, no.74, p.19.

<sup>195</sup> Equipo de Movimientos sociales-CINEP, *op. Cit.*, p.226-227.



Le jour suivant cet ordre [présidentiel] une journée nationale de protestation contre la militarisation de la contestation étudiante et la stigmatisation gouvernementale des étudiants comme terroristes a commencée, et il fut rappelé au chef d'État que la majorité des institutions éducatives publiques sont en déficit de financement.<sup>196</sup>

Dans ce même ordre d'idées, les étudiants colombiens se sont, dans certains cas, battu contre l'installation de compagnies de sécurité privées sur les campus (au détriment de gardes de sécurité employés par l'université), craignant l'introduction ce faisant de paramilitaires sur les campus (de nombreux paramilitaires « démobilisés » faisant en effet partie de compagnies de sécurité privées selon certains représentants étudiants<sup>197</sup>) et/ou la surveillance des activités politiques étudiantes<sup>198</sup>.

#### *Une éducation publique (financée par l'État) et de qualité*

Un certain nombre d'universités colombiennes sont apparues, au fil des années 2000, comme aux prises avec de graves problèmes de déficits. Face à cette situation, les solutions privilégiées par les administrations universitaires et les gouvernements ont à leur tour bien souvent provoqué la mobilisation étudiante<sup>199</sup>: augmentation des frais d'inscription, diminution du corps professoral au profit de chargés de cours, restructuration des cursus universitaires pour réduire leur durée ou leur contenu ou encore disparition, diminution ou gel des ressources allouées au bien-être étudiant (salons, cafétérias, salles d'ordinateur, etc.). De même, certaines universités régionales sont passées bien près d'être tout simplement fermées, comme l'ont été certains hôpitaux universitaires<sup>200</sup>. Les mobilisations étudiantes, dans ce contexte, ont

---

<sup>196</sup> *Ibid.*, p.227.

<sup>197</sup> Les noms des personnes que nous avons interviewé et qui sont utilisés dans ce mémoire ont été changés, pour tenter de préserver l'identité des personnes. Leurs fonctions, cependant, sont véridiques. Entrevue avec Manuela Hernández, secrétaire aux Droits Humains (2006-...) de l'Association Colombienne des ÉtudiantEs Universitaires (ACEU), novembre 2010.

<sup>198</sup> Equipo de Movimientos Sociales-CINEP, *op. Cit.*, p.227.

<sup>199</sup> Martha Cecilia Garcia, *op cit.*, pp.18-19.

<sup>200</sup> Equipo de Movimientos Sociales-CINEP, *op. cit.*, p.226.

visé à défendre la qualité de l'enseignement, le caractère public, financé par l'État, de l'université de même que ce que les étudiants colombiens nomment le « bien-être étudiant intégral ». Des réformes et politiques mises en place par le gouvernement Uribe visant le système universitaire ou son financement ont également constitué des moments de mobilisation, particulièrement en 2007<sup>201</sup>:

La férocité démontrée par le président Uribe pour battre militairement l'insurrection et ses stratégies économiques et fiscales pour augmenter les ressources destinées à la guerre se sont accompagnées de discours et actions cherchant à réduire les ressources pour l'investissement social, comme l'ont mis en lumière les étudiants lorsqu'ils ont dénoncé: l'objectif d'autofinancement des universités du gouvernement; la diminution des montants assignés aux centres éducatifs par les gouvernements départementaux dans leurs financements annuels, quand ce n'est pas l'oubli de les inclure dans ces derniers; [... etc.]. Le mouvement étudiant a également publiquement mis en lumière la proposition contenue dans le plan national de développement élaboré en 2006, qui [...] diminuait ostensiblement le financement destiné aux activités académiques.<sup>202</sup>

### *Une Université critique et engagée*

L'engagement « critique » envers la société constitue un aspect central de l'action du mouvement étudiant colombien, comme le présente d'ailleurs l'ACEU dans son programme minimal: « Une Université engagée avec la réalité nationale, avec une conscience critique d'elle-même et de la nation<sup>203</sup> ». Cela s'est traduit notamment, au niveau local ou régional, par la diffusion d'informations ou la réalisation de mobilisations par divers groupes étudiants liés à l'ACEU contre certains projets touchant l'environnement ou l'économie des régions et considérés comme néfastes

<sup>201</sup> Archila, Mauricio, *op. cit.*, p.90.

<sup>202</sup> Equipo de Movimientos sociales-CINEP, *op. cit.*, p.226.

<sup>203</sup> ACEU-Cauca, *op. cit.*

pour celles-ci<sup>204</sup>. De même, au niveau national, la défense de la « souveraineté nationale<sup>205</sup> » a amené le mouvement étudiant à se mobiliser au côté d'autres groupes sociaux contre la signature des traités de libre-échange (TLC), particulièrement avec les États-Unis<sup>206</sup>, ou encore contre la présence de bases militaires américaines sur le territoire colombien<sup>207</sup>. Quant au conflit social et armé qui sévit en Colombie, il constitue également un sujet de réflexion et de mobilisation pour les étudiants colombiens, qui militent pour une solution politique négociée – à travers des accords de paix – à celui-ci<sup>208</sup>. Finalement, d'autres sujets d'intérêt public ont également fait l'objet de mobilisations et de réflexions de la part du mouvement étudiant, notamment les réformes au système de santé entreprises par le gouvernement colombien<sup>209</sup>, mais surtout celles visant la constitution colombienne et qui ont permis la réélection immédiate (deux mandats consécutifs) d'Álvaro Uribe à la présidence<sup>210</sup>.

En résumé, « [l]e financement des universités publiques, l'autonomie, le bien-être universitaire, la qualité académique, les libertés démocratiques et la participation à des sujets qui impliquent la société dans son ensemble sont les thèmes qui ont motivé la mobilisation étudiante durant la dernière décennie [...]»<sup>211</sup>. Ainsi, bien que les luttes étudiantes se soient articulées en grande partie autour d'enjeux liés à l'Université, celles-ci se sont effectuées dans la perspective d'une université faisant partie de sa société et engagée envers celle-ci, et non comme des luttes particularistes ou corporatives. S'il n'est pas rare de voir des mobilisations particularistes se parer de la défense d'intérêts plus large, cherchant en cela à gagner des appuis, on ne peut nier,

---

<sup>204</sup> Victor Ramirez durant une entrevue avec un groupe d'étudiants de Neiva, décembre 2010, Neiva.

<sup>205</sup> ACEU-Cauca, *op. cit.*

<sup>206</sup> Archila, Mauricio, *op. cit.*, p.90.

<sup>207</sup> Cumbre Nacional de Organizaciones Sociales y Políticas, 23 août 2009, « Convocatoria a la Accion Política y la Movilizacion Social », dans ACEU, Septembre 2009, *La Mochila - donde cabemos todos. Organo de difusion de la Asociacion Colombiana de Estudiantes Universitarios*, no.15, p.8.

<sup>208</sup> ACEU-Cauca, *op. cit.*

<sup>209</sup> Martha Cecilia Garcia, *op. cit.*, p.20.

<sup>210</sup> Archila, Mauricio, *op. cit.*, p.90.

<sup>211</sup> Martha Cecilia Garcia, *op. cit.*, p.17.

dans le cas du mouvement étudiant colombien, qu'il émane des mobilisations étudiantes un sentiment de devoir – peut-être pourrions-nous dire une forme de patriotisme – envers la nation colombienne et le peuple qui la compose. En développant de multiples mobilisations touchant une grande variété d'enjeux, le mouvement étudiant colombien s'est exposé aux représailles des forces de sécurité de l'État et du paramilitarisme. Associés par l'État colombien et les groupes paramilitaires à « l'ennemi », les étudiants ont eu à composer avec ce qu'ils considèrent eux-mêmes être une grave « crise humanitaire dans les universités colombiennes<sup>212</sup> ».

### 3.2 La crise des droits humains dans les universités colombiennes

Les pages précédentes ne présentaient qu'un résumé des thématiques ayant motivé les actions entreprises par le mouvement étudiant colombien durant la dernière décennie. D'autres sujets ont également préoccupé le mouvement étudiant durant ces années, dont l'un des plus importants est sans contredit les violations de droits humains qui sévissent dans les universités colombiennes et au sein de sa communauté. En effet, comme l'affirme en entrevue José Fernando, l'université colombienne fait face à « une double confrontation<sup>213</sup> »: l'une qui touche son financement, sa qualité, son aspect public et autonome, l'autre qui vise plutôt ses acteurs principaux – étudiants, professeurs et travailleurs – et qui prétend limiter l'impact de ceux-ci sur l'Université et la société colombienne en déployant une répression violente à leur rencontre.

Dans ce contexte, des mobilisations organisées par les acteurs universitaires – le mouvement étudiant en tête – ont cherché à réagir, dénoncer et répondre aux violences: manifestations suite à l'assassinat d'étudiants dans le cadre de mobilisations ou dans d'autres circonstances; dénonciations nationales et

<sup>212</sup> MOVICE, s.d, *Acta no.11 - Audiencia Ciudadana Crisis de la Universidad Colombiana*, Document interne, p.1.

<sup>213</sup> Ancien secrétaire aux droits humains de l'ACEU (2002-2006), secrétaire exécutif du Comité Permanent pour les Droits Humains (CPDH), entrevue novembre 2010, Bogotá.

internationales; organisation d'événements de dénonciation de cas – notamment l'« Audiencia Ciudadana Crisis de la Universidad » à laquelle nous avons participé –; journées commémoratives (dia del estudiante [caído]<sup>214</sup>); campagnes politiques et de droits humains, notamment pour le démantèlement de l'ESMAD (Escuadron Movil Antidisturbios – unité antiémeute de la police colombienne responsable de nombreuses morts) et pour la libération des prisonniers politiques du mouvement étudiant; etc. Ces mobilisations répondaient ainsi aux importantes violations de droits humains et violences dont est victime la communauté universitaire, et qui prennent différentes formes: menaces de mort, déplacements forcés, assassinats, détentions arbitraires, judiciarisation abusives et non fondées, cas de torture, etc.

Durant la période qui nous intéresse, professeurs, étudiants et travailleurs des universités n'ont donc pas complètement baissé les bras face à ces formes de violence qui cherchaient, par l'instauration d'un climat de terreur et la disparition physique des personnes dans les cas d'assassinat ou de déplacement, à limiter leur action politique ou syndicale, ainsi que leurs dénonciations des politiques de l'État colombien, notamment en ce qui a trait aux violations de droits humains. Ils ont plutôt, face à celles-ci, « refusé la peur et la stigmatisation et, à travers des actions symboliques, ils ont cherché à défendre l'Université comme espace de vie, de liberté et de connaissance<sup>215</sup> ». À partir d'entrevues réalisées avec des membres du mouvement étudiant colombien – tous victime d'une façon ou d'une autre de la violence en question – ainsi que de différents rapports concernant les droits humains dans le mouvement étudiant colombien, nous tenterons avant toute chose de dresser un portrait – partiel sans aucun doute – de la situation des droits humains dans les universités. Nous chercherons à en comprendre la dynamique avant de mettre en lumière les conséquences de cette crise sur le mouvement étudiant.

<sup>214</sup> Journée de l'étudiant, parfois journée de l'étudiant « tombé au combat ».

<sup>215</sup> Equipo de Movimientos Sociales-CINEP, *op. cit.*, p.227.



### 3.2.1 Portrait de la situation dans les universités colombiennes

Manuela Hernández et José Fernando habitaient et étudiaient à Cúcuta en 2003 quand leur ville fut frappée par une vague de violence paramilitaire. Membres très actifs de l'ACEU dans la région, ils en ont été à la fois témoins et victimes. Dans cette capitale du département Norte de Santander, à la frontière avec le Venezuela, deux étudiants – Edwin Lopez et Gerson Gallardo – furent assassinés tandis que plusieurs autres durent se déplacer.

Edwin était une personne très impliquée dans le mouvement étudiant, l'un des fondateurs de l'ACEU dans la région. Edwin était un poète, et un danseur. Il aimait beaucoup la culture, l'art, la poésie, et c'était ça son monde. Il a aidé à construire le mouvement étudiant à partir de l'art. Gerson était une personne beaucoup plus activiste, également fondateur de l'ACEU, étudiant de chimie [...]<sup>216</sup>.

S'ils n'étaient pas partis de Cúcuta, peut-être José et Manuela auraient-ils également fait partie des personnes disparues. Leurs noms apparaissaient en effet sur la liste des personnes menacées par les groupes paramilitaires dans la région, aux côtés de ceux d'Edwin et de Gerson.

Ils les ont enlevés supposément parce qu'ils appartenaient au ELN. Ils les ont torturés, beaucoup, beaucoup. À nous qui étions à l'Université [impliqués] avec eux, ils nous ont également tous menacés. Évidemment, tout ça a généré de la terreur, le fait qu'ils les aient enlevés, qu'ils persécutent nos familles, qu'ils appellent chez nous, que viennent nous chercher des hommes armés à la maison, que se passe tout ce qui s'est passé, cela a généré de la terreur et nous sommes sortis de la ville.<sup>217</sup>

Aujourd'hui, Manuela et José vivent à Bogotá, la capitale du pays, déplacés comme

<sup>216</sup> Entrevue avec José Fernando, novembre 2010, Bogotá.

<sup>217</sup> Entrevue avec Manuela Hernández, novembre 2010, Bogotá.

plus de trois millions d'autres personnes en Colombie par la violence et la terreur que celle-ci provoque. S'ils attribuent cette violence aux groupes paramilitaires, ils considèrent cependant – peut-être même avant tout – que l'État colombien en est l'un des premiers responsables. « Ce que nous dénonçons, c'est qu'il y ait toujours eu une complicité des institutions de l'État, d'un quelconque membre autant de la force publique que du gouvernement lui-même, face aux morts sélectives, menaces et persécutions contre la communauté étudiante.<sup>218</sup> » Gerson et Edwin, mais aussi Manuela et José, ont en ce sens payé le prix fort pour appartenir à une jeunesse engagée quand, en 2003, « [s]'est mise en place toute une politique de persécution [...] d'élimination systématique de toute l'opposition à Cúcuta. Et cette élimination visait des défenseurs de droits humains, des syndicats et des étudiants<sup>219</sup> ». Pour Manuela, en effet, cette violence n'était pas dirigée spécifiquement contre elle, mais bien contre le mouvement critique dont elle incarnait l'une des figures dirigeantes:

Quand on attente à la vie d'une personne, on n'attente pas seulement contre la personne. On attente contre des idées politiques, contre le refus d'autres idées politiques, d'autres idéaux, à partir d'idées politiques [...] et ultimement, ce qui est fait, c'est limiter la possibilité qu'une personne, comme sujet social, continue de construire autour d'elle de nouvelles dynamiques, de nouvelles idées et de nouveaux sujets politiques [...]<sup>220</sup>.

Juan Garcia, originaire de la ville de Palmira, partage avec José et Manuela cette expérience du déplacement forcé. Militant de l'ACEU responsable de la question des droits humains dans son université, membre de la jeunesse communiste et plus tard du parti communiste, il a dû quitter sa région, sa famille et ses études par deux fois suite à des menaces de mort, apparues notamment à l'Université sous la forme de pamphlets signés par les Aguilas Negras, un groupe paramilitaire qui n'a pas participé

<sup>218</sup> Entrevue avec Manuela Hernández, novembre 2010, Bogotá.

<sup>219</sup> Entrevue avec José Fernando, novembre 2010, Bogotá.

<sup>220</sup> Entrevue avec Manuela Hernández, novembre 2010, Bogotá.

au processus de démobilisation. Au moment où nous l'avons rencontré à Bogotá, il s'y trouvait encore exilé<sup>221</sup>. Santiago Lopez, militant de l'ACEU et ancien étudiant de l'Université Sur Colombiana de la ville de Neiva, a lui aussi vécu une situation similaire. Quand, durant l'année 1999 et le début des années 2000, furent déplacés de nombreux militants étudiants de sa ville suite à des menaces, Santiago – alors fraîchement sorti du collège où il commençait son implication étudiante – participa avec d'autres jeunes étudiants universitaires à reconstruire le mouvement dans sa région. Il devint, vers la fin de l'année 2002, représentant étudiant sur le Conseil supérieur de son université, poste qu'il occupa jusqu'en 2005, année où il quitta la région après avoir reçu de nombreuses menaces. De façon générale, dans les cas où le mouvement étudiant est impliqué, les menaces prennent la forme de pamphlets distribués dans les universités, de courriels envoyés aux associations, d'appels téléphoniques, quand elles ne se font pas de vive voix ou même parfois, plus sournoisement, par l'instauration d'un climat de surveillance où les personnes se sentent constamment observées (filatures évidentes, résidences surveillées, etc.). Bien souvent, ces différentes formes de menaces se combinent comme ce fût notamment le cas pour Santiago. En effet, plusieurs événements l'amènèrent à comprendre qu'il était suivi et qu'il représentait une cible pour des organisations paramilitaires et les forces de sécurité. Un groupe d'avocats militants (du Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo) lui conseillèrent alors de quitter la région pour un temps, le collectif ayant en sa possession des informations selon lesquelles Santiago et un autre étudiant couraient un danger. Ces derniers devaient, selon les avocats, partir dès le lendemain de leur entretien pour s'installer à Bogotá en attendant que les choses se calment, ce que les deux jeunes représentants étudiants refusèrent de faire. Un jour, alors qu'il se rendait à pied à l'université, deux hommes se déplaçant à moto le suivirent un moment, puis lui bloquèrent la route et le menacèrent:

---

<sup>221</sup> Entrevue avec Juan Garcia, décembre 2010, Bogotá.

« Regarde petit guérillero fils de pute, nous savons dans quoi tu es impliqué, c'est la seule fois que nous te le dirons, si tu continues à faire le con nous allons te tuer. » L'homme derrière la moto me montre une arme qu'il tient, un revolver, et ils partent sur une moto sans plaque [...] Pour moi cela s'inscrit dans des moments particuliers: c'était un moment de conflit autour du rectorat de l'université où nous avons assumé l'opposition [...], où il y avait des informations sur l'arrivée de paramilitaires dans certaines municipalités du Huila, provenant du département du Putumayo qui se situe plus au sud [...] <sup>222</sup>

Déjà menacé en 1998 alors qu'il était représentant étudiant de son collègue, il refusa de quitter Neiva plusieurs fois avant 2005 malgré sa situation, que plusieurs autour de lui considéraient alarmante. C'est finalement dans le cadre d'un programme de soutien aux défenseurs de droits humains et aux dirigeants sociaux menacés qu'il fut accueilli pour six mois en Espagne à la fin de l'année 2005. À son retour, il décida d'entreprendre de nouvelles études à Bogotá et de ne pas rentrer à Neiva.

Un autre étudiant de l'Université Sur Colombiana rencontré à Neiva, Victor Ramirez, a pour sa part vécu un exemple de ce que plusieurs acteurs sociaux colombiens qualifient de « falso positivo judicial ». Étudiant en Sciences naturelles à l'Université Sur Colombiana, militant de l'ACEU particulièrement impliqué dans les questions environnementales dans la région de Neiva, il fût arrêté en 2007 sous l'accusation d'être un membre des FARC. Même son arrestation par des membres du GAULA (unité des forces armées chargée de lutter contre les enlèvements et extorsions) lui est apparue comme une tentative d'assassinat manquée durant laquelle des agents en civil ont tenté de le faire tomber de sa moto, puis ont tiré vers lui à deux reprises à partir d'une moto et d'un taxi. Le fait qu'il se soit réfugié dans un commerce dont il connaissait la propriétaire lui a peut-être permis de ne pas être assassiné, des

---

<sup>222</sup> Entrevue avec Santiago Lopez, décembre 2010, Bogotá.



témoins étant sur place pour constater son arrestation<sup>223</sup>. Victime de torture et de coups, il fut finalement emprisonné durant environ quatre mois avant d'être relâché faute de preuves concernant son implication avec un groupe armé illégal. L'annexe I, document réalisé par le Comité Permanente por los Derechos Humanos (CPDH), relate son arrestation et ses premiers jours d'emprisonnement et correspond en grande partie au récit qu'ils nous en a fait en entrevue (document en espagnol). Des menaces de mort ayant accompagné son incarcération, il s'est trouvé dans l'obligation de quitter sa ville pendant deux années suite à sa libération:

C'est ainsi qu'après quatre mois et seize jours je suis sorti de la prison, avec plusieurs mesures de sécurité en plus, car à mon entrée, les organismes de sécurité m'avaient dit que s'ils ne pouvaient pas me judiciairiser pendant un bon moment en prison ils allaient probablement m'assassiner. C'est la raison qui m'a poussé à partir de la ville. Je me suis réfugié à Bogotá durant deux années, éloigné de ma famille, des processus qui se développaient à ce moment-là [à Neiva], et cela autant pour sauver ma vie que celle de ma famille qui, à ce moment-là, courrait un risque du fait de mon activité politique. C'est ainsi que j'ai repris des forces, j'ai pu respirer à nouveau et j'ai décidé de revenir à l'université, pour continuer mes études et de la même façon j'ai repris la lutte étudiante, comme principe, comme étendard de la jeunesse communiste [...] <sup>224</sup>.

En effet, malgré cet épisode, Victor continue, au moment de l'entrevue, son implication dans le mouvement étudiant de Neiva en tant que représentant étudiant au Conseil supérieur de l'Université Sur Colombiana, au même titre que Manuela, Santiago, José ou Juan qui, ayant connu les menaces, les assassinats et le déplacement, ont été marqués par la violence sans pour autant abandonner la lutte

<sup>223</sup> Cette dame permettra d'ailleurs à Victor d'éviter la prison, attestant qu'il était entré dans son commerce sans sac, rendant caduque le montage orchestré par les agents du GAULA qui prétendaient l'avoir capturé dans le commerce avec en sa possession un sac contenant une grenade et un pistolet.

<sup>224</sup> Victor Ramirez durant une entrevue avec un groupe d'étudiants de Neiva, décembre 2010, Neiva.



étudiante face à la terreur.

Les cas recensés précédemment sont des histoires personnelles qui permettent de voir les êtres humains derrière une réalité qu'on ne décrit bien souvent qu'aidé d'une longue série de statistiques. Le déplacement forcé, notamment, apparaît ici comme un drame plutôt que comme un concept légal. Ces cas sont cependant bien loin de permettre de comprendre l'ampleur de la violence, tant celle-ci prend des formes et des niveaux variés d'une région à l'autre, d'une histoire à l'autre. Ces exemples ne témoignent que partiellement des contextes vécus sur le Campus de Palmira de l'Université Nationale, à l'Université Surcolombiana de Neiva ou à celles de Pamplona et de Francisco de Paola de Santander dans la région de Cúcuta. Ce sont là des universités dont les niveaux de violence au cours de la dernière décennie ont cependant été relativement bas si on les compare à d'autres comme l'Université de Córdoba, l'Université Industrial de Santander ou encore celle d'Antioquia, dont les niveaux sont certainement parmi les plus élevés des universités colombiennes. Quoi qu'il en soit, cette violence contre la population étudiante – et particulièrement contre ceux et celles qui s'impliquent d'une façon ou d'une autre dans le mouvement étudiant – n'est pas chose nouvelle dans l'histoire de la Colombie. Elle a cependant pris une ampleur nouvelle suite aux négociations de paix avortées sous le gouvernement Pastrana, dans un contexte de présence sans précédent du paramilitarisme à l'intérieur des universités et dans le cadre de la « Sécurité Démocratique » du président Uribe :

Sur 19 années entre 1985 et 2004, le nombre total de violations de droits humains enregistrées contre des étudiants était de 93, alors que dans les trois dernières années seulement (2006-2008), un total de 99 violations ont été perpétrées. [...] Les abus auxquels font face les étudiants universitaires sont systématiques; ils ont lieu dans les universités à travers le pays et les étudiants impliqués dans des campagnes ou membres de groupes étudiants comme l'Association Colombienne des ÉtudiantEs Universitaires (ACEU) ou la Fédération des ÉtudiantEs Universitaires (FEU) ont été les

plus fortement touchés.<sup>225</sup>

Si, comme nous l'avons vu, deux étudiants ont été assassinés à Cúcuta en 2003, ce sont au moins 23 étudiantEs – dont 5 dans la seule première moitié de l'année 2009 – qui ont connu le même sort entre 2002 et 2009 sur tout le territoire de la Colombie, aux mains des forces policières, de l'armée ou de groupes paramilitaires. Durant la même période, au moins une vingtaine d'étudiants se sont retrouvés dans la même situation que José, Manuela, Santiago, Juan ou Victor, déplacés de leur région par la peur, suite à des menaces et/ou à des assassinats d'étudiants militant avec eux. Pour José, d'ailleurs, ce nombre de déplacés « connus » est probablement bien inférieur au nombre véritable, compte tenu du fait qu'« [i]l y a beaucoup de déplacement non identifié chez les étudiants. Plusieurs parce qu'ils ont été menacés par des professeurs travaillant pour les paramilitaires, parce qu'ils ont été persécutés, ou parce qu'ils n'étaient pas des dirigeants étudiants, mais d'autres types de dirigeants dans l'Université [journal, théâtre, etc...] <sup>226</sup> », des situations qui sont peut-être plus difficiles à recenser pour le mouvement étudiant et les organisations de défense des droits humains que les cas des dirigeants étudiants. À ces assassinats et déplacements, il faut également ajouter plusieurs cas de détentions arbitraires, disparitions forcées, menaces de mort, torture, etc. En ce sens, entre 2006 et 2008 seulement,

57 death threats were directed at individual student leaders or student organizations. Physical injury was caused in at least eight cases, as these threats were being made. [...tandis que t]here were 20 incidents of students being detained without arrest warrants and subjected to physical abuse or in some cases torture.<sup>227</sup>

La violence envers le mouvement étudiant n'est cependant pas la même d'une

<sup>225</sup> Justice for Colombia et al., *op. cit.* p.5.

<sup>226</sup> Entrevue avec José Fernando, novembre 2010, Bogotá.

<sup>227</sup> UNESCO, 2010, « Colombia », *Education under attack 2010*, p.182.

université à l'autre, dépendant notamment de la région dans laquelle celle-ci est située. En effet, nous l'avons vu, le mouvement étudiant est associé par les forces de sécurité colombiennes et les groupes paramilitaires, dans la logique de la lutte contre-insurrectionnelle, aux forces subversives qui pratiquent extorsions et enlèvements et qui attentent, en finalité, à la souveraineté de l'État colombien. C'est là l'une des principales raisons qui expliquent la répression dont sont victimes les étudiants lorsqu'ils se mobilisent ou lorsqu'ils s'organisent politiquement, au même titre que les autres acteurs de la communauté universitaire. Le mouvement étudiant est également victime de violence parce que nombre de ses luttes remettent en question – parfois simplement en idée, lorsqu'ils évoquent une Colombie différente – le pouvoir et les projets d'élites locales, régionales ou nationales ainsi que celui des groupes paramilitaires. Une autre raison tient cependant au fait que les universités reçoivent une grande part des ressources allouées par l'État colombien aux régions. Santiago Lopez parlait de l'Université Sur Colombiana comme de la deuxième entité en termes de subventions reçues du gouvernement central dans tout le département du Huila, après le gouvernement du Huila lui-même<sup>228</sup>. Sans nous avancer sur l'exactitude de cette donnée, il n'en reste pas moins que les ressources disponibles au sein des universités ont évidemment constitué un incitatif à s'ingérer dans les affaires universitaires pour les groupes paramilitaires, mais également les forces politiques et économiques qui se sont liées à celles-ci. C'est en partie ce qui explique la présence et le contrôle qu'ont cherché à développer les groupes paramilitaires sur ces centres d'enseignement, de même que la répression vécue par la communauté universitaire lorsqu'elle cherchait à dénoncer la corruption ou revendiquait le respect de son autonomie. Les différences dans la violence rencontrée dans les universités s'expliquent également en partie par ce facteur, variant selon l'importance des ressources gérées par une université par rapport à l'activité économique d'une région, selon l'importance de la présence paramilitaire dans cette région ainsi que selon les

---

<sup>228</sup> Entrevue avec Santiago Lopez, décembre 2010, , Bogotá.

possibilités pour ces groupes armés d'influencer les décisions prises dans cette université. Quant aux travailleurs et professeurs des universités colombiennes, ils ont également fait face aux mêmes violences que les étudiants dans l'exercice de leurs fonctions et dans le développement de leurs mobilisations, parfois de façon plus criante encore. Pour exemple, dans tout le réseau de l'enseignement, tous niveaux d'enseignement confondus, 267 professeurs ont été assassinés durant les années de la « Sécurité Démocratique » du président Uribe selon l'un des plus grands syndicats du pays, la Federación Colombiana de Educadores (FECODE)<sup>229</sup>. Les conséquences d'un tel contexte de violence dans les universités sur un mouvement social comme le mouvement étudiant colombien sont importantes à considérer et c'est ce que nous aborderons dans la partie suivante.

### 3.2.2 Les conséquences de la violence sur le mouvement étudiant

Devant de telles histoires, on s'indigne généralement, et à juste titre, du nombre élevé de morts et de l'importance de la violence déployée. On décrit plus rarement, cependant, les conséquences sur les personnes encore vivantes, victimes elles aussi de violence, ou sur les mouvements eux-mêmes. La terreur produite par l'assassinat de Gerson et Edwin ainsi que par les menaces de mort l'accompagnant auront poussé plusieurs personnes de Cúcuta au déplacement. Combien de militants quittent le mouvement étudiant – ou toute autre organisation sociale victime de violence – après avoir vécu de près ou de loin la violence générée, en partie, par la logique de sécurité de l'État? Quel effet cela a-t-il sur les organisations elles-mêmes et sur leur capacité à agir dans l'espace public?

---

<sup>229</sup> FECODE, 10 décembre 2010, *En el Día Internacional de los Derechos Humanos continua el genocidio contra el magisterio*, communiqué, p.1 [Également accessible en ligne] [http://www.ei-ie-al.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=322:en-el-dia-internacional-de-los-derechos-humanos-continua-el-genocidio-contra-el-magisterio-en-colombia&catid=65:colombia&Itemid=27](http://www.ei-ie-al.org/index.php?option=com_content&view=article&id=322:en-el-dia-internacional-de-los-derechos-humanos-continua-el-genocidio-contra-el-magisterio-en-colombia&catid=65:colombia&Itemid=27) (Page consultée le 5 mai 2012).



Pour Manuela, l'objectif de la violence déployée contre les étudiants et leurs organisations est « de faire taire et de désarticuler les organisations étudiantes. Et ça fonctionne [...] Et maintenant, ça a été très difficile de recommencer à fortifier cette organisation étudiante, cette organisation d'opinion critique et sociale à l'intérieur de l'université.<sup>230</sup> » En effet, dans le cas du mouvement étudiant universitaire de Cúcuta, autrefois l'un des mouvements les plus actifs autour des enjeux nationaux et régionaux, il semblerait que la violence ait eu comme conséquence de faire disparaître presque complètement le mouvement étudiant entre 2003 et 2010: « Ça a détruit, liquidé le mouvement étudiant [à Cúcuta]. Aujourd'hui, le mouvement étudiant dans le Norte de Santander est très faible, produit du déplacement. Non seulement le mouvement étudiant, mais également le mouvement des droits humains<sup>231</sup>. » Quant aux gens forcés de quitter leur région suite aux menaces, ils ne continuent pas tous à effectuer du travail politique comme l'ont fait, par exemple, ceux que nous avons rencontré. Ainsi, même si beaucoup de déplacés du mouvement étudiant se retrouvent à Bogotá – où de nombreuses mobilisations s'organisent –, selon José « la majorité des personnes ne continue pas dans le mouvement étudiant. Je crois que c'est une partie minime qui décide de continuer<sup>232</sup> ». De plus, bien que certains reviennent chez eux après un temps, d'autres – particulièrement ceux déplacés hors du pays – refont finalement leur vie ailleurs, parfois autrement: « C'est la question du déplacement. [...] Plusieurs de mes amis n'ont pas pu continuer leurs études<sup>233</sup> ». Juan reconnaît lui aussi que la violence générée par l'État et par les groupes paramilitaires atteint certains de ses objectifs:

Quand un dirigeant étudiant est assassiné, quand on menace et que l'on réussit à déplacer les gens de leurs lieux de travail [d'étude, de militance...] quand on réussit à intimider, bien entendu que le mouvement étudiant est durement touché [...]

<sup>230</sup> Entrevue avec Manuela Hernández, novembre 2010, Bogotá.

<sup>231</sup> Entrevue avec José Fernando, novembre 2010, Bogotá.

<sup>232</sup> *Ibid.*

<sup>233</sup> *Ibid.*



En plus de cela, avec un instrument légal, c'est-à-dire la judiciarisation de certains de nos compagnons qui, aujourd'hui, sont enfermés dans les prisons, ceux que nous revendiquons comme prisonniers politiques.<sup>234</sup>

Pour Santiago, l'une des plus graves conséquences de la violence pour le mouvement étudiant vient de la perte de l'expérience – et du partage de celle-ci – entre les différentes générations de militants. En d'autres termes, lorsque la violence a pour effet la disparition de dirigeants importants du mouvement dans une région – que ce soit par l'assassinat ou par le déplacement forcé –, le mouvement étudiant de cette région doit alors non seulement se relever de ces pertes, ce qui prend un certain temps, mais il doit également le faire avec des militants souvent plus jeunes, parfois moins impliqués (et en ce sens moins menacés), et qui ne bénéficient plus d'un partage de leurs luttes avec ceux qui, souvent, sont les militants ayant le plus d'expérience:

On menace les gens, on menace le mouvement étudiant, cela porte un coup au mouvement étudiant, beaucoup de gens quittent et viennent ensuite des périodes nouvelles, avec d'autres gens. Nous arrivons à assumer cela, mais avec le problème également que se perd, dans plusieurs cas, la possibilité d'apprendre avec d'autres. Avec des gens qui ont plus d'expérience, on n'a pas toujours besoin de repartir plusieurs fois à partir de zéro.<sup>235</sup>

De plus, si nombreux sont ceux qui, sous l'effet de la terreur générée par la répression, quittent le mouvement étudiant, d'autres se radicalisent et passent à des formes d'action plus violentes et clandestines (comme plusieurs étudiants qui organisent et participent aux « tropels »)<sup>236</sup>. En conclusion de son étude des cas allemand et italien, Della Porta émet notamment cette hypothèse concernant les

<sup>234</sup> Entrevue avec Juan Garcia, décembre 2010, Bogotá.

<sup>235</sup> Santiago Lopez, lors d'une entrevue avec un groupe d'étudiants de Neiva, décembre 2010, Neiva.

<sup>236</sup> Entrevue avec un groupe d'étudiants de Neiva, opinion émise par un étudiant membre d'un groupe camiliste, décembre 2010, Neiva.

conséquences probables d'une gestion policière des manifestations plus ou moins « dure » qui nous apparaît appuyer cette observation: « more repressive, diffuse, and hard techniques of policing tend to, [...] discourage the masse and peaceful protest while fueling the more radical-fringe<sup>237</sup> ». En élargissant ce concept de « policing » au politiques sécuritaires du gouvernement colombien, on comprend que, bien que les manifestations pacifiques et les organisations civiles (par opposition à celles liées aux groupes de guérilla) ne tendent pas à disparaître malgré ce contexte de violence, les individus qui se tournent vers des formes d'action plus violentes, parfois plus clandestines, contre la force publique, notamment lors des manifestations, sont évidemment influencés dans leurs choix par la violence déployée par l'État et les groupes paramilitaires. Celle-ci peut également jouer un rôle dans le fait que les organisations strictement étudiantes sont souvent moins « importantes » en terme d'implication pour les étudiants colombiens, moins solides et permanentes également, que les organisations « politiques » (jeunesses communiste, camiliste, libérale, etc.), où ils trouvent une militance plus sûre dans des structures qui existent souvent depuis plusieurs années – la jeunesse communiste existe, par exemple, depuis plus de soixante ans. Ces organisations politiques sont sans contredit fortement ancrées dans l'identité des jeunes qui y participent. C'est d'ailleurs bien souvent au sein de celles-ci que se « forment » des jeunes qui par la suite investissent le mouvement étudiant, ou c'est peut-être plutôt à *partir* de cette militance politique que de nombreux étudiants s'investissent dans le mouvement étudiant. D'ailleurs, les jeunes impliqués dans ces organisations sont également victime de répression, particulièrement de la part des forces paramilitaires, pour leur appartenance à ces groupes politiques. Comme nous le voyons, la frontière est mince entre le mouvement étudiant et les organisations « politiques », et la répression à laquelle la jeunesse colombienne fait face dans ses manifestations politiques explique en partie cette situation. L'objectif d'une organisation étudiante comme l'ACEU, qui se veut « de base », est justement de

---

<sup>237</sup> Della Porta, Donatella, 1995, *op. cit.*, p.43. (En italique dans le texte original).

consister en une force rassemblant ces différentes expressions idéologiques en une seule expression « étudiante ». Les menaces, assassinats, déplacements, etc. participent comme on vient de le voir à miner ces efforts en renvoyant les étudiants, au mieux à des sphères politiques divisées, au pire à leur sphère privée.

Puisque, pour plusieurs acteurs du gouvernement colombien, de ses forces armées, comme pour les organisations paramilitaires, « [...] le cœur du conflit ne réside pas dans les groupes insurgés, considérés comme ennemi intérieur, mais dans la population civile qu'on conçoit comme la base sociale et politique de l'ennemi<sup>238</sup> », il n'est pas étonnant que le mouvement étudiant – particulièrement actif, critique et rebelle – compte de nombreux morts, de nombreux prisonniers politiques, de nombreux déplacés, etc. Cela dit, malgré l'intense répression qui affecte les participants et les structures du mouvement étudiant, force est de constater que celui-ci existe encore, qu'il n'a pas complètement disparu, et ce même dans des universités comme celle de Córdoba, peut-être la plus touchée par la violence paramilitaire, où il commence à revivre aujourd'hui. Les mêmes dynamiques existent pour les organisations de défense de droits humains, les organisations syndicales, politiques, etc. qui elles aussi dénoncent les politiques gouvernementales ou menacent les intérêts de ceux qui influencent l'État. S'il y a dans leur survie une bonne dose de courage – des étudiants qui continuent de se mobiliser malgré la violence, qui reviennent dans leurs régions après avoir subi menaces et déplacements, etc. –, d'autres facteurs sont à l'oeuvre, dont nous verrons deux éléments dans la prochaine partie.

### 3.3 Culture des droits humains

Face à la répression violente opérée par les forces de sécurité colombiennes et les groupes paramilitaires, le mouvement étudiant développe certaines défenses. Sans

---

<sup>238</sup> Medina Gallego, Carlos et Mireya Téllez Ardila, *op. cit.*, p.58.

prétendre à l'exhaustivité, nous aborderons deux formes de résistance du mouvement étudiant colombien qui nous semblent représenter des sources de sa persistance dans le temps: le travail autour de la question des droits humains, qui s'incarne notamment dans les dénonciations nationales et internationales effectuées par le mouvement étudiant, ainsi que le développement d'une culture étudiante, particulièrement influencée par la mort d'étudiants aux mains des forces de sécurité et des groupes paramilitaires.

### 3.3.1 Les dénonciations légales : levier de pression

Étudiant à Popayán en 2006 à l'Université del Cauca, Mauricio Diego<sup>239</sup> n'a pas quitté la ville malgré les menaces dont ont été victimes lui et d'autres dirigeants étudiants de l'Université. « Nous avons été victimes de filatures par des personnes louches, nous avons été victimes de menaces à travers des écrits sans signature, ou des menaces qui étaient signées par des groupes d'autodéfense du paramilitarisme en Colombie<sup>240</sup>. » Malgré la plainte déposée par Mauricio à la Fiscalía (parquet) à Bogotá suite à ces menaces, aucune enquête ni action n'ont été entreprises par cette entité. Selon Mauricio Diego, « [l']État ne résout pas les cas, il n'y a pas de responsables identifiés [...]»<sup>241</sup>. Cette situation d'impunité n'est, évidemment, pas rare en Colombie, comme nous avons pu le voir notamment dans le cas des *falsos positivos*. C'est également le cas pour les millions de gens déplacés ou les milliers de personnes assassinées au fil des années sur tout le territoire de la Colombie: dans bien peu de ces situations la vérité n'a été révélée, encore moins les responsables jugés. Ainsi, loin de tomber dans le « fétichisme légal », le mouvement étudiant considère pourtant que les droits humains constituent un terrain de bataille d'où ils peuvent partir pour assurer une certaine forme de protection pour leur mouvement. En effet, les dénonciations nationales et internationales permettent notamment de « socialiser » – pour reprendre

<sup>239</sup> Secrétaire national d'organisation de l'ACEU, dirigeant de l'ACEU à l'Université del Cauca en 2006.

<sup>240</sup> Entrevue avec Mauricio Diego Restrepo, décembre 2010, Bogotá.

<sup>241</sup> *Ibid.*



une expression de Juan<sup>242</sup> – les situations de violence, et de mettre ainsi une certaine pression sur le gouvernement et les organisations paramilitaires pour que ces situations ne se reproduisent pas, à tout le moins pour un certain temps. De même, selon Juan, l'accompagnement par des représentants d'organisations internationales assure une certaine protection pour le mouvement étudiant lors de grandes mobilisations, car il permet lui aussi d'augmenter la visibilité du mouvement et des violences à son encontre. L'acharnement dont a fait preuve le gouvernement d'Álvaro Uribe dans ses tentatives de lier les défenseurs des droits humains critiques de son administration au terrorisme en est une preuve: les dénonciations nationales et internationales ont certainement participé à exercer des pressions sur le gouvernement, particulièrement dans le contexte des négociations pour la signature de traités de libre-échange avec l'Union européenne et les États-Unis, tout comme lors de la « démobilisation des groupes paramilitaires ».

Bien que, pour José, la société colombienne soit beaucoup plus portée à oublier qu'à se souvenir des nombreux crimes commis par le gouvernement et les groupes paramilitaires et qui peuplent le quotidien de milliers de Colombiens, pour Manuela la mémoire reste un élément essentiel de la résistance du mouvement étudiant. En effet, selon elle, les étudiants colombiens continuent de se mobiliser, au milieu de la violence, « parce que nous avons la mémoire, et parce que nous avons de la dignité face à ce qui se passe dans le pays<sup>243</sup> ». Les étudiants et les familles des disparus font ainsi appel à une « mémoire historique », poursuivant notamment une réparation morale:

On a recours à la mémoire historique pour exiger la vérité, pour exiger la justice, et une réparation intégrale pour les victimes [...]. La réparation qui est exigée n'est même pas monétaire, mais plutôt une réparation morale: « Mon fils

---

<sup>242</sup> Entrevue avec Juan Garcia, décembre 2010, Bogotá.

<sup>243</sup> Entrevue avec Manuela Hernández, novembre 2010, Bogotá.



n'était pas un terroriste, il n'était pas un guérillero [...], mon fils était un étudiant universitaire qui pensait différemment et que vous, comme État, avez tué pour penser différemment. » [...] Pour que l'histoire s'en souvienne non pas comme le terroriste qui fut assassiné par l'État, mais plutôt comme l'étudiant universitaire qui, pour avoir pensé différemment, a été lâchement et vilement assassiné par l'État qui ensuite l'a accusé d'être terroriste pour pouvoir justifier cette action.<sup>244</sup>

Ce genre de mobilisation de la mémoire historique du mouvement étudiant constitue l'un des piliers de sa persistance, particulièrement dans les régions les plus touchées par la violence. En effet, selon Manuela, ce sont les actions entreprises dans le cadre des dénonciations de droits humains – face aux nombreux assassinats d'étudiants, professeurs et travailleurs de l'université – qui ont permis notamment au mouvement étudiant de la Universidad de Córdoba de se remettre sur pieds.

Aujourd'hui à l'Université de Córdoba [...] à partir de la reconstruction de la mémoire, pour la vérité, la justice et la réparation, face aux victimes [...] face à cette violence contre l'université, c'est ainsi qu'aujourd'hui la communauté universitaire recommence à s'organiser [...] Aujourd'hui à l'Université de Córdoba, par exemple, il y a une association, il y a de nouveau des étudiants qui commencent à bouger à l'intérieur de l'université, il y a une association de professeurs universitaires, qui ne peuvent pas faire la même chose que nous faisons ici à Bogotá – sortir en grandes manifestations, dénoncer directement l'État –, mais ce qu'ont permis toutes ces dénonciations, toute cette visibilité de cette crise humanitaire, [...] c'est de sortir, s'organiser, s'associer...il y a eu une bouffée d'air de plus [...].<sup>245</sup>

Le travail autour des droits humains permet, en somme, deux choses: assurer une certaine protection du mouvement étudiant, notamment à travers les dénonciations nationales et internationales et l'accompagnement de la part d'organisations

---

<sup>244</sup> *Ibid.*

<sup>245</sup> *Ibid.*

internationales, par la pression que ce travail permet d'effectuer sur le gouvernement, ainsi qu'assurer une certaine continuité au sein du mouvement, notamment par l'exigence d'une réparation intégrale et par le rétablissement de la mémoire des gens disparus. La mémoire des étudiants assassinés par les groupes paramilitaires et la force publique participe d'un autre aspect de la résistance du mouvement étudiant, celui que l'on pourrait qualifier de culturel. Elle influence en effet, au côté d'autres éléments, l'identité collective du mouvement étudiant qui, nous le verrons dans les prochaines pages, participe selon nous à cette résistance.

### 3.3.2 L'identité collective du mouvement étudiant colombien

Être étudiant universitaire ou non relève d'un choix, certes. On peut décider de développer des aptitudes et de trouver un métier hors du système universitaire, bien que les exigences d'un monde de plus en plus spécialisé impliquent, dans ce choix, des conséquences sur le statut social et la qualité de vie d'un individu. Une fois ce choix fait et l'entrée à l'université effectuée, bon nombre d'étudiants, en Colombie comme ailleurs, s'y investissent strictement dans le but d'obtenir un diplôme devant leur permettre de décrocher un emploi lié à leur champ d'études. Certains s'arrêtent à ce type de présence dans un monde universitaire autrement bouillonnant de vie académique, sociale et politique. Ils portent, en ce sens, une identité d'étudiant *de fait*, qui ne traduit que cette situation d'« être aux études ». D'autres cependant participent à divers degrés à faire vivre une identité étudiante qui va au-delà de la camaraderie et de l'étude, par leur implication dans des structures de la démocratie étudiante et universitaire, dans des groupes politiques, culturels, environnementaux, etc. ou par leur implication lors de mobilisations d'envergure. C'est évidemment de cette catégorie de personnes – une part non négligeable de l'ensemble des étudiants – dont nous traitons lorsque nous faisons appel au concept de « mouvement étudiant ». Ce sont eux qui font de l'« être étudiant » une identité politique. Nous verrons dans cette partie de quoi s'alimente cette identité collective portée par le mouvement étudiant colombien, comment celle-ci se construit et s'exprime – en nous appuyant sur

différents slogans, murales et graffitis – et comment cette identité participe à la résistance à la violence et à la persistance du mouvement dans ce contexte.

L'identité collective d'un mouvement, comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, est en partie le résultat du contexte dans lequel ce mouvement se déploie, sans pour autant être strictement déterminée par celui-ci. Ainsi, bien que différents moments de l'histoire colombienne aient eu divers impacts sur ce que devait et pouvait être l'Université dans la société colombienne, la relative autonomie du monde universitaire par rapport aux forces politiques et économiques a constitué un contexte favorable au développement d'une identité politique étudiante, au même titre que les églises noires pour le mouvement des droits civiques aux États-Unis, pour reprendre l'exemple évoqué au premier chapitre. Le mouvement étudiant, aux côtés de l'ensemble de la communauté universitaire colombienne, a cherché, en ce sens, à maintenir et élargir cette autonomie, notamment parce qu'il considère que l'Université est et doit être un lieu de débat et d'agitation politique. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que les différentes jeunesse politiques y soient à ce point présentes, de même que nombre de groupes culturels ou de réflexion politique. Cette autonomie relative des institutions universitaires dans la société colombienne fait de celles-ci des espaces favorables au développement d'une identité *politique*, au-delà d'un statut qui pourrait, autrement, n'être qu'une identité *de fait*. Cette agitation politique et culturelle, fruit de la relative autonomie des institutions universitaires, permet notamment aux universités de constituer des lieux qui « supply the solidarity incentives that encourage movement participation [...] »<sup>246</sup>. Les étudiants colombiens mobilisés au sein du mouvement étudiant considèrent ainsi que l'*étudiant colombien* est fondamentalement un acteur social et politique qui a, comme nous l'avons vu, un rôle important à jouer dans la société colombienne. C'est notamment là le sens d'une importante maxime de l'ACEU, aperçue à maintes reprises sur des bannières portées

---

<sup>246</sup> Poletta Francesca et James M. Jasper, *op. cit.*, p.288.

par des membres de cette organisation lors de manifestations ou sur des murs d'université: « Pour une Université critique, créatrice et transformatrice! »

Au-delà de sa situation contextuelle, l'identité collective doit également être entendue comme une interprétation faite par les membres d'un groupe de leur position dans ce contexte, interprétation notamment influencée par le discours dominant sur le groupe. L'un des fondements de cette interprétation repose sur la définition du *nous* et du *eux*. Dans ses mobilisations de la dernière décennie contre les politiques gouvernementales, contre la violence dans les universités, pour l'autonomie universitaire, pour une solution politique négociée du conflit social et armé, etc., le mouvement étudiant colombien a continué de développer cette identité (héritée en partie des décennies de mouvement étudiant qui l'ont précédé) avec comme principal adversaire le gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez et les forces de sécurité. Les étudiants colombiens ont surtout été influencés de façon *négative* par le discours sur leur identité et leur situation émis par le gouvernement et relayé dans les grands médias colombiens, c'est-à-dire en refusant le contenu et en le renversant. De même que lorsque le gouvernement Uribe a cherché à distancier son propre gouvernement des groupes paramilitaires, les étudiants l'ont accusé d'y être lié, lorsque la classe politique, le président Uribe en tête, s'est efforcée d'associer le mouvement étudiant colombien au terrorisme dans une tentative de justifier l'entrée des forces de sécurité sur les campus et la répression policière contre les manifestations étudiantes, les étudiants ont renversé l'accusation. Sur de nombreuses tribunes, comme dans la rue, ils ont dénoncé les liens unissant le paramilitarisme et l'État colombien ainsi que la répression dont ils sont victimes, scandant notamment lors de manifestations les slogans suivants: « Les Étudiants, nous ne sommes pas des terroristes. Terroriste l'État qui fait disparaître et qui assassine! » et « Militaires et paramilitaires sont la même merde. Ils tuent le peuple et disent que non! » Ce sentiment d'être victime de la répression – parfois plus par empathie que par expérience directe de celle-ci – ainsi que le fait d'être associé au terrorisme pour leur



activité militante a fourni aux étudiants colombiens une base importante de leur interprétation d'eux-mêmes et de celui qui représente l'« ennemi » face à leur expression politique, c'est-à-dire le gouvernement colombien et ses agents de sécurité. En d'autres termes, comme nous l'avons vu avec Kriesi, ce contexte de répression a permis de renforcer l'identité collective du mouvement étudiant colombien, tout en faisant de la question des droits humains l'un des axes sur lesquelles se sont orientées ses luttes et ses mobilisations.

L'identité collective s'exprime et se construit notamment à travers des « cultural materials », tels les slogans scandés lors des mobilisations étudiantes (actions, manifestations, événements, etc.), les graffitis et murales<sup>247</sup> qui recouvrent une bonne partie des murs des universités publiques colombiennes, qui n'en sont que quelques exemples à partir desquels nous aborderons cette « expression constructive » de l'identité étudiante colombienne. Le mouvement étudiant, ainsi que les différents groupes politiques et culturels qui le composent et le font vivre, parlent, à partir de ce matériel culturel, des valeurs que portent ces jeunes étudiants universitaires, de leurs relations au monde qui les entoure, de ce pour quoi et de ce contre quoi ils agissent politiquement ou encore de ce qu'est le *eux* qui participe à définir les frontières du *nous* de leur identité collective. Ces différentes expressions qui construisent et traduisent l'identité étudiante sont, nous le verrons, également chargées d'un « important emotional side, entailing joy, hope, enthusiasm, pride, and affective attachment to the group<sup>248</sup> », et qui fait de l'identité collective étudiante une source de solidarité, de fierté et de sentiment de devoir. Comme nous venons de le voir, de nombreux slogans chantés lors des manifestations ou durant différentes formes de mobilisations identifient l'État colombien ou les forces armées comme la source de la violence dont sont victimes les étudiants dans le cadre de leur action collective,

---

<sup>247</sup> Des exemples de slogans et de murales et graffitis, certains que nous utiliserons dans notre analyse, se retrouvent en annexe II et III.

<sup>248</sup> Jasper, James M., 1998, *op. cit.*, p.416.



notamment en associant ces « ennemis des étudiants » au paramilitarisme. Les politiques de l'État, particulièrement ce que les étudiants colombiens comprennent comme des tentatives de privatiser l'éducation publique, y sont également dénoncées, comme le démontrent les slogans 1 à 5 dans l'annexe II. Certains de ces slogans rappellent la répression subie par les étudiants et appellent également à continuer à lutter malgré celle-ci, notamment en mémoire de ceux qui sont morts (slogans 6 à 8). Le plus édifiant des slogans à ce propos, celui qui résume le mieux l'esprit de sacrifice qui accompagne cette mémoire des gens ayant fait le « sacrifice ultime » et qui façonne en ce sens l'identité étudiante, est peut-être le suivant:

Mon rêve, celui qui reste entier, et sachez que je ne meurs que si vous laissez tomber. Parce que celui qui est mort en combattant, vit en chaque compagnon. Pour nos morts, ni une minute de silence, toute une vie de combat! Jusqu'à quand? À jamais! Jusqu'où? Jusqu'à la victoire! Et si nécessaire? Jusqu'à la mort!<sup>249</sup>

Nombre de ces formules portent également d'autres éléments de l'identité étudiante qui construisent *positivement* l'idée de l'« être étudiant colombien ». En effet, celui-ci apparaît fier d'être étudiant (« je suis étudiant, je veux étudier<sup>250</sup> »), il aime l'Université<sup>251</sup>, et il comprend son rôle dans la société comme un atout pour celle-ci (« nous sommes l'espoir de l'Amérique latine », « nous nous battons pour l'éducation du peuple », « nous transformons la société »<sup>252</sup>).

Peut-être plus intéressants encore, les murales et les graffitis qui se retrouvent en très grand nombre dans plusieurs universités colombiennes constituent, en quelque sorte, le décor dans lequel évoluent chaque jour les étudiants qui se rendent à l'Université, y étudient et y développent leurs activités sociales, culturelles et politiques. Ce décor

<sup>249</sup> Voir la version en espagnol au slogan no.6 de l'annexe II.

<sup>250</sup> Slogans no.2, 5, 9 et 11 de l'annexe II notamment.

<sup>251</sup> Slogans no.12 et 14 de l'annexe II notamment.

<sup>252</sup> Slogans no.10 et 11 de l'annexe II.

particulier, notamment le fruit du travail des nombreux collectifs de réflexion et d'action politiques et culturels ou des organisations plus spécifiquement politiques (notamment les jeunesses politiques) ou étudiantes – ce que nous nommons plus tôt la « fourmilière étudiante » –, joue sans aucun doute un rôle dans le développement d'une identité étudiante dans ces universités, en même temps qu'il traduit celle-ci. Des nombreux exemples qui se retrouvent en annexe III, on doit avant toute chose relever l'importance de l'imaginaire révolutionnaire dans l'identité collective étudiante. Ainsi, nombre de murales et de citations – sans compter celles qui appellent directement au soutien aux différentes guérillas – font référence à des hommes (et dans une moindre mesure à des femmes) révolutionnaires, tels Ernesto Che Guevarra, Camilo Torres<sup>253</sup> ou encore Jaime Bateman Cayón<sup>254</sup>. Les citations qui accompagnent les images de ces révolutionnaires s'adressent notamment à la jeunesse ou à l'« étudiant » et associent ces identités (jeunesse et estudiantine) avec l'acte de rébellion et ce qu'on pourrait probablement traduire par un souci d'égalité et de justice. La murale no.1 dans l'annexe III, représentant le Che et citant celui-ci, en constitue un bon exemple:

J'avais oublié qu'il y a quelque chose de plus important que la classe sociale à laquelle appartient un individu: la jeunesse, la fraîcheur des idéaux, la culture qui au moment où elle sort de l'adolescence se met au service des idéaux les plus purs... mais l'étudiant est naturellement révolutionnaire, parce qu'il appartient à ces jeunes qui s'ouvrent à la vie et qui acquièrent de nouvelles connaissances tous les jours.

De même, certaines murales reproduisent des citations de poètes ou d'hommes politiques connus<sup>255</sup> qui, eux aussi, parlent de l'insurrection – du fait d'être rebelle – ou de la lutte pour une plus grande justice. L'image no.7, qui reprend un poème de Pablo Neruda, en représente un exemple:

<sup>253</sup> Voir note de bas de page p.88. Image no.2 et 3 de l'annexe III.

<sup>254</sup> Guérillero colombien, d'abord membre des FARC, puis fondateur et leader de la guérilla urbaine M-19. Image no.4 de l'annexe III.

<sup>255</sup> Images no.5, 6 et 7 de l'annexe III.

Le poète n'a pas été surpris quand on l'a appelé insurgé. La Poésie est une insurrection. Le poète ne s'est pas senti offensé parce qu'ils l'ont appelé subversif. La vie surpasse les structures et il y a de nouveaux codes pour l'âme. De toutes parts émerge la graine; toutes les idées sont exotiques; nous attendons chaque jour des changements immenses; nous vivons avec enthousiasme la mutation de l'ordre humain: le printemps est insurrectionnel.

D'autres graffitis ou murales appellent plutôt à la grève ou à la lutte étudiante/populaire (images no.9-14), s'expriment contre le gouvernement et ses politiques (images no.16-19), ou encore, comme dans l'exemple suivant, traitent de l'Université et de la vision des étudiants par rapport à celle-ci (images no.16, 20, 21): « La Colombie sera ce que sera son Université – Une éducation du berceau jusqu'à la tombe; non-conforme et réflexive, qui nous inspire une nouvelle façon de penser et nous incite à découvrir qui nous sommes dans une société qui s'aime elle-même un peu plus<sup>256</sup>. »

Mais plus intéressants encore sont les nombreux graffitis et les murales qui apparaissent dans les jours, semaines et mois qui suivent l'assassinat d'étudiants par les groupes paramilitaires ou la force publique. Le 8 mars 2006, nous participions à une manifestation étudiante à Bogotá, commémorant la journée des femmes et visant également à dénoncer le traité de libre-échange signé entre la Colombie et les États-Unis, lorsqu'un étudiant de l'Universidad Distrital Francisco José de Caldas fut gravement blessé par une arme non conventionnelle utilisée par l'ESMAD. Des manifestations furent organisées dans les jours qui suivirent la mort du jeune étudiant, et les graffitis et murales commencèrent à apparaître à l'Universidad National. « Oscar Salas vivra »; « Ils ont tu la voix d'un compagnon, ne laissons pas s'éteindre

---

<sup>256</sup> Image no.20 de l'annexe III.

ses rêves avec l'indifférence »; « Oscar vit toujours en nous, sa lutte ne restera pas dans l'oubli »... Les images 22-28 de l'annexe III en montrent tout juste quelques exemples, la mort de cet étudiant a surtout servi à rappeler que face à l'assassinat de compagnons de lutte, les étudiants appellent à ne pas baisser les bras et à continuer à se battre pour faire vivre les idéaux et espoirs que cette personne portait par sa participation au mouvement étudiant et aux mobilisations. Certaines murales rappellent également des morts qui datent de nombreuses années. On en trouve notamment une à l'Université Sur Colombiana de Neiva représentant Tarcicio Medina, étudiant de cette université « disparu » par les forces policières de la ville en 1988 (image no.29), où l'on peut lire le texte suivant: « Il n'est pas toujours facile d'enterrer nos morts...la présence de l'absence nous rend plus capables...personne ne reste le même après avoir souffert une perte substantielle. » Cette mémoire des gens disparus, qui porte en filigrane l'idée qu'il faut lutter pour que ces personnes ne soient pas mortes en vain, répond, d'une certaine façon, à ce que Manuela exprimait quand à l'objectif des assassinats commis par les groupes paramilitaires et la force publique:

Quand on attend à la vie d'une personne, on n'attend pas seulement contre la personne. On attend contre des idées politiques, contre le refus d'autres idées politiques, d'autres idéaux, à partir d'idées politiques [...] et ultimement, ce qui est fait, c'est limiter la possibilité qu'une personne, comme sujet social, continue de construire autour d'elle de nouvelles dynamiques, de nouvelles idées et de nouveaux sujets politiques [...].<sup>257</sup>

En somme, c'est contre l'oubli de ces personnes mêmes et de ce qu'elles étaient, mais aussi contre l'abandon des idéaux que représentait leur participation au mouvement étudiant, que cette mémoire se peint sur les murs et se chante lors des mobilisations. Lutter pour des idéaux plus grands que soi, pour une Colombie différente dans la lignée de grands révolutionnaires; appartenir à une catégorie sociale critique et

<sup>257</sup> Entrevue avec Manuela Hernández, novembre 2010, Bogotá, déjà citée dans ce chapitre.

transformatrice – la jeunesse estudiantine –, et devoir lutter pour ceux et celles qui sont morts ce faisant... tout cela participe à éveiller chez les étudiants colombiens des sentiments de devoir et de fierté. Comme l'exprimait Juan en réponse à une question touchant la résistance du mouvement étudiant à la violence: « Ça a à voir avec la question des convictions qu'on a. Je pense que les étudiants en Colombie, nous sommes, d'une certaine façon, très valeureux. Malgré toutes ces choses qui se passent, les étudiants [...] continuent de travailler [vers l'amélioration de la société colombienne].<sup>258</sup> » Le fait d'entretenir cette mémoire des gens disparus et d'avoir le sentiment de lutter en leur nom participe à forger ces convictions et limite, ce faisant, les effets de la terreur engendrée par répression politique, judiciaire, policière, militaire et paramilitaire.

### 3.4 Conclusion

Bien que les étudiants qui participent aux manifestations et autres actions du mouvement étudiant n'aient pas tous été victimes de la violence, qu'ils ne vivent pas nécessairement directement les conséquences des décisions du gouvernement – on se bat souvent, en effet, « pour les générations futures », notamment parce que le statut étudiant n'a qu'une durée limitée –, etc., il n'en reste pas moins qu'ils sont des milliers à scander ces slogans dans les rues durant les manifestations, de même qu'ils sont nombreux à peindre ces murales et graffitis dans les universités ou à en lire les messages et à les partager. C'est notamment à travers ces éléments que les étudiants colombiens s'identifient et s'attachent à un « shared status or relation » même si celui-ci est parfois, pour certains, « imagined rather than experienced directly<sup>259</sup> ». Ils développent, ce faisant, une connexion entre eux qui est cognitive : elle passe notamment par le fait de se reconnaître comme faisant partie de cette catégorie étudiante, celle qui souhaite s'impliquer dans sa société et trouver des solutions à ses maux, développant ainsi ce que Goodwin, Jasper et Poletta nomment des « liens

<sup>258</sup> Entrevue avec Juan Garcia, décembre 2010, Bogotá.

<sup>259</sup> Poletta Francesca et James M. Jasper, *op. cit.*, p.285.



affectifs<sup>260</sup> ». Cette connexion est, de plus, morale : le mouvement étudiant y définit et y exprime notamment ce pour qui/quoi il se mobilise, contre qui/quoi il le fait également, bref ses valeurs, ses rêves, son sentiment des *possibles*. Cette connexion morale participe à nourrir le sentiment de « devoir » des étudiants colombiens face à l'Université, au mouvement étudiant et à ses membres ainsi qu'à la société colombienne dans son ensemble. Finalement, celle-ci est également émotive, rappelant notamment les personnes assassinées, au nom desquels les étudiants doivent continuer de lutter pour une Université et une société telles qu'ils les rêvent, comme l'ont fait également de grands révolutionnaires avant eux, etc. Cette « culture de résistance » permet de stimuler chez les étudiants ce que Goodwin, Jasper et Poletta nomment « a mood of “keep on keeping on”<sup>261</sup> ».

Comme nous l'avons vu au premier chapitre et comme nous venons de le rappeler, plusieurs auteurs considèrent à juste titre identité collective et solidarité comme deux concepts fortement liés, la solidarité représentant pour certains une « identification with a collectivity such that an individual feels as if a common cause and fate are shared<sup>262</sup> » tandis que pour d'autres « “Collective identity,” [...] is shorthand for the affective connections one has to members of a group that oblige one to protest along with or on behalf of them<sup>263</sup> ». Ces connexions cognitives, morales et émotionnelles constituent la base des sentiments de loyauté, de confiance, d'affection et, ajoutons, particulièrement dans le cas du mouvement étudiant colombien, de devoir, qui motivent la mobilisation des étudiants colombiens et ce, au-delà de leur intérêt égoïste, voire au détriment de celui-ci dans un contexte où la mobilisation est sujette à des formes de répression extrêmement violentes. C'est cette solidarité, tirée en grande partie des émotions soulevées par la participation d'individus au mouvement et par leur association à l'identité collective de ce groupe, qui constitue l'une des forces du

<sup>260</sup> Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2004, *op. cit.*, p.418.

<sup>261</sup> Dans Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2004, *op. cit.*, p.421.

<sup>262</sup> Hunt, Scott A. et Robert D. Benford, *op. cit.*, p.439.

<sup>263</sup> Poletta Francesca et James M. Jasper, *op. cit.*, p.289-290.

mouvement étudiant face à la violence, transformant en moteur de la mobilisation ce qui autrement en aurait été le frein.

## CONCLUSION

Nos deux approches théoriques – structurelle et culturelle – nous ont permis d’aborder la question de la mobilisation sociale et de la répression en Colombie de façon particulièrement satisfaisante, démontrant ainsi que ces deux approches ne sont pas complètement incompatibles et qu’elles portent plutôt des éléments complémentaires. Comme l’ont souligné les auteurs structuralistes utilisant l’approche du processus politique, l’État constitue l’un des acteurs ayant le plus d’influence sur le contexte dans lequel les mouvements sociaux évoluent, notamment en acceptant ou refusant les mobilisations des mouvements, rendant effective cette « ouverture » ou cette « fermeture » grâce aux nombreux moyens coercitifs, légaux et symboliques dont il dispose. Comme le propose Donatella della Porta, il est bon d’éviter de multiplier les variables dans l’analyse des opportunités politiques qui représentent cette situation d’ouverture ou de fermeture et qui influencent le développement (et la réussite ou l’échec) des mouvements sociaux. Cela permet notamment de se concentrer sur un ou quelques facteurs qui ont un impact incontestable sur ceux-ci, comme nous l’avons fait en abordant les politiques sécuritaires et les stratégies contre-insurrectionnelles de l’État colombien et leur impact sur les participants des mouvements sociaux et sur leurs organisations. Cependant, au même titre que le chercheur, les membres des mouvements sociaux sont des êtres traversés de sentiments, qui motivent leur participation à ces mouvements au-delà du contexte que l’État participe à façonner. Ainsi, parfois plus encore que l’intérêt rationnel – s’inquiéter pour sa vie, par exemple, dans le cas colombien – ce sont notamment les émotions portées et éveillées par une identité collective qui « make us care about the world around us, repelling or attracting us<sup>264</sup> ».

---

<sup>264</sup> Jasper, James M., 2006 « Motivation and Emotion. » In Robert Goodin and Charles Tilly (dir.), *Oxford Handbook of Contextual Political Studies*, Oxford, Oxford University Press, p.160.

Elles sont l'une des sources de la résistance du mouvement étudiant, qui lui permet de persister à travers des années et des années de violence.

Les groupes paramilitaires, aujourd'hui dits « néoparamilitaires », représentent peut-être la plus importante source de la répression vécue par les mouvements sociaux colombiens, ceux-ci étant responsables de la plupart des violations de droits humains dans le pays. Nés comme réponse conjointe de la part de l'État colombien – particulièrement ses forces armées influencées par la DSN –, de groupes mafieux et d'élites politiques et économiques locales et régionales face aux forces insurgées et à une ouverture politique qu'ils refusaient, ces groupes armés illégaux ont déployé leur violence afin de s'approprier richesses et pouvoir, tout en s'assurant que la Colombie qu'ils appuyaient et participaient à mettre en place ne serait pas dérangée par des organisations sociales, politiques ou syndicales critiques de celle-ci. La participation de nombreux élus et fonctionnaires de l'État colombien au développement des groupes paramilitaires est apparue dans toute sa profondeur avec le dévoilement de la « parapolitica », éclaboussant plus que toute autre la coalition de partis « Uribiste ». Le gouvernement d'Álvaro Uribe Vélez, privilégiant la solution armée face aux groupes insurgés mais négociant la démobilisation des groupes paramilitaires, a par ailleurs participé à approfondir la crise des droits humains, notamment dans le mouvement étudiant, en dénonçant les participants des mouvements sociaux et leurs organisations comme terroristes et en déployant contre eux ses organismes de sécurité. Les dérives sécuritaires, conséquences, notamment, de ces signalements et de sa politique de « Sécurité Démocratique », ont signifié l'emprisonnement injustifié, les menaces de mort, le déplacement et l'assassinat pour des milliers de civils colombiens innocents. Les universités colombiennes ont constitué elles aussi des cibles pour la force publique, de même que pour les groupes paramilitaires. Plusieurs raisons ont ainsi motivé la répression de la communauté universitaire – particulièrement de ses expressions politiques – menant à ce qu'on peut aisément qualifier de crise des droits humains dans les universités colombiennes.

La terreur ainsi générée pour limiter l'action des organisations syndicales, politiques et étudiantes actives au sein des universités colombiennes a eu de graves conséquences pour le mouvement étudiant et pour un grand nombre de ses participants. Assassinats, déplacements, judiciarisations abusives et non fondées, torture, menaces, etc., n'ont cependant pas suffi à faire disparaître la pensée critique des jeunes universitaires colombiens, ni leurs mobilisations pour une Colombie différente. Grâce à un important travail de défense des droits humains, qui s'effectue notamment à travers des dénonciations nationales et internationales ainsi que l'accompagnement du mouvement par des organisations étrangères, ils ont réussi à limiter la violence à leur encontre et à développer des revendications liées à la mémoire des gens disparus. Même si ce qu'ils nomment « terrorisme d'État » – en référence aux exactions commises par la force publique et les groupes paramilitaires – a certainement généré beaucoup de terreur dans leur mouvement et chez ses participants, la culture étudiante universitaire colombienne semble avoir participé à éveiller chez eux des sentiments de solidarité, de fierté et de devoir qui ont été plus forts que la peur. Les slogans, murales et graffitis, à partir desquels nous avons abordé une identité étudiante particulièrement marquée par la mémoire des gens disparus et le devoir de lutter en leur nom, ne sont que quelques-uns des matériaux culturels qui expriment tout en construisant cette identité étudiante. Il s'agit là d'une source de motivation à l'action et à la résistance qu'il nous semble particulièrement intéressant, important même, d'aborder plus en profondeur, au sens où celle-ci participe à expliquer la mobilisation dans des contextes où les « opportunités politiques » sont fermées, où, de plus, la vie des gens qui participent au mouvement peut être menacée. C'est l'identité collective, ce sont les émotions, qui permettent d'expliquer comment un « acteur rationnel » peut faire le choix de militer dans un contexte aussi difficile. Les étudiants colombiens trouvent là la motivation de



répondre à l'appel de Manuel Cepeda Vargas – sénateur de l'Union Patriótica<sup>265</sup> assassiné durant les années 1990 – tel qu'il est écrit sur l'un des murs de l'Université Sur Colombiana :

*Ne cessez pas, compagnons, de préparer une pièce de théâtre, une chanson, une peinture, qui dise que la Colombie vit et lutte.*

---

<sup>265</sup> Parti politique colombien formé par des membres de mouvements sociaux, des politiciens de gauche et des membres des FARC démobilisés suite aux négociations de paix des années 1980 avec le gouvernement Betancur. Plusieurs milliers de membres de ce parti seront assassinés durant les années 1980 et 1990, dont le sénateur Manuel Cepeda Vargas. Voir Fundación Manuel Cepeda Vargas para la Paz, la Justicia Social y la Cultura, 29 mai 2004, *El genocidio de la Union Patriótica*, [En ligne], <http://manuelcepeda.atarraya.org/spip.php?article13> (Page consultée le 3 juin 2012).

## ANNEXE A

COMITÉ PERMANENTE POR LA DEFENSA DE LOS DERECHOS HUMANOS  
– CAPÍTULO HUILA.

ACCIÓN URGENTE AMENAZAS DE MUERTE, PRESUNTO ATENTADO,  
DETENCIÓN ARBITRARIA Y TORTURAS CONTRA [...], LIDER  
ESTUDIANTIL DE LA UNIVERSIDAD SURCOLOMBIANA, NEIVA-  
COLOMBIA

Número: 001-13-04-07

FECHA: 13-04-07

EL COMITÉ PERMANENTE POR LA DEFENSA DE LOS DERECHOS  
HUMANOS-CAPÍTULO HUILA DENUNCIA AMENAZAS DE MUERTE,  
PRESUNTO ATENTADO, DETENCIÓN ARBITRARIA Y TORTURAS CONTRA  
[...], LIDER ESTUDIANTIL DE LA UNIVERSIDAD SURCOLOMBIANA,  
NEIVA-COLOMBIA POR PARTE DE MIEMBROS DEL GAULA DE LA  
POLICÍA HUILA.

Los hechos que se describen a continuación son producto de entrevistas realizadas a familiares y denuncias de la víctima [...]. Por su valor testimonial y legal, el COMITÉ PERMANENTE POR LA DEFENSA DE LOS DERECHOS HUMANOS respeta la descripción textual de los hechos.

## HECHOS

El 20 de marzo del año 2007, a las 7:30 a.m. recibí una llamada a la casa; al contestar la voz de una mujer al parecer joven, me preguntó que con quien hablaba, yo respondí que con Silvestre, en seguida me pregunta que si no voy a ir a la universidad; le pregunté que con quien hablaba y ella respondió con Sandra, le dije que cuál y ella en seguida colgó. Al parecer era un agente del Gaula quien deseaba que saliera rápido para proceder a mi captura, pues no tengo compañeras en la Universidad que se llamen Sandra. Siendo las 8 a.m. del mismo día, me pare en la puerta de mi casa ubicada en la carrera 9 # 14 - 112 donde mi madre tiene una tienda. Como siempre lo hago observé los corredores de mi casa y detallé que se encontraban carros, motos y personas sospechosas que miraban mucho hacia mi casa, había una camioneta roja 4 x 4 Nisan de un modelo viejo con placas diferentes es decir no concordaban las de adelante con las de atrás, y ahora no recuerdo el número de esas placas. Diagonal a mi casa en la esquina de la Gogo panadería, se encontraba una moto RX 115 de color azul con dos personas, el de

adelante tenía casco cerrado con la visera oscura, lo cual no permitía ver la cara; el otro no tenía casco pero sus manos las tenía alrededor de la cintura como si tuviera una pistola o algo así. En seguida estaba un taxi con placas VXI 104 con personas a su interior. Sobre la calle 16 en la esquina contraria a mi casa, hay un restaurante llamado Casa Huilense, en él se encontraban dos personas que miraban mucho hacia la tienda de mi casa. Por la carrera 9, una cuadra más abajo hacia el lado izquierdo de mi casa, se encontraba un campero color Beige o blanco hueso manejado por una mujer, después me di cuenta que era una cabo ya que la vi en el Gaula; ella es delgada malacarosa y fea.

En ese momento procedía a salir ya que a las 9 a.m. tenía clases e iba a dirigirme hacia la Universidad, en el momento en que arranqué en mi moto C70 roja detallé que la moto azul enseguida arranca, y decidí devolverme en el momento que iba cruzando la carrera para bajar por la calle 16. Me detuve de nuevo en mi casa y le dije a mi madre que no me gustaba la moto, que era muy sospechosa y que sus placas las tenía hacia arriba con tal que no la vieran, esa forma parecía la de sicarios cuando van a asesinar a alguien. Me animé, me despedí de nuevo de mi madre y le dije que estuviera pendiente, en ese momento pensé en mi condición como dirigente estudiantil iba a ser callada por balas asesinas, pues mi único delito ha sido defender los derechos estudiantiles, el medio ambiente, los ecosistemas y el agua; pensé esto porque en mi país muchos líderes sindicales, estudiantiles, barriales, han sido callados con balas del Estado en complicidad con los paramilitares, ello simplemente por opinar y querer un país diferente.

Tomé ánimos y fuerzas, retomando mi ruta hacia la universidad, dos cuadras después vi la moto azul que se encontraba a 200 metros detrás de mí con dos personas ambas con cascos cerrados y oscuros. Aceleré al máximo la moto hasta llegar donde un abogado amigo llamado Jaime Rojas Tafur, quien tiene su oficina por la carrera séptima, le comenté lo que estaba pasando y me dijo que llamaría a la Defensoría del Pueblo y yo saliera pues él estaría pendiente. De nuevo retomé a salir, estaba conciente de que si me asesinaban era producto de este para-gobierno que nunca se ha interesado por las opiniones que favorezcan a los oprimidos y marginados, pues las ideas siempre han sido mi motivo y esperanza como única arma.

Encendí la moto y habiendo andado unos 20 metros escuché un grito que me decía "gonorrea hijueputa, líder gonorrea", de repente miré y se encontraban al lado los de la moto, el parrillero se me tiró encima como si me quisiera tumbar de la moto, pero yo bajé una cambio de la moto y aceleré, él quedó con el chaleco en la mano y se calló al suelo; de repente escuché un sonido muy duro, pues uno de ellos me disparó, sin lograr impactar en mí. La gente empezó a grita "ladrón, cójanlo, cójanlo" y ellos en ese momento gritaron que eran del Gaula, yo no creía porque eran agente policiales del Gaula, porque no teníanque haberse tirado de la moto a tumbarme y mucho menos hacerme tiros.

Giré por la calle 15, llegando a la toma se me atravesaron carros particulares y un taxi de placas VXI 312, con características iguales al anterior taxi, los ocupantes sacaron por la ventana armas de corto y largo alcance, logré cruzar la cerrada que me hicieron y seguí derecho por la misma calle de repente escuché otro tiro. Crucé la carrera quinta y llegué a una panadería ubicada en la calle 15 con carrera 4 donde me conocen desde hace 5 años, le pedí permiso a la señora que atiende y le conté que me querían robar y ella me dejó entrar. Pasado unos tres minutos, estaba orinando en el baño cuando entraron sin ningún permiso, golpeando la puerta del baño hasta que la abrieron a punta de patadas de allí me sacaron me tiraron al suelo y me colocaron la pistola en la cabeza un pie en la espalda y otro en el cuello, luego me levanté en ese momento me iban a golpear pero la señora no dejó, me iban a colocar las esposas pero yo no dejé, pues no me decían quienes eran y mucho menos la razón de mi captura. Me sacaron de la panadería y me montaron al taxi de placas VXI 104 me colocaron las esposas y dentro del carro me pegaban cachetadas en la cara y palmadas en la cabeza acompañadas de intimidación con pistolas en la cabeza y por debajo de las costillas empujándola fuertemente; enseguida me dijeron que firmara un papel donde estaba mi foto, me negué a firmarlo y uno de ellos me cogió la cabeza y pegó contra el sillón del asiento delantero del taxi, bajo esa presión procedí a firmar sin saber de que me acusaban, el motivo de mi detención, ni el contenido de aquel papel.

Me decían que yo era alias el gomelo alias Jorge, Gustavo, el alacrán, el estudiante o el explosivista; yo respondí que mi nombre era Silvestre Lozano Martínez, me dijeron que dos granadas y una pistola que estaban dentro del taxi eran mías y que tenía que hacerme responsable de esos materiales. Luego arrancó el carro, en el transcurso del recorrido me insultaban y me decían que ese armamento era mío que ellos lo sabían, que dijera que sí, ya que me rebajarían condena. Esa pistola no es mía y mucho menos las granadas, nunca he disparado un arma y mucho menos se como se activa una granada, pues la guerra no me gusta y por ello no pagué servicio militar obligatorio.

En el recorrido me puse a cantar el himno de mi Universidad, en ese momento el que iba manejando se bajó del taxi y me puso la pistola en la cabeza, diciéndome que me dispararía si no me callaba. Al parecer este señor es un sargento, de contextura delgada y alto, usaba gafas oscuras de forma rectangular. Me callé y nuevamente se montó para seguir conduciendo.

Llegamos al comando de policía específicamente a las oficinas del Gaula, allí me amarraron contra una pared que tiene claraboyas, después me amarraron con las esposas al lado de mi moto la cual uno de ellos había llevado hasta dicha instalación, mas tarde se me acercó un patrullero del Gaula de aproximadamente unos 25 años y me preguntó quien era la señora de la panadería, que si era familiar mía o algo así, no le respondí pues según mi derecho constitucional no estaba obligado a contestar preguntas si no ante un juez o fiscal. En ese momento él procedió a tomarme del



cuello y me apretó hasta asfixiarme, cuando vi que estos señores eran capaces de hacer torturas teniendo en cuenta los hechos anteriores, le contesté que simplemente ella no era nada mío, que me conocía desde hace rato, pues ahí tomo gaseosa constantemente.

En ese sitio me tuvieron como hasta las siete de la noche y luego nos pasaron a los calabozos del Gaula, allí me metieron en una celda estrecha donde se duerme recogido sobre una antihigiénica plancha de cemento y con malos olores. El personal del Gaula salía a mirarme junto con los otros detenidos bajo el mismo proceso, nos decían “hijueputas, bandidos, gonorreas”; en una ocasión cuando conversábamos entre nosotros yo me arrimé a la celda sacando las manos y colocando la cabeza sobre los barrotes, cuando un agente del Gaula se acercó sin darme cuenta u por medio de las rejas sacó su mano y la estrelló fuertemente contra mi cabeza, el golpe fue tan severo que minutos después me produjo un fuerte dolor de cabeza, adicional amenazó que si seguía hablando me amarraría de un palo para que me escupieran y pegaran los demás agentes; los insultos y las amenazas fueron constantes durante los ocho días que estuve detenido en esas instalaciones.

El día de mi indagatoria que al parecer fue el 23 de marzo, luego de haber salido de ella, antes de ser llevado al calabozo me desviaron a otra oficina donde me sentaron y ofrecieron 300 millones de pesos y una llamada para avisar a mi madre para que recogiera la plata, pero si les decía que yo era guerrillero de las FARC y que conocía a los demás capturados, yo me negué al ofrecimiento pues nunca he sido guerrillero, mi condición ha sido la de dirigente estudiantil defensor de los derechos estudiantiles, el agua y de los ecosistemas. Después de estos hechos fueron contados ante un fiscal en la indagatoria ampliada. Esto pone a cuestionar sobre los “verdaderos resultados de la política de seguridad democrática” de este gobierno. Luego otro agente se me acercó y me dijo que si salía de esta, que si salía inocente de todo el proceso montado por ellos hacia mí, ME IBAN A MATAR.

El sábado 24 nos dijeron que nos arregláramos bien ya que permitirían la visita de algunos familiares nuestros, sin embargo, luego nos dirigieron al parecer a las oficinas de la tesorería de la policía para que los medios de comunicación nos tomaran fotos y videos que saldrían en las noticias. Nos acomodaron en fila y como no quería levantar la cabeza un coronel o teniente, es decir alguien de alto rango me pegó fuertemente en la espalda al igual que a los demás para que tomara nuestra cara, esto a pesar de que apenas somos sindicatos, aún. Estos hechos quedaron registrados en los videos que Caracol y RCN tomaron.

El día Martes 27 fui dirigido hacia la cárcel de Rivera, con extremas medidas de seguridad, como si se tratase del peor asesino en la historia. Ahora me encuentro en el patio 2A esperando la verdadera justicia y añorando mi libertad.

[...]



CC 7731267 de Neiva

COMITÉ PERMANENTE POR LA DEFENSA DE LOS DERECHOS HUMANOS-  
CAPÍTULO HUILA.

Source:

[https://groups.google.com/forum/?hl=es&fromgroups=#!topic/anakaonaprensalibre/ATAPGdGMb\\_Y](https://groups.google.com/forum/?hl=es&fromgroups=#!topic/anakaonaprensalibre/ATAPGdGMb_Y)

## ANNEXE B

Slogans évoquant la répression et ses victimes:

1- *Los estudiantes, no somos terroristas. Terrorista el estado que desaparece y asesina.*

(Les étudiants, nous ne sommes pas des terroristes. Terroriste l'État qui fait disparaître et assassine)

2- *Quienes somos? Estudiantes! Que queremos? Soluciones (o estudiar)! Que nos dan? Represion, represion, y la privatizacion!*

( Qui sommes nous? Des étudiants! Que voulons nous? Des solutions [ou « étudier »]! Qu'est-ce qu'ils nous donnent? De la répression, de la répression, et la privatisation!)

3- *Presupuesto, presupuesto, para la educación. No mas armas ni dineros para la represion.*

(Financement, financement, pour l'éducation. Plus d'armes ni d'argent pour la répression.)

4- *Militares y paramilitares, la misma mierda son! Matan al pueblo y dicen que no!*

( Militaires et paramilitaires sont la même merde. Ils tuent le peuple et disent que non!)

5- *Somos estudiantes, somos estudiantes. Hijos de este pueblo, hijos de este pueblo. Que no estamos conformes, que estamos conformes, con este mal gobierno, con este mal gobierno. Sube los impuestos, sube los impuestos, y los alimentos, y los alimentos. Fuerzas militares, fuerzas militares, represivas criminales, represivas criminales!*

(Nous sommes étudiants (bis). Enfants de ce peuple (bis). Nous ne sommes pas d'accords (bis), avec ce mauvais gouvernement (bis). Il augmente les impôts (bis) et le prix des aliments (bis). Forces militaires (bis), répressives et criminelles (bis).)

6- *Por nuestros muertos, ni un minuto de silencio. Toda, una vida, de combate.*

( Pour nos morts, ni une minute de silence. Toute une vie de combat.)

7- *Mi sueño el que sigue entero, y sepan que solo muero si ustedes van aflojando. Porque el que murió peleando vive en cada compañero. Por nuestros muertos, ni un minuto de silencio, toda una vida de combate. Hasta cuando? Hasta Siempre! Hasta donde? hasta la victoria! Y si es necesario? Hasta la muerte!*

(Mon rêve, celui qui reste entier, et sachez que je ne meurs que si vous laissez tomber. Parce que celui qui meurt en combattant, vit en chaque compagnon. Pour nos morts, ni une minute de silence, toute une vie de combat! Jusqu'à quand? À jamais! Jusqu'où? Jusqu'à la victoire! Et si nécessaire? Jusqu'à la mort!)

8- *Nicolas Neira! - Presente, presente, presente!*

(Nicolas Neira! [ou tout autre nom de personne morte, ou encore le nom d'une université] Présent, ptésent, présent)

Slogans liés à la société colombienne dans son ensemble et/ou qui construisent l'identité étudiante positivement:

9- *Quien eres tu? Soy estudiante! No escuche... soy estudiante! Una vez mas... Soy estudiante! Soooooo, soy estudiante sooooooy, yo quiero estudiar, para cambiar la sociedad, en pie de lucha!*

(-Qui es-tu? -Je suis étudiant! -Je n'ai pas entendu... -Je suis étudiant! -Encore une fois.... -Je suis étudiant! Jeee, je suis étudiant, je veux étudier, pour changer la société, en lutte!)

10- *Alerta, alerta, alerta que camina, la lucha estudiantil por america latina. Venga, y venga, y venga companero, que aqui se esta luchando la educación del pueblo.*

(L'alerte, l'alerte, l'alerte est en marche, la lutte étudiante dans toute l'Amérique latine. Et viens, et viens, et viens compagnon, car ici on lutte pour l'éducation du peuple.)

11- *Porque, porque, porque nos asesinan, si somos la esperanza de America latina. Y venga, y venga, y venga companero, que aqui se esta luchando la educación del pueblo.*

(Pourquoi, pourquoi, pourquoi ils nous assassinent, si nous sommes l'espérance de l'Amérique latine. Et viens, et viens, et viens compagnon, car ici on lutte pour l'éducation du peuple.)

12- *Viva la U, viva! Viva la U, viva! Viva la universidad! No la dejes no! No la dejes no! No la dejes privatizar!*

(Vive l'U[niversité]! Vive l'U! Vive l'Université! Ne la laisse pas, non! Ne la laisse pas, non! Ne la laisse pas être privatisée!)

13- *Con las manos, con los pies, los estudiantes al poder!*

(Avec les mains [les gens frappent des mains], avec les pieds [les gens frappent des pieds], les étudiants au pouvoir!)

14- *El que no salta no quiere la U!*

(Celui qui ne saute pas n'aime pas l'U[niversité...et les gens sautent]!)

## ANNEXE C

1- Murale représentant le Che Guevara sur fond de drapeau colombien :



« J'avais oublié qu'il y a quelque chose de plus important que la classe sociale à laquelle appartient un individu: la jeunesse, la fraîcheur des idéaux, la culture qui au moment où elle sort de l'adolescence se met au service des idéaux les plus purs... mais l'étudiant est naturellement révolutionnaire, parce qu'il appartient à ces jeunes qui s'ouvrent à la vie et qui acquièrent de nouvelles connaissances tous les jours. »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad del Atlantico, Barranquilla, 2006)



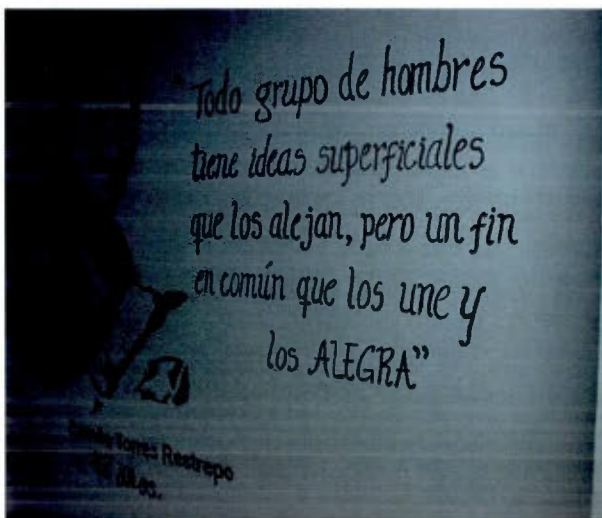
2- Une murale représentant Camilo Torres sur le bâtiment de la faculté de sociologie à l'Universidad Nacional, où il a enseigné:



« Il serait, cela dit, stérile et disgracieux que les étudiants colombiens qui ont été l'étincelle de la révolution restent en marge de celle-ci pour quelque raison. Par manque d'information, par superficialité, par égoïsme, par irresponsabilité ou par peur. – Camilo Torres »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2008)

3- Une murale représentant Camilo Torres à l'Universidad Sur Colombiana:



« “Tout groupe d'hommes a des idéaux superficiels qui les éloignent mais une fin commune qui les unie et les rend heureux”

Camilo Torres Restrepo 42 anos [depuis sa mort] »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Sur Colombiana, Bogotá, 2010)

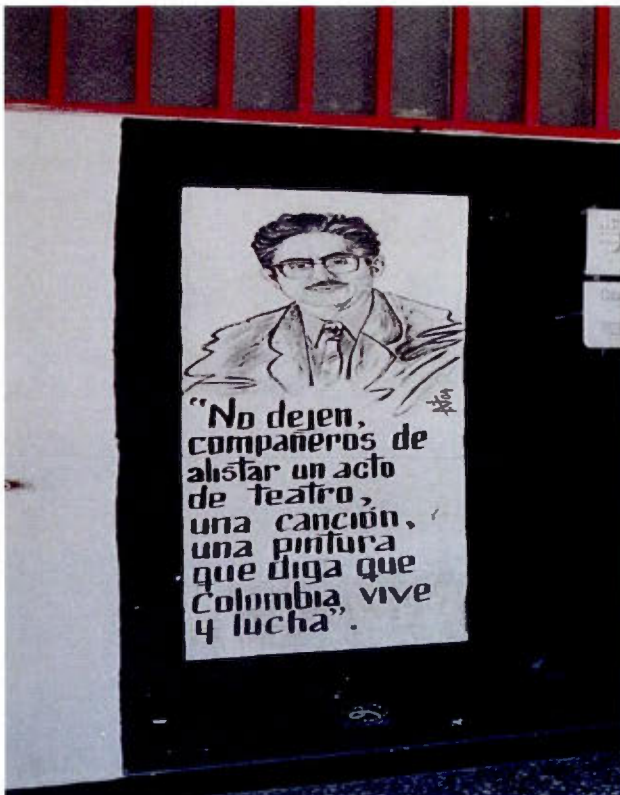
4- Une murale représentant Jaime Bateman Cayón (un dirigeant historique de la guérilla urbaine M-19) :



« VIOLENCE, ce n'est pas seulement prendre les armes. C'est aussi ne pas accéder de façon égale à des services comme la santé et l'éducation. C'est aussi ne pas profiter d'un travail digne par manque d'opportunités...C'est regarder l'opulence pendant que des milliers d'enfants meurent de faim dans les rues. »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad del Atlantico, Barranquilla, 2006)

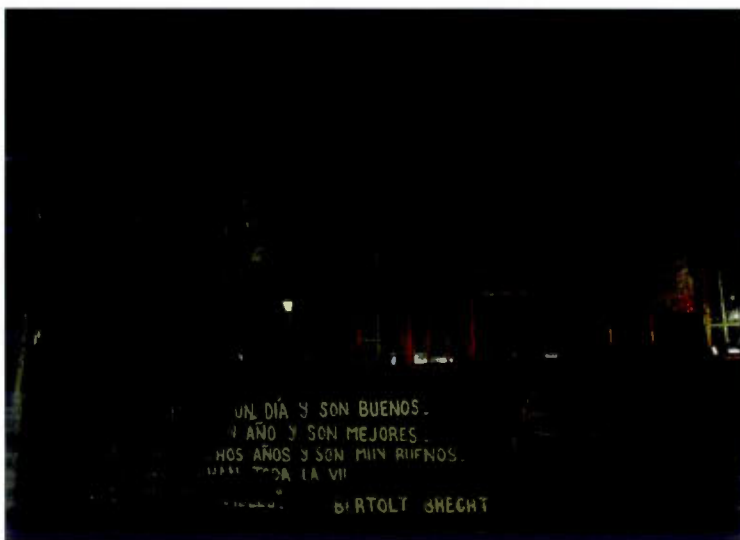
5- Pochoir représentant Manuel Cepeda, sénateur de l'Union patriotique, Parti politique exterminé par les groupes paramilitaires



« Ne cessez pas compagnons de préparer une pièce de théâtre, une chanson, une peinture qui dit que la Colombie vit et lutte. »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Sur Colombiana, Neiva, 2006)

6- Citation de Bertolt Brecht



« “Il y a ceux qui luttent une journée, et ils sont bons.

Il y a ceux qui luttent une année et qui sont mieux.

Il y a ceux qui luttent plusieurs années et qui sont très bons.

Mais il y a ceux qui luttent toute la vie: ceux-là sont les indispensables.”

Bertolt Brecht »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Sur Colombiana, Neiva, 2010)



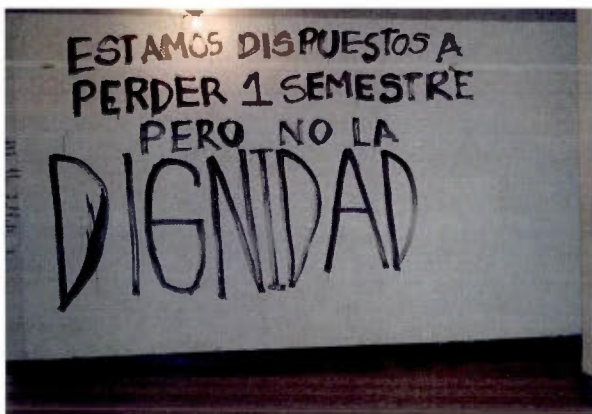
## 7- Citation du poète chilien Pablo Neruda :



« Le poète n'a pas été surpris quand on l'a appelé insurgé. La Poésie est une insurrection. Le poète ne s'est pas senti offensé parce qu'ils l'ont appelé subversif. La vie surpasse les structures et il y a de nouveaux codes pour l'âme. De toutes parts émerge la graine; toutes les idées sont exotiques; nous attendons chaque jour des changements immenses; nous vivons avec enthousiasme la mutation de l'ordre humain: le printemps est insurrectionnel. »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Sur Colombiana, Neiva, 2006)

8- « Nous sommes prêts à perdre un semestre mais pas la dignité »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2006)

9- « En grève! »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2006)

10- « L'Université est à tout le monde. Défends la. »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2006)

11- Pochoir représentant une femme portant le drapeau anarchiste. « Femme. En lutte! »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Pedagógica Nacional, Bogotá, 2008)



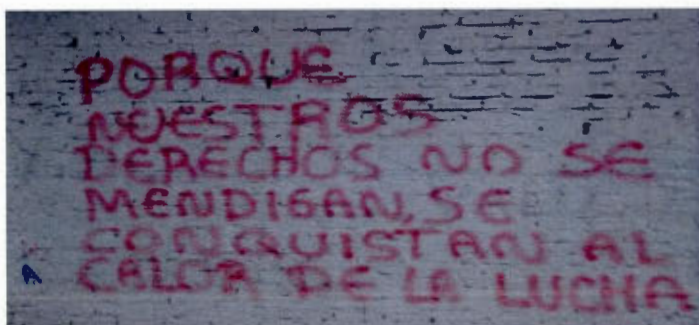
12- Un graffiti accompagné d'un dessin du groupe d'action politique CLAN Quintin Lame:



« Allons tous ensemble, paysans, travailleurs, autochtones et étudiants à lutter pour les droits du peuple! TOUS AU TOPEL »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Pedagógica Nacional, Bogotá, 2008)

13- « Parce que nos droits ne se mendient pas, ils se conquièrent à la chaleur de la lutte »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad del Valle, Palmira, 2008)

14- « Tant qu'il y aura de la misère il y aura... RÉBELLION »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Sur Colombiana, Neiva, 2010)

15- « Université del Valle, Présente, Unie et Combative »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad del Valle, Palmira, 2008)

16- Murale représentant un étudiant les yeux bandés et enchaîné au mur:



« L'Université défend la vie et la liberté d'expression.

Luttons contre le statut [étudiant] fasciste "En politique, les gens ont toujours été l'idiote victime de leur propre mensonge et de celui étranger, et ils continueront à l'être tant qu'il n'apprendront pas à découvrir derrière toutes sortes de phrases, déclarations et promesses, les intérêts d'une classe ou d'une autre. Mouvement Étudiant Populaire et Antiimpérialiste." »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2008)

17- Le dessin d'un casse-tête, dont une partie représente le territoire de la Colombie, avec les couleurs de son drapeau, dont des pièces se transforment aux couleurs des États-Unis. Une seringue états-unienne y est insérée avec la mention TRANSFUSION sur le côté.



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad del Atlántico, Barranquilla, 2006)



18- Alvaro Uribe Candidato (Alvaro Uribe Candidat [des AUC, l'acronyme du groupe paramilitaire le plus important])



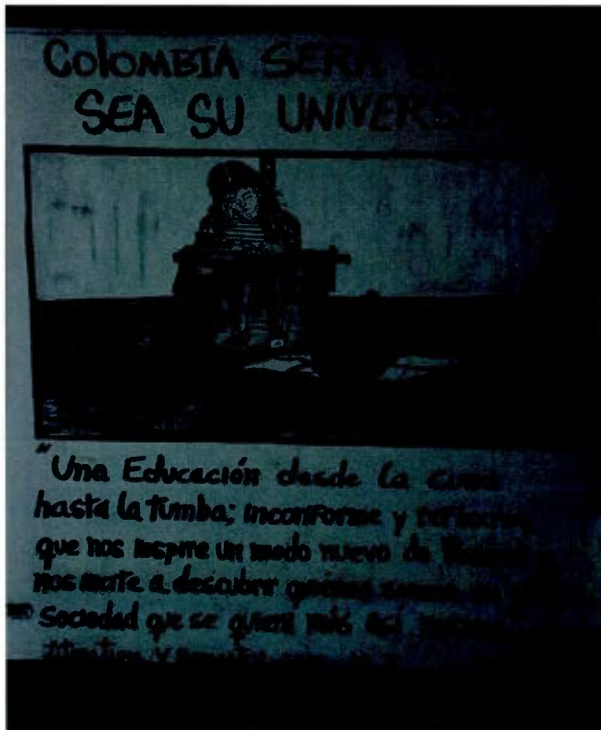
(Photo prise par l'auteur, Bogotá, 2008)

19- « Contre l'ensorcellement autoritaire d'Uribe, construisons des alternatives de pouvoir populaire »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2008)

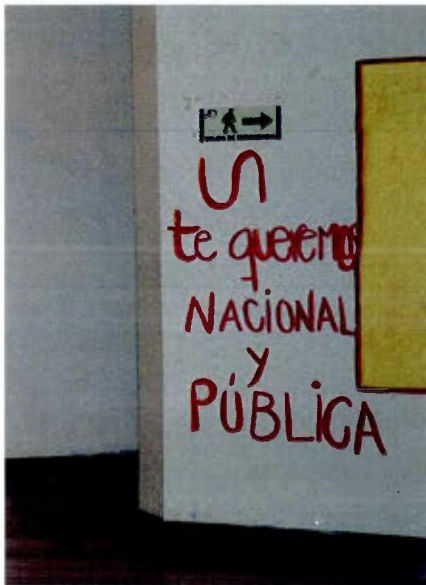
20-



« La Colombie sera ce que sera son Université – Une éducation du berceau jusqu'à la tombe; non-conforme et réflexive, qui nous inspire une nouvelle façon de penser et nous incite à découvrir qui nous sommes dans une société qui s'aime elle-même un peu plus »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Sur Colombiana, Neiva, 2010)

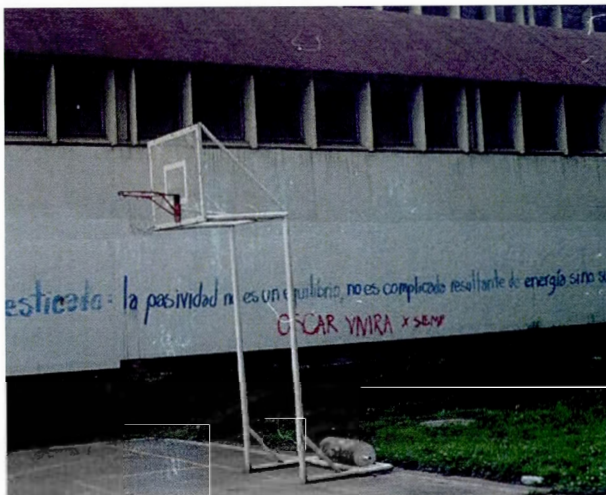
21- « UN [Université Nationale] nous te voulons Nationale et Publique »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2008)

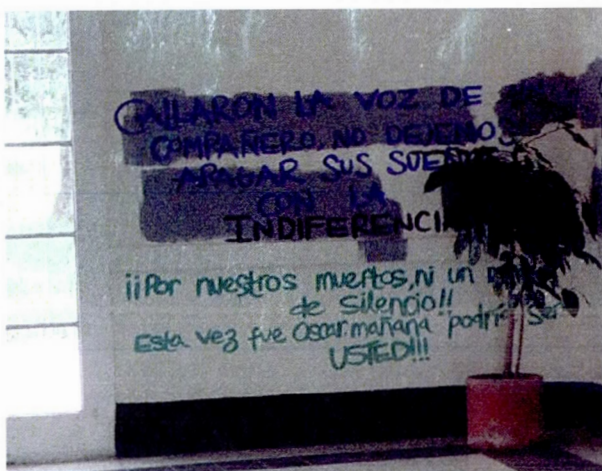


## 22- « Oscar Salas vivra »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2006)

## 23- « Ils ont tué la voix d'un compagnon, ne laissons pas ses rêves s'éteindre avec l'indifférence »



(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2008)

24- « Pour nos morts ni une minute de silence! Cette fois-ci ce fut Oscar, demain ça pourrait être TOI!! »

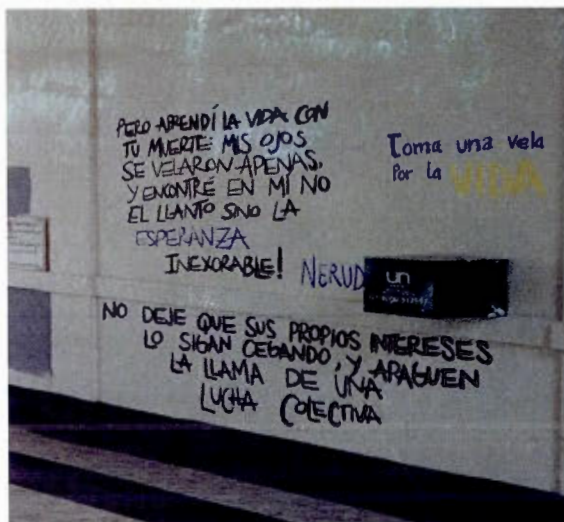
25- « Oscar vit encore en nous, sa lutte ne restera pas dans l'oubli »



26- « Ne soyons pas insensés, cette démocratie en est une d'assassinats. Notre coeur est une fosse commune »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2008)

27- « Mais j'ai appris la vie avec ta mort: mes yeux se sont à peine voilés, et j'ai trouvé en moi non pas des pleurs mais plutôt une espérance inexorable! -Neruda »



28- « Ne laissez pas vos propres intérêts personnels vous aveugler et éteindre la flamme d'une lutte collective. »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Nacional, Bogotá, 2008)

29- Une murale représentant Taricio Medina Charry, militant du parti communiste, étudiant de l'Université Sur Colombiana, « disparu » par la police colombienne en 1988:



« Il n'est pas toujours facile d'enterrer nos morts...la présence de l'absence nous rend plus capables...personne ne reste le même après avoir souffert une perte substantielle. »

(Photo prise par l'auteur à l'Universidad Sur Colombiana, Neiva, 2010)

## BIBLIOGRAPHIE

ACEU-Cauca, « Historia de la ACEU. Aceu una historia de lucha! », ACEU-Cauca, [En ligne], <http://aceucauca.blogspot.ca/2011/02/historia-de-la-aceu.html>. (Page consultée le 6 juin 2012.)

AFP, 5 novembre 2008, « HRW compare la Colombie à la dictature d'Augusto Pinochet », *Le Devoir*, édition en ligne, <http://www.ledevoir.com/2008/11/05/214180.html>. (Page consultée le 17 décembre 2008.)

Amenta, Edwin, Neal Caren, Tina Fetner et Michael P. Young, 2002, « Challengers and States: Toward a Political Sociology of Social Movements », *Research in Political Sociology*, no.10, pp.47-83.

Amnistie internationale, 2008, *Colombie. L'extradition des paramilitaires ne doit pas être un prétexte pour clore les enquêtes sur leur responsabilité*, [En ligne], <http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/colombia-extradition-paramilitary-leaders-must-not-lead-closure-investig>. (Page consultée le 20 avril 2010.)

Archila, Mauricio, 2012, « El movimiento estudiantil en Colombia », In Sader, Emir et Pablo Gentili (dir.), *Revista del Observatorio Social de America Latina*, Observatorio Social de America Latina, vol. 13, no.31, Buenos Aires, pp.71-103.

Banco de Datos CINEP, 2004, *Deuda con la humanidad. Paramilitarismo de Estado 1988-2003*, CINEP, Bogotá.

Calvo Ospina, Hernando, 2008, *Colombie : Derrière le rideau de fumée; histoire du terrorisme d'État*, Paris, Le temps des Cerises, 406 p.

Cardona, Libardo, 4 juin 2009, « Como esta la "Parapolitica" en Colombia », *Semana.com*, [En ligne], <http://www.semana.com/justicia/como-esta-parapolitica-colombia/124731-3.aspx>. (Page consultée le 2 mai 2012.)

Cefaï, Daniel, 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on?: les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 736 p.



Centro de Investigación y Educación Popular/Programa por la Paz (CINEP/PPP), Mai 2011, '*Falsos Positivos*' 2010 : *Clamor por la verdad y la justicia*, [PDF disponible en ligne], [http://www.cinep.org.co/index.php?option=com\\_docman&Itemid=117](http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=117). (Page consultée le 20 septembre 2011.)

Centro de Investigación y Educación Popular/Programa por la Paz (CINEP/PPP), août 2011, Bogotá (Colombia), *El legado de las políticas de Uribe: retos para el gobierno de Santos. Informe especial agosto de 2010*, [PDF disponible en ligne], [http://www.cinep.org.co/index.php?option=com\\_docman&Itemid=117](http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=117). (Page consultée le 25 septembre 2011.)

Cumbre Nacional de Organizaciones Sociales y Políticas, 2009, « Convocatoria a la Acción Política y la Movilización Social », dans ACEU, Septembre 2009, *La Mochila - donde cabemos todos. Órgano de difusión de la Asociación Colombiana de Estudiantes Universitarios*, no.15, p.8.

Della Porta, Donatella, 1995, *Social Movements and the State : Thoughts on the Policing of Social Protest*, European University Institute Working Paper, no.95/13, Florence, Robert Shuman Center, 62 p.

Dubois, Jacques-André, octobre 2011, « Scandales sécuritaires et violence sociopolitique dans la Colombie d'Álvaro Uribe – Bilan et perspectives », *Chroniques des Amériques*, Observatoire des Amériques – UQAM, [En ligne], [http://www.ameriques.uqam.ca/spip.php?page=dernieres\\_pub](http://www.ameriques.uqam.ca/spip.php?page=dernieres_pub). (Page consultée le 15 juin 2012.)

Dufort, Philippe, 2007, « Paramilitarisme et scandale de la parapolitique en Colombie », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, [En ligne], [http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id\\_article=3898](http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-oda&id_article=3898). (Page consultée le 13 octobre 2011.)

El Espectador, 21 février 2009, « El DAS-gate y las 'chuzadas': vuelve y juega », *El Espectador*, [En ligne], <http://www.elespectador.com/impreso/judicial/articuloimpreso120201-el-das-gate-y-chuzadas-vuelve-y-juega>. (Page consultée le 27 septembre 2011.)

El Espectador, 27 janvier 2010, « Gobierno espera que cerca de 1000 estudiantes integren red de informantes », *El Espectador*, [En ligne], <http://www.elespectador.com/noticias/judicial/articulo184441-gobierno-espera-cerca-de-1000-estudiantes-integren-red-de-informant>. (Page consultée le 3 mai 2012.)

El Tiempo, 11 février 2009, «Acusaciones de Uribe contra periodistas generan cascada de reacciones », *El Tiempo*, [En ligne], [www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4808710](http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-4808710). (Page consultée le 3 mai 2012.)

El Tiempo, 14 septembre 2011, « 25 años a Noguera por poner el DAS a órdenes de 'paras' », *El Tiempo*, [En ligne], [http://www.eltiempo.com/justicia/condena-a-jorge-noguera-ex-director-del-das\\_10365226-4](http://www.eltiempo.com/justicia/condena-a-jorge-noguera-ex-director-del-das_10365226-4). (Page consultés le 15 septembre 2011.)

Equipo de Movimientos sociales-CINEP, novembre 2009, « Luchas sociales en Colombia 2002-2009 », dans CINEP, *Continuidad o Desembrujo? La Seguridad Democrática insiste y la esperanza resiste*, Colombia (s.l), Antropos, pp.221-231.

FECODE, 10 décembre 2010, *En el Día Internacional de los Derechos Humanos continua el genocidio contra el magisterio*, communiqué, p.1 [Également accessible en ligne] [http://www.ei-ie-al.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=322:en-el-dia-internacional-de-los-derechos-humanos-continua-el-genocidio-contra-el-magisterio-en-colombia&catid=65:colombia&Itemid=27](http://www.ei-ie-al.org/index.php?option=com_content&view=article&id=322:en-el-dia-internacional-de-los-derechos-humanos-continua-el-genocidio-contra-el-magisterio-en-colombia&catid=65:colombia&Itemid=27). (Page consultée le 5 mai 2012.)

Fédération Internationale des Droits Humains, mai 2004, *Informe. Colombia. La « Seguridad Democrática »: Desconoce los derechos humanos y socava las bases del Estado de Derecho*, [PDF disponible en ligne], [http://www.fidh.org/article.php3?id\\_article=%202216](http://www.fidh.org/article.php3?id_article=%202216). (Page consultée le 18 septembre 2011.)

Fernan E. Gonzalez, Ingrid J. Bolivar et Téofilo Vazquez, *Violencia política en Colombia. De la nación fragmentada a la construcción del Estado*, Bogotá, CINEP, 335 p.

Fundacion Manuel Cepeda Vargas para la Paz, la Justicia Social y la Cultura, 2004, *El genocidio de la Unión Patriótica*, [En ligne], <http://manuelcepeda.atarraya.org/spip.php?article13>. (Page consultée le 3 juin 2012.)

Galeano, Eduardo, 2004(1978), *Días y noches de amor y de guerra*, Madrid, Alianza Editorial, 200 p.

García Velandia, Martha Cecilia, 2012, « Una Decada de luchas estudiantiles », *Cien Días Vistos por el CINEP. Una década de luchas estudiantiles*, no.74, pp.17-20.

Goodwin, Jeff, James M. Jasper et Francesca Polletta, 2000, « The Return of the Repressed: the Fall and Rise of Emotions in Social Movement Theory », *Mobilization: An International Journal*, Vol.5, no.1, pp.65-83.

Goodwin, Jeff et James M. Jasper (dir.), 2004, *Rethinking Social Movements: Structure, Meaning, and Emotions*, Maryland, Rowman and Littlefield publishers, 307 p.

Human Rights Watch, 2008, *Rompiendo el Control? Obstáculos a la Justicia en las investigaciones de la Mafia Paramilitar en Colombia*, [PDF en ligne], [http://www.abcolombia.org.uk/downloads/Rompiendo\\_el\\_Control\\_-\\_Obstaculos\\_a\\_la\\_Justicia\\_en\\_las\\_investigaciones\\_de\\_la\\_Mafia\\_Paramilitar.\\_2008.pdf](http://www.abcolombia.org.uk/downloads/Rompiendo_el_Control_-_Obstaculos_a_la_Justicia_en_las_investigaciones_de_la_Mafia_Paramilitar._2008.pdf). (Page consultée le 3 mai 2012.)

Hylton, Forrest, 2006, *Evil Hour in Colombia*, London, Verso, 174 p.

Jasper, James M., 1998, « The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions in and around Social Movements », *Sociological Forum*, vol.13, no.3, pp. 397-424.

Jasper, James M., 2006, « Emotions and the Microfoundations of Politics: Rethinking Ends and Means » In Simon Clarke, Paul Hoggett, and Simon Thompson (dir.), *Emotion, Politics and Society*, Londres, Palgrave-Macmillan, Pages 14-30.

Jasper, James M., 2006 « Motivation and Emotion. » In Robert Goodin and Charles Tilly (dir.), *Oxford Handbook of Contextual Political Studies*, Oxford, Oxford University Press, pp.157-171.

Javeau, Claude, 2003, *Petit manuel d'épistémologie des sciences du social*, Bruxelles, La Lettre volée, 72 p.

Jenkins, J.Craig et Bert Klandermans (dir.), 1995, *The Politics of Social Protest. Comparative Perspectives on State and Social Movements*, Londres, UCL Press, 381 p.

Justice for Colombia et al., 2009, *Colombia: Students in the Firing Line. A report on human rights abuses suffered by Colombian university students*, [En ligne], <http://studentwatch.Wordpress.com/2009/12/13/report-colombia-students-in-the-firing-line/>. (Page consultée le 3 mars 2011.)

Kalyvas, Stathis et Ana Arjona, 2005, « Paramilitarismo :una perspectiva teorica », *El poder paramilitar*, Bogotá, Editorial Planeta, pp.26-45.

Klandermans, Bert et Conny Roggeband (dir.), 2010, *Handbook of Social Movements Across Disciplines*, New York, Springer, 326 p.

Lair, Éric, *Los grupos « Paramilitares » en Colombia entre la guerra y la paz*, [En ligne], <http://historiapolitica.com/>. (Page consultée le 6 mai 2012.)

Larouche, Jean-Marc, 2000, « L'éthique en amont, dans le cours et en aval de toute recherche. Échos à une recherche sur les personnes séropositives », *Éthique publique*, vol.2, no.2, Montréal, Liber, pp.106-114

Leal Buitrago, Francisco, 2003, « La doctrina de Seguridad Nacional: materialización de la Guerra Fría en América del Sur », *Revista de Estudios Sociales*, no.15, Bogotá, Universidad de los Andes, pp.74-87.

Leech, Gary, 1999, « Colombia: Fifty Years of Violence », *Colombia Journal*, [En ligne], <http://reliefweb.int/report/colombia/colombia-fifty-years-violence>. (Page consultée le 3 février 2012.)

Mathieu, Lilian, 2004, *Comment lutter. Sociologie et mouvements sociaux*, Paris, La discorde, Coll. Textuel, 206 p.

McAdam, Doug, John D. MacCarthy et Zald Meyer N. (dir.), 1996, *Comparative Perspectives on Social Movements, Political Opportunities, Mobilizing Structures, and Cultural Framings*, Cambridge, Cambridge University Press, 426 p.

Medina Gallego, Carlos et Mireya Téllez Ardila, 1994, *La violencia parainstitucional, paramilitar y parapolicial en Colombia*, Santafé de Bogotá, Rodriguez Quito, 254 p.

Meyer, David S., Nancy Whittier et Belinda Robnett (dir.), 2002, *Social Movements: Identity, Culture, and the State*, New York, Oxford University Press, 346 p.

MIOEEIC, 2008, *Informe final de la Misión Internacional de Observación sobre Ejecuciones Extrajudiciales e Impunidad en Colombia*, [PDF en ligne], [http://www.centromemoria.gov.co/archivos/informe\\_misionobservacion\\_ejecuciones](http://www.centromemoria.gov.co/archivos/informe_misionobservacion_ejecuciones).



pdf. (Page consultée le 16 avril 2012.)

Morin, Edgar, 1994, *Sociologie*, Paris, Seuil, 459 p.

MOVICE, s.d, *Acta no.11 - Audiencia Ciudadana Crisis de la Universidad Colombiana*, Document interne, 28 p.

MOVICE, Octobre 2009, *Sin Justicia Y Sin Paz. Balance de la Aplicacion de la Ley de Justicia y Paz*, Movimiento de Victimas de Crimenes de Estado, Bogotá, 205 p.

OIDH-AC, juillet 2010, *Informe de la Red OIDHACO (Oficina Internacional de los Derechos Humanos-Acción Colombia) con ocasión del examen de Colombia por el Comité de Derechos Humanos de Naciones Unidas*, Genève, [Disponible en ligne], <http://www.oidhaco.org/?cat=1003&title=Reports&lang=es>. (Page consultée le 17 septembre 2011.)

ONU, 2010, *Informe del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, Philip Alston*, [PDF disponible en ligne], <http://www.ohchr.org/SP/Countries/LACRegion/Pages/COIndex.aspx>. (Page consultée le 20 septembre 2011.)

ONU (Consejo de Derechos Humanos), 2010, *Informe anual de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia*, 32 p., [PDF disponible en ligne], <http://www.hchr.org.co/documentoseinformes/informes/altocomisionado/informes.php3?cat=11>. (Page consultée le 3 mars 2011.)

ONU, 2011, *Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia*, [PDF disponible en ligne], <http://www.hchr.org.co/documentoseinformes/informes/altocomisionado/informes.php3?cod=14&cat=11>. (Page consultée le 15 septembre 2011.)

Pecaut, Daniel, 2006, « Les FARC: longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, no.123, La Découverte, pp.9-40.

Poletta Francesca et James M.Jasper, 2001, « Collective Identity and Social Movements », *Annual Review of Sociology*, no.27, pp.283-305.

Presidencia de la Republica, 8 septembre 2003, *Posesion del nuevo comandante de la FARC*, [En ligne], <http://web.presidencia.gov.co/discursos/discursos2003/septiembre/fac.htm>. (Page consultée le 4 mars 2011.)

Presidencia de la Republica – Ministerio de Defensa, 2003, *Politica de Defensa y Seguridad Democratica*, [PDF en ligne], [http://www.mindefensa.gov.co/dayTemplates/images/seguridad\\_democratica.pdf](http://www.mindefensa.gov.co/dayTemplates/images/seguridad_democratica.pdf). (Page consultée le 19 septembre 2011.)

Presidencia de la Republica – Secretaria de Prensa, 6 mai 2008, *Palabras del Presidente Álvaro Uribe durante la inauguración del Terminal de Transporte de Montería*, [En ligne], <http://web.presidencia.gov.co/sp/2008/mayo/06/04062008.html>. (Page consultée le 13 avril 2012.)

Quintana, Oscar Mejía et al., 2008, « El fenómeno paramilitar: reflexiones, apuntes y discusiones », *Paramilitarismo, desmovilizacion y reinsercion. La ley de Justicia y Paz y sus implicaciones en la Cultura Politica, la Ciudadania y la Democracia en Colombia*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 418 p.

Quiroga, Diego, 2011, « Qué tan nuevas son las bandas criminales? », *Cien dias Vistos por el CINEP*, CINEP-PPP, no.72, [En ligne], [http://www.cinep.org.co/index.php?option=com\\_docman&Itemid=126&lang=en](http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=126&lang=en). (Page consultée le 11 février 2012.)

Restrepo, Jorge A. et David Aponte, 2009, « Neoparamilitarismo en Colombia: una herramienta conceptual para la interpretación de dinámicas recientes del conflicto armado colombiano », *Guerra y violencias en Colombia*, Bogotá, Pontificia Universidad Javeriana, 606 p.

Romero, Mauricio, 2000, « Democratizacion politica y contra reforma paramilitar en Colombia », *Bulletin de l'Institut Français d'études andines*, vol.3, no.29, pp.331-357 [En ligne], <http://www.ifeanet.org/publicaciones/detvol.php?codigo=206>. (Page consultée le 24 avril 2012.)

Romero, Mauricio (dir.), 2007, *Parapolítica. La ruta de la expansión paramilitar y los acuerdos políticos*, Bogotá, Corporacion Nuevo Arco Iris, Serie conflicto y Territorio, 396 p.

Romero, Maurio et Angelica Arias, 2010, « Sobre paramilitares, Neoparamilitares y afines », *Revista Arcanos*, no.15, pp.34-45.

Sanchez, Fabio et Mario Chacon, 2005, *Conflicto, Estado y Descentralizacion: del progreso social a la disputa armada por el control local.1974-2002*, CEDE-Universidad de los Andes, 45 p., [En ligne], [http://economia.uniandes.edu.co/investigaciones\\_y\\_publicaciones/CEDE/Publicaciones/documentos\\_cede/2005/Conflicto\\_estado\\_y\\_descentralizacion\\_del\\_progreso\\_social\\_a\\_la\\_disputa\\_armada\\_por\\_el\\_control\\_local.1974-2002](http://economia.uniandes.edu.co/investigaciones_y_publicaciones/CEDE/Publicaciones/documentos_cede/2005/Conflicto_estado_y_descentralizacion_del_progreso_social_a_la_disputa_armada_por_el_control_local.1974-2002). (Page consultée le 24 avril 2012.)

Schmitt, Carl, 1992, *La notion de politique. Théorie du partisan*, trad. Marie-Louise Steinhauser, Paris, Flammarion, 323 p.

Secretariat de Prensa, 3 février 2010, « 'Paramilitarismo está extinguido en Colombia y sus jefes encarcelados': Director del Programa Presidencial de Derechos Humanos », *Presidencia de la Republica*, [En ligne], <http://web.presidencia.gov.co/sp/2010/febrero/03/16032010.html>. (Page consultée le 3 mai 2012.)

Semana.com, 6 février 2005, « Si hay guerra, señor presidente », *Semana.com*, [En ligne], [http://www.semana.com/wf\\_InfoArticulo.aspx?IdArt=84650](http://www.semana.com/wf_InfoArticulo.aspx?IdArt=84650). (Page consultée le 3 mai 2012.)

Semana.com, 5 juin 2005, « Habla Vicente Castaño », *Semana.com*, [En ligne], <http://www.semana.com/portada/habla-vicente-castano/87628-3.aspx>. (Page consultée le 5 mai 2012.)

Semana.com, 12 février 2006, « El DAS y los Paras », *Revista Semana*, [En ligne], <http://www.semana.com/portada/das-paras/91397-3.aspx>. (Page consultée le 15 septembre 2011.)

Semana.com, 21 février 2009, « El DAS sigue grabando », *Revista Semana*, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/das-sigue-grabando/120991-3.aspx>. (Page consultée le 20 septembre 2011.)

Semana.com, 12 mars 2011, « Desigualdad extrema », *Semana.com*, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/desigualdad-extrema/153207-3.aspx>. (Page consultée le 12 avril 2012.)

Semana.com, 14 septembre 2011, « Uribe: entre el perdón y la responsabilidad política por el caso de Noguera », *Revista Semana*, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/uribe-entre-perdon-responsabilidad-politica-caso-noguera/164110-3.aspx>. (Page consultée le 15 septembre 2011.)

Snow David A., Sarah A. Soul et Hanspeter Kriesi (dir.), 2004, *The Blackwell Companion to Social Movements*, Oxford, Blackwell Publishing, 754 p.

Soraya Gutierrez Arguello, Ponencia, 2010, « La verdad sobre el proceso de desmovilización paramilitar y su aporte a la paz », *Collectivo de Abogados José Alvear Restrepo*, [En ligne], <http://www.colectivodeabogados.org/La-verdad-sobre-el-proceso-de>. (Page consultée le 3 mai 2012.)

Stryker, Sheldon, Timothy J. Owens et Robert W. White (dir.), 2000, *Self, Identity and Social Movements*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 370 p.

Telesur, 31 mai 2008, « Uribe califica protestas estudiantiles de "terrorismo" », *TelesurTv.net*, Site Web, <http://www.telesurtv.net/noticias/secciones/nota/28514-NN/uribe-califica-protestas-estudiantiles-de-terrorismo/>. (Page consultée le 17 décembre 2008.)

Thoumi, Francisco E., 2002, « Illegal Drugs in Colombia: from illegal economic boom to social crisis (Working Paper No. 2) », LACC Working Paper Series, paper 6, [En ligne], <http://digitalcommons.fiu.edu/laccwps/6/>. (Page consultée le 29 avril 2012.)

Tilly, Charles et Sidney Tarrow, 2008, *Politique(s) du conflit: de la grève à la révolution*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 396 p.

Uhl, Magali, 2004, *Subjectivité et sciences humaines. Essai de métasociologie*, Paris, Beauchesne, 207 p.

UNESCO, 2010, « Colombia », *Education under attack 2010*, 248 p.